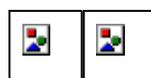


NIGER/AFRIQUE

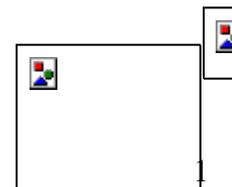
Rapport narratif de



progrès annuel



01 Janvier – 31 Décembre 2021





Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



<p>Intitulé du programme et Numéro du Programme</p> <p>Intitulé du Programme : Programme de l'Initiative Spotlight au Niger</p> <p>MPTF Office Project Reference Number:¹ 00111643</p>	<p>Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)</p> <p>Initialement le Programme lors de phase I a couvert quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger. Il s'agit de : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry</p> <p>Au vu des résultats à impact obtenus lors de la phase I, le programme va se dérouler sur l'étendue du territoire national. Ainsi les quatre autres régions (Niamey, Dosso, Agadez et Diffa) seront touchées par les activités des piliers 3 (changement de norme positif) et 6 (renforcement des capacités des organisations féminines).</p> <p>Au total le programme continuera de se mettre en œuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et dans 300 villages soit 5 villages par commune. Les nouvelles zones de couverture géographique pour les quatre autres régions seront définies afin d'avoir l'exhaustivité des localités couvertes sur toute la durée du Programme 2019-2022.</p>
<p>Organisations bénéficiaires</p>	<p>Partenaires clés</p>

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



1. UNDP
2. UNFPA
3. UNWOMEN
4. UNICEF

- Gouvernement (Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant, de la justice, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire, des Enseignements Professionnels et Techniques, des Enseignements Secondaire, de la Santé Publique/de la population/des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Intérieur, de l'Hydraulique et de l'Assainissement).

- Les Institutions (l'Assemblée Nationale, le Conseil islamique, L'Association ces Chefs Traditionnels du Niger-ACTN, l'Institut National de la Statistique-INS-, La Médiature, Le Conseil Économique Social et Culturel, la Magistrature, Le Conseil Constitutionnel, La Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat, L'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire-ANAJ-)

- Association pour le Bien-être (APBE), SOS-Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales (SOS-FEVVF), PLCE/F, SongES, ACTN, AEDL CADEL, CONIPRAT, Espoir et l'Association des Professionnelles Africaines de la communication APAC/Niger

Coût du programme (US\$)

Dates de début et de fin du programme



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



**Budget total approuvé selon le document
de programme national/régional Spotlight :**

: 27,109,169 USD

Financement Phase I+II Spotlight:² 23,959,720 USD

Contribution des agences: 3,149,448 USD

Contribution des agences:

Noms du RUNO	Spotlight Phase I+II (USD)	Contributions des agences de l'ONU (USD)
UNDP	5,887,686	260,768
UNFPA	7,630,993	1,433,840
UNICEF	6,273,991	868,781
UN WOMEN	4,167,050	586,059
TOTAL	23,959,720	3,149,448

TOTAL: 27,109,453,169 USD

Date de début:

01/01/2019

Date de fin:

31.12.2022

Rapport soumis par :

Madame Louise Aubin
Coordonnateur Résident SNU, Coordonnateur
Humanitaire/DO
Adresse mail: louise.aubin@un.org

² The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Table des Matières

Liste des Acronymes et Abréviations	7
Résumé exécutif	10
Changements contextuels et état de mise en œuvre	15
Gouvernance et coordination du programme	20
Partenariats du programme	31
Résultats	39
a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats.....	39
b) Capturer le changement au niveau des résultats.....	48
Titulaires de droits («Bénéficiaires»).....	105
Défis et mesures d'atténuation.....	107
Leçons apprises et opportunités du programme.....	109
Innovations et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques.....	112
Communication et visibilité.....	115
Prochaines étapes.....	133
Annexes.....	134
Annexe A : Cadre des résultats.....	
Annexe B : Matrice des risques.....	
Annexe C : Rapport d'engagements de la Société Civile.....	
Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques prometteuses ou bonnes.....	
Annexe E : Plan de travail annuel.....	



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Liste des Acronymes et Abréviations

ACPE	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
ANDH	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Association pour le Bien-être
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident/ Coordinatrice Résidente
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales
COGES	Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CR	Coordinatrice Résidente
CRMVGB	Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des VBG
CSI	Centre de Santé Intégré
CVPE	Comité Villageois de Protection de l'Enfant
DCO	Défenseurs Commis d'Office
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union européenne
EPI	Equipements de protection individuelle
FACOM	Facilitateur COMMunautaire
FO	Fistules Obstétricales
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



GRSC	Groupe de Référence de la Société Civile
INS	Institut National de la Statistique
ISF	Indice Synthétique de Fécondité
JAC	Jeunes Acteurs du Changement
JEA	Jeunes experts associés
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
OCB	Organisations communautaires de base
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementales
ONPG	Observatoire National pour la Promotion du Genre
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PDL	Plan de Développement local
PFLN	Plateforme des Femmes Leaders du Niger
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PME	Suivi et Évaluation Participatifs
POS	Procédures Opérationnelles Standards
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
REJEA	Réseau des Journalistes pour l'Eau et l'Assainissement
SEP	Suivi et Évaluation Participatifs



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union Européenne
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations unies / United Nations Capital Development Fund
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNWOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Résumé exécutif

La mise en œuvre du Programme s'est déroulée dans un contexte socio-politique relativement calme qui a favorisé la mise en place des institutions nationales, y compris le nouveau parlement et le Gouvernement sous le leadership du nouveau Président Mohamed Bazoum en Février 2021.

Le Gouvernement et le Système des Nations Unies ont lancé respectivement le processus d'élaboration du Plan de Développement Économique et Social (PDES) et du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies. Ces deux outils tiennent compte des avancées du Programme Spotlight et des défis prioritaires à considérer dans les changements transformationnels et comportementaux. C'est dans ce contexte favorable de planification du développement que le Programme Spotlight au Niger a continué la mise en œuvre de ses interventions avec l'appui de ses partenaires sur le terrain. Le renforcement des synergies des interventions et de la coordination inter-agences dans l'esprit de la réforme de l'ONU ont contribué à produire des résultats tangibles et des leçons apprises qui ont orienté le développement de la phase 2 du programme.

Cette exécution a été renforcée en conservant les stratégies développées dans le Programme en 2020. Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont été traduites en actions et il a été obtenu une implication significative de la Délégation de l'Union européenne, des organisations de la société civile, les chefs traditionnels, les autorités locales pour une meilleure synergie d'intervention et de promotion des actions de prévention.

La combinaison des efforts, le savoir-faire des partenaires de mise en œuvre, particulièrement les organisations de la société civile, et la recherche systématique des convergences et des synergies inter-agences, dans l'esprit de la Réforme de l'ONU, ont permis de mettre en évidence des changements notables dans le renforcement des institutions, les comportements positifs des communautés en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles et des survivantes de violence. Ces transformations comportementales ont été possibles grâce aux actions des parties prenantes, de la société civile, des jeunes, des acteurs de mise en œuvre, des visites de terrain de l'Ambassadeur, Coordinatrice Résidente du SNU et de l'Ambassadeuse de la Délégation de l'Union européenne en la présence du Ministre de l'Action Humanitaire et de la gestion des catastrophes, des chefs d'agence et d'organisations des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Résultats clés

- Renforcement des capacités : **1 907** personnes ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités en VBG, en audition, en gestion des cas et collecte des données. Elles sont aptes à offrir des services de qualité aux personnes survivantes de VBG
- Activités de prévention : **166 683** personnes ont bénéficié des actions de prévention en VBG de l'Initiative Spotlight.
- Connaissance et accès aux services essentiels : **19 152** femmes et filles ont eu un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels de qualité de prise en charge des VBG.
- Création et renforcement de nouveaux réseaux, plateformes et mouvements : **145** plateformes (131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant, 4 Centres d'Ecoute 23 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer.
- **1 000 femmes et filles survivantes de VBG** ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique.

Comme les années précédentes, les interventions du Programme ont été réalisées dans les régions de Maradi, de Tahoua, de Tillabéri et de Zinder. En 2021, les principaux résultats par pilier se résument comme suit :

Au niveau du Pilier 1, une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République sur « les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences » dans les quatre régions Spotlight a touché 216 personnes dont 74 femmes. Cette caravane a débouché sur l'adoption de déclarations régionales dites « Déclaration de Zinder, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéri ». Les recommandations de cette caravane ont mis l'accent sur les lois discriminatoires en matière de genre et de VBG. Les analyses seront utilisées pour étayer les observations dans l'élaboration du rapport sur l'étude du cadre légal dont les résultats vont servir dans l'organisation des dialogues de haut niveau pour aboutir à l'actualisation de certaines lois.

Sur la base de la trousse des avocats genre et leur profil, 50 "Avocats genres" ont été identifiés dans la région de Zinder pour servir de relais dans le cadre de la lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Filles (VFFF), les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les Pratiques Néfastes. De même, 3 960 autres relais communautaires, soit au moins 60% de femmes et de filles, ont été mis en place pour soutenir la mobilisation sociale et le plaidoyer en faveur de la réforme du cadre législatif et le changement des comportements et mœurs sociaux. Le Programme Spotlight a permis de renforcer les capacités de 125 défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG et sur le cadre légal existant pour participer aux processus décisionnels et plaider pour l'intégration effective de l'égalité des genres au niveau des acteurs juridiques nationaux, régionaux et départementaux.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Au Pilier 2, un pool de 31 formateurs outillés en PBSG/VBG ont permis de renforcer les capacités de 158 membres des Cellules Genre des ministères sectoriels³, des directions techniques et services en charge de la programmation/planification et suivi et évaluation. Dans le cadre de la journée parlementaire, le Programme a sensibilisé 110 députés sur la PBSG afin d'assurer la prise en compte des besoins sexospécifiques des femmes et des filles dans les politiques, plans, budgets nationaux et sectoriels. Cette journée a abouti à l'engagement des parlementaires à travers la signature d'une résolution pour veiller à la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques du pays. Au titre de la planification du développement, on note que vingt (20) cadres dont trois (3) femmes des ministères du Plan, de l'Education, de la Santé et de la Promotion de la Femme ont vu leurs capacités renforcées sur l'utilisation des outils d'analyse et d'intégration du genre pour appuyer les sectoriels dans la prise en compte du genre dans le nouveau PDES. Neuf (9) communes sur 14 ont pris en compte la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans leurs Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) et seule la commune rurale de Doguéraoua dans la région de Tahoua a intégré la GHM dans son Plan de Développement Communal (PDC).

En ce qui concerne le Pilier 3, au vu des résultats obtenus, l'Initiative Spotlight au Niger a poursuivi ses investissements dans les stratégies de changements de comportement et sociétal basées sur l'implication des chefs traditionnels et religieux, des communautés et des Organisations de la société civile. Les actions d'animations communautaires se sont déployées à travers les approches de communication interpersonnelle, les mobilisations communautaires et les médias de masse. Au cours de l'année, ce sont 931 109 personnes (231 007 hommes, 336 887 femmes, 199 116 filles et 163 999 garçons) qui ont été sensibilisées à travers les approches communautaires et interpersonnelles ainsi que les médias et ont amélioré leurs connaissances sur les VBG, y compris les pratiques néfastes. L'implication des adolescentes démarrée en 2020 a été renforcée avec 490 nouvelles adolescentes correspondantes pour la protection en se constituant en réseau avec la création d'un groupe WhatsApp pour partager les connaissances et compétences acquises avec leurs homologues du village. Des actions de promotion de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle ont été réalisées aussi bien au niveau des établissements scolaires et des communautés. Dans 27 établissements de la région de Tahoua, 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites pour 7 971 élèves (3 437 filles et 4 534 garçons). De même, 200 écoles des quatre régions Spotlight ont bénéficié de dotation de 10 000 kits GHM pour le soutien à la formation, aux sensibilisations et à la distribution aux élèves filles pour usage. Grâce aux sensibilisations reçues par 40 cadres régionaux des services techniques, 2 957 personnes ont été touchées et ont renforcé leurs connaissances sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.

³ Ministères du Plan, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Équipement, de la Justice, des Finances, du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, de l'Emploi et de la Protection Sociale, de la Fonction Publique et du Travail, de la Jeunesse et du Sport.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Au niveau du Pilier 4, la mise en place des services de prise en charge holistique des survivantes des VBG démarrée en 2020 s'est poursuivie en 2021 avec l'élaboration de deux documents de procédures opérationnelles standard (SOP) pour les centres de Maradi et de Tahoua. Le Programme a mis en place 131 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et quatre (04) Centres d'Écoute pour offrir des conseils et de référencement aux personnes survivantes de VBG.

Au titre de la prise en charge juridique et judiciaire, un support légal a été fourni à 203 personnes. Grâce aux différents renforcements de capacités des prestataires de services, aux séances de sensibilisation et au référencement des survivantes, un total de 6 716 cas de VBG (495 cas de viol, 297 cas d'agressions sexuelles, 1767 cas d'agressions physiques, 1002 cas de violences psychologiques, 1467 cas de mariages forcés ou d'enfants qui ont été empêchés et 1688 cas de déni de ressources) ont été pris en charge dont 153 cas de VBG ont reçu une assistance juridique et judiciaire avec 57 dossiers orientés vers les services judiciaires et 10 dossiers ont fait l'objet d'un jugement. Concernant la réinsertion des survivantes de VBG, un total de 1000 bénéficiaires directs (y compris des plateformes multifonctionnelles) ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique dont 600 en kits⁴ (500 ont reçu un kit animalier, 57 petit commerce, 32 transformation agro-alimentaire et 11 savonnerie-cosmétique) leur permettant d'améliorer leurs revenus et d'être autonomes.

Pour ce qui concerne le Pilier 5, un système de collecte de données a été mis en place à travers Kobo Toolkox pour assurer le suivi des réalisations des cliniques juridiques, sous la supervision de l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et le contrôle qualité de la Direction des Statistiques du Ministère de la Justice. Le Programme a appuyé la réalisation de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG qui a permis de disposer des données actualisées et fiables sur les VBG. Les résultats de l'étude ont contribué à produire des évidences sur les formes des VBG, ses causes profondes, les lacunes existantes dans les services de réponse et les besoins spécifiques des femmes et des filles affectées par les VBG. Les conclusions de cette étude ont informé les stratégies du programme mais ont également servi de document d'orientation pour un grand nombre d'acteurs opérant dans ce domaine. Pour renforcer le système de collecte des données de routine sur les VBG, deux missions de sensibilisation des cadres régionaux de la police et de la gendarmerie ont été effectuées et 46 acteurs de la lutte contre les VBG des régions de Tahoua et Tillabéri ont été formés sur la collecte des données conformément au système de gestion des données (GBVIMS). Ces agents des cellules de protection de femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie ont été outillés à l'utilisation des smartphones pour la collecte des données VBG. La police et la gendarmerie National dispose de mécanisme de collecte et de gestions des données relatives au plaintes qu'elles reçoivent.

⁴ Il existe quatre types de kits : (i) un kit animalier comprenant 3 chèvres et un bouc pour le petit élevage, et 2 béliers pour l'embouche, (ii) un kit de petit commerce, (iii) un kit de transformation agroalimentaire et (iv) un kit de savonnerie-cosmétique.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Enfin pour le Pilier 6, une cartographie des organisations confrontées aux discriminations croisées a été réalisée afin d'identifier les besoins de formation spécifiques de ces partenaires clés. Dans ce cadre, 88 organisations dont 72 ont vu leurs capacités renforcées en élaboration de micro-projet, gouvernance, vie associative, gestion administrative et financière, VBG et plaidoyer.

Un livret pédagogique sur la protection des défenseurs des droits des femmes et des filles a été élaboré. Compte tenu de la complexité de cette action, les défenseurs des droits des femmes et des filles sont exposés à des menaces, à des griefs et à des agressions. Dans l'exercice de leur fonction, il était nécessaire d'avoir un outil de protection pour leur permettre d'exercer correctement leurs fonctions. La base de données des organisations féminines a été mise à jour avec l'intégration de 23 nouveaux groupements féminins. A ce jour, la base de données compte 224 groupements féminins. Le Programme Spotlight a permis à 70 jeunes membres des réseaux d'organisation de jeunes et de femmes de renforcer leurs capacités en communication, plaidoyer et technique d'argumentaire efficace afin d'augmenter leur pouvoir d'influence auprès des décideurs et des membres de la communauté pour mettre fin aux VBG.

Dans la vision de « Ne laisser personne de côté », la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées a été dotée de 50 motos tricycles dans les régions de Spotlight, considérées comme activité génératrice de revenus. Cette initiative permet de faciliter leur mobilité et renforcer leur autonomisation économique. Cette assistance a permis à 300 enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale de bénéficier des frais de déplacement vers les centres de santé, de disposer des ressources pour la prise en charge des frais médicaux, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte contre et l'élimination de toutes formes de violences.

En conclusion, conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours, l'Initiative Spotlight a continué à travailler pour renforcer la durabilité des résultats obtenus au cours des deux premières années de mise en œuvre (2019-2020). Une partie de la stratégie de durabilité, qui sera développée au cours de la Phase II, consiste à renforcer les systèmes sociaux et à intégrer les efforts pour éliminer les VFF et promouvoir l'égalité des sexes dans les systèmes institutionnels. Pour atteindre cet objectif, l'Initiative a concentré ses efforts sur: i) un engagement renforcé des chefs traditionnels qui deviennent des " agents de changement " dans leurs propres communautés ; ii) un engagement transversal de la société civile pour sensibiliser à l'importance de dénoncer les incidents de VBG, de sensibiliser à maintenir les filles surtout à l'école; iii) un engagement renforcé de la police, de la gendarmerie et du système judiciaire pour éliminer l'impunité et les règlements à l'amiable en promouvant une culture de " tolérance zéro " ; iv) un renforcement des capacités institutionnelles et une réduction des inégalités grâce à une budgétisation sensible au genre et un cadre politique et législatif prônant l'égalité entre les femmes et les hommes.



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Changements contextuels et état de mise en œuvre

Les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Nigeria, Niger et Tchad) font face depuis plusieurs années à une croissance de l'insécurité. Les coalitions régionales et internationales de défense et de sécurité (présence de la force du G5 Sahel, de l'armée française à travers l'opération Barkhane, les forces spéciales américaines qui disposent de trois bases militaires) existent pour lutter contre le terrorisme. Malgré ces dispositions, d'énormes pertes en vies humaines, matérielles, massacre des populations, enlèvements des personnes, violations des droits des populations, perturbations de la quiétude des hommes et des femmes et surtout des enfants, pillages des biens et des vivres, déplacements des populations, fermetures des infrastructures sociales de base (écoles, centre de santé) ont été enregistrés.

Au Niger, depuis 2021, d'importants efforts (renforcement des forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières, collaboration population et forces de défense et de sécurité dans les localités à hauts risques, l'état d'urgence décrété sur l'ensemble des régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa interdisant la circulation des motocycles) ont été fournis par l'Etat afin de sécuriser les populations des zones touchées par le terrorisme. Ces efforts visent à répondre aux attentes des populations qui aspirent à la sécurité, à une éducation de qualité, des services de santé adéquats, des infrastructures d'hygiène et d'assainissement afin de relancer l'économie de ces zones mises à mal par les multiples restrictions liées à l'état d'urgence. Les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa (Inates, Chinagoder, Zaroumdarey, Tchomo Bangou, Tillia, Bosso, Banibangou) sont en alerte maximum et continuent de vivre des incursions des terroristes avec des conséquences humanitaires préoccupantes.

Entre janvier et juin 2021, neuf attaques conduites par des éléments présumés de Groupes Armés Non Etatiques (GANE) ont ciblé des positions des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) respectivement à Diffa, Mainé-Soroa et Bosso, signe d'une dégradation de la situation sécuritaire le long de la frontière. En outre, de nombreux incidents de protection ciblant des civils (enlèvements suivis de demande de rançons, cas de violence basée sur le genre, des cas d'engins explosifs improvisés) continuent d'être enregistrés. Au cours du premier trimestre de l'année 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1 643 personnes ont été rapportés, dont 638 incidents pour le mois de mars. Les moyens logistiques et autres infrastructures sociales de base ne sont pas épargnés par les GANE tels que le vol de l'ambulance et le pillage du centre de santé intégré (CSI) de Chétimari.

En plus de ces défis sécuritaires, s'ajoutent les aspects structurels liés à un taux de fécondité élevé (6,2 enfants par femme en moyenne). Cela peut se justifier par un fort taux de mariages



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



précoces (76,3% des filles âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans et 28% avant 15 ans), la forte prévalence de la polygamie et de la répudiation, le faible recours aux méthodes contraceptives (10%), la scolarisation relativement faible des filles. Le Niger a l'un des plus forts taux d'accroissement naturel de la population au monde (3.9% par an). Il en résulte, une population extrêmement jeune dont les enfants de moins de 18 ans représentent 60,14 % de la population.

En outre, les inondations ont généralement lieu au Niger en saison pluvieuse, entre juillet et septembre, période où les pluies sont souvent abondantes et peu espacées. Les régions les plus touchées sont Maradi au sud, Diffa, Tahoua, Tillabéri, Dosso et Niamey à l'ouest. A Niamey, les inondations sont liées à des causes naturelles (écoulement du fleuve qui peut sortir hors de son lit) et anthropiques directes avec notamment l'imperméabilisation des berges et la dégradation continue des sols qui accentuent le ruissellement et limitent l'infiltration, l'insuffisance de structures d'urbanisation et de plan d'aménagement dans les grandes villes, l'ensablement des lits de fleuves et affluents qui augmentent les risques de crues fluviales.

Selon les données de l'aperçu des besoins humanitaires de 2021, il a été estimé à 3,8 millions de personnes dans le besoin dont 51% de femmes, 55% d'enfants et 4,2% de personnes handicapées (2,11% de femmes et 2,06% d'hommes) avec une forte prévalence à Niamey (6,4%) et Zinder (5,3%). Les régions présentant une faible proportion de personnes handicapées sont Diffa (2,5%) et Agadez (2,6%).

Le contexte sécuritaire et humanitaire a accru les incidents de protection affectant les enfants dont la séparation avec les familles, les viols, les exploitations sexuelles, les mariages et le travail des enfants. La situation de précarité des ménages pauvres augmente dans un contexte où les normes sociales et de genre discriminatoires continuent d'être identifiées comme un des freins majeurs à la réalisation des droits des femmes et des filles.

Par ailleurs, même si la pandémie COVID-19, n'a pas connu une grosse ampleur au Niger, les mesures de prévention continuent d'être observées. La sensibilisation s'intensifie auprès des populations, surtout des jeunes et des personnes vulnérables. Les services de vaccinations contre le COVID-19 sont accessibles dans les structures de santé et les campagnes de mobilisation communautaire et d'information sont organisées pour améliorer la couverture vaccinale. Les frontières terrestres du Niger, fermées depuis mars 2020 pour éviter la propagation du nouveau coronavirus, sont rouvertes depuis juin 2021.

"L'analyse de la tendance épidémiologique de la Covid-19 montre que la situation est toujours sous contrôle", assure le gouvernement.

Malgré ces défis multidimensionnels, le pays a pu finaliser son processus électoral qui a enregistré l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Président de la République, un nouveau parlement



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



avec pour la première fois 50 femmes élues sur 166 députés, soit 30% (au-delà du minimum de 25% inscrits dans la loi sur les quotas contre 20% dans l'ancien Parlement) et 27% de femmes parmi les élus locaux. En effet, la révision de la loi sur les quotas en 2019 a entraîné une inscription significative des femmes dans le processus électoral qui représentait 55% de femmes dans le fichier électoral. Aux élections du 27 décembre 2020, les estimations sont de 1409 femmes députées contre 3318 hommes. Les hommes ont encouragé et soutenu les femmes à se présenter non seulement aux élections législatives et locales mais ils se sont aussi mobilisés lors des campagnes électorales.

Cette configuration du Parlement constitue une opportunité de plaider en faveur des droits des filles et des femmes. Au sein du gouvernement actuel, on compte 8 femmes ministres sur les 42 membres du gouvernement (soit 19%). On dénombre également 2 femmes sur les 52 préfets (3,8%), 6 femmes sur 266 maires (2,3%) et aucune femme gouverneur.

Le contexte politique est favorable à relever les défis de l'éducation, des mariages précoces (76,3% sont mariées avant 18 ans et 28% avant 15 ans), et du faible accès aux méthodes modernes de contraception. Et plus récemment, le Sommet des filles africaines organisé par l'Union Africaine au Niger du 16 au 18 Novembre 2021 a recommandé de relever l'âge du mariage de la jeune fille de 16 à 18 ans.

L'éducation de la jeune fille et les défis démographiques ont été mentionnés parmi les priorités du nouveau président lors de son discours d'investiture. Une des stratégies développées est de tout mettre en œuvre pour favoriser la scolarisation et le maintien des filles afin de retarder leur âge au premier mariage.

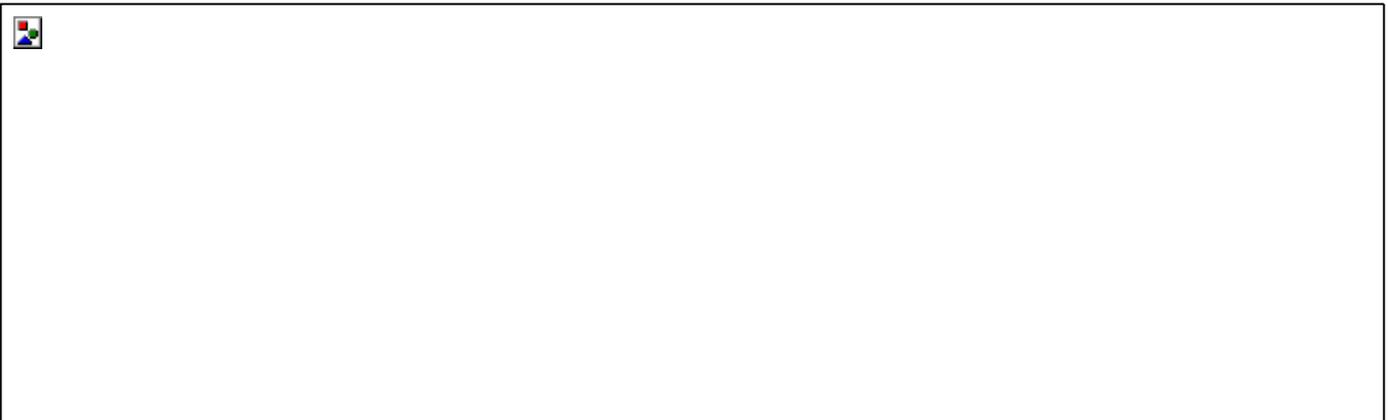
Le Programme dans son exécution a été perturbé par la restructuration des ministères. Car la nouvelle équipe ne pouvait plus non seulement engager des dépenses pendant cette période mais aussi il a fallu expliquer aux nouveaux cadres nationaux des ministères sectoriels le programme spotlight et les situer sur les attentes par rapport à chacun des Ministères.

Dans l'ensemble, les activités programmées ont été mises en œuvre (61%), celles en cours de réalisation représentent 33%, les activités supprimées sont de 4% et seulement 1% n'a été réalisée. Cependant, cette observation a des disparités par pilier. Au pilier 1, les activités réalisées représentent 42% des activités planifiées, 50% sont en cours de réalisation (l'étude sur le cadre légal et les dialogues de haut niveau à organiser) et 8% n'ont pas été réalisées. Pour le pilier 2, 70% des activités programmées ont été réalisées, 20% ont été supprimées et 10% en cours de réalisation.



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



En ce qui concerne les autres piliers (3, 4, 5 et 6), le niveau d'exécution des activités a la même tendance avec plus de 50% des activités réalisées.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Exécution financière par Pilier

Domaines par pilier	Montant total budgétisé janvier 2019-décembre 2021 usd (budget révisé et approuvé en novembre 2019) en USD	Montant total dépensé janvier 2019-décembre 2021 (Dépenses + engagements) en USD	Progrès de la mise en œuvre (%)
Pilier 1: Cadre légal et politique	1 101 568	749 185	68%
Pilier 2: Renforcement des capacités des institutions	810 510	619 530	76%
Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales	3 918 256	4 974 742	127%
Outcome 4: Services de qualité	4 604 623	3 953 270	86%
Outcome 5: Données disponibles de qualité	1 246 278	520 182	42%
Outcome 6: Renforcement des organisations féminines	1 245 347	965 727	78%
TOTAL	12 926 582	11 782 636	91%

De façon générale, le progrès de la mise en œuvre (91%) est satisfaisant. Cependant, lorsqu'on considère la mise en œuvre par pilier, le pilier 1 « Cadre légal et politique » avec 68% s'explique par le fait que les activités de lobbying et de dialogue politique liées à la validation des résultats de l'étude du cadre légal n'ont pu se réaliser en 2021. En ce qui concerne le pilier 3 « Normes



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles

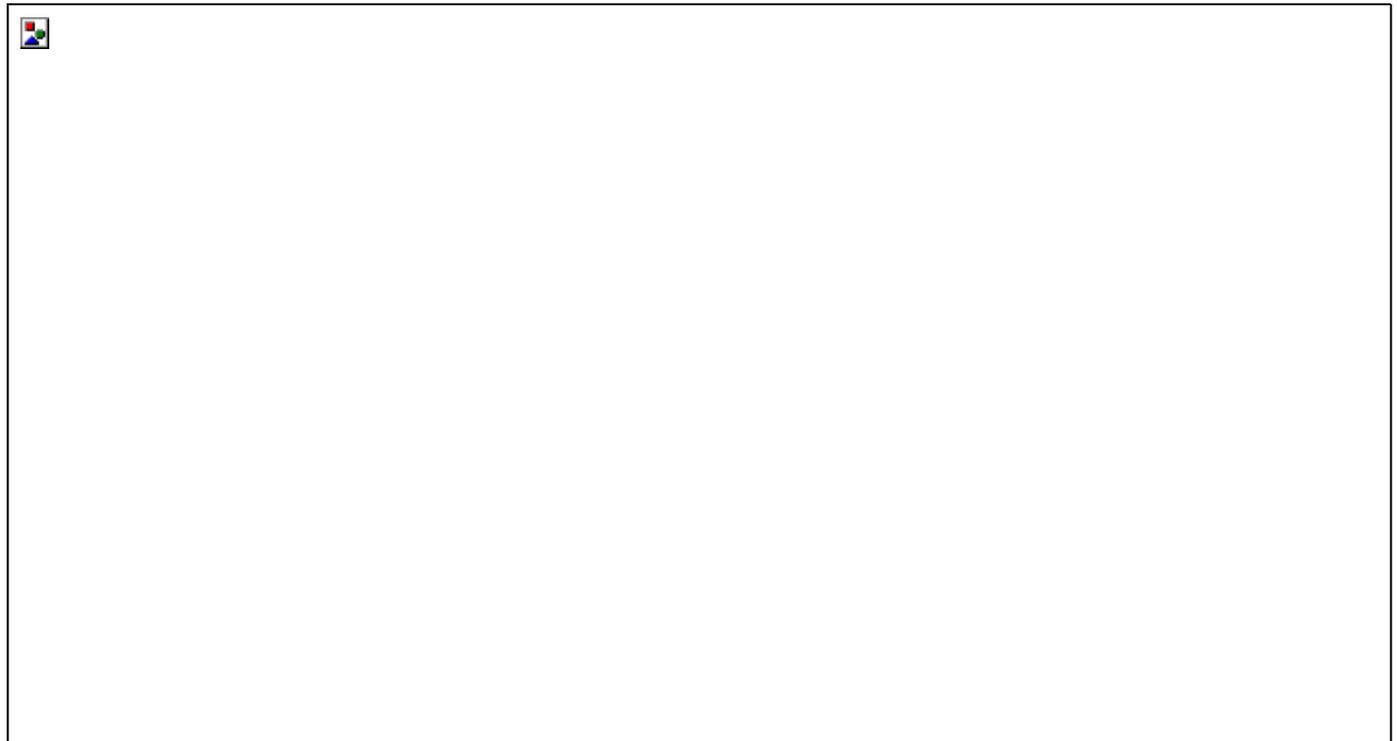


sociales », un dépassement de 27% est dû à des révisions budgétaires pour l'intégration des activités liées à la Covid-19.

Gouvernance et coordination du programme

a) Comité de Pilotage (CoPiL)

Au Niger, à la différence des autres pays qui mettent en œuvre l'Initiative Spotlight, le Comité de Pilotage est présidé par la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) et la vice-présidence est assurée par Madame l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies. Les autres membres du comité de pilotage sont: le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Enseignement Primaire, le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques, le Ministre des Enseignements Secondaire, des représentant.es de l'UE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile.



La réunion du comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight du 1er Février 2022 a été présidée par Madame Allahoury Aminata Zourkaleini, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, en présence de Son Excellence Dr Denisa-Elena IONETE, Ambassadeure, Cheffe de la Délégation de l'Union Européenne au Niger, Son Excellence Madame Louise Aubin,



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Ambassadeur Coordinatrice Résidente - Coordinatrice Humanitaire du Système des Nations Unies au Niger et avec les participations de Docteur Illiassou Idi Maïnassara, Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ; PHD Mamoudou Djibo, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ; Monsieur Abdou Rabiou, Ministre du Plan et de Monsieur Sekou Doro Adamou, Ministre de la Jeunesse et du Sport. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger.

Les réunions du Comité de pilotage visent à approuver les documents produits par le Programme, d'adopter les recommandations du Comité Technique et de fournir des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre du Programme. La quatrième réunion du comité de pilotage a eu lieu le Mardi 1er Février 2022. Cette rencontre avait pour objectifs d'approuver les recommandations des travaux du Comité technique et de proposer des orientations stratégiques pour une meilleure mise en œuvre du Programme Spotlight durant la deuxième phase. Plus spécifiquement, il s'agissait de:

- Faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du Comité de Pilotage ;
- Présenter les livrables de la phase I et le niveau d'exécution financière ;
- Présentation des principaux axes de la phase II ;
- Présenter les recommandations de la quatrième réunion du Comité Technique pour validation
- Présidée par Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, cette rencontre a vu la participation des personnes suivantes :
- Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
- Le Ministre du Plan ;
- Le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ;
- Le Ministre de la Jeunesse et du Sport ;
- L'Ambassadeur, Coordinatrice Résidente du SNU ;
- L'Ambassadeure de la DUE et le point focal Spotlight ;
- Les Représentants Résidents des quatre (04) Agences des Nations Unies et leur staff respectifs ;
- L'équipe de l'Unité de Coordination de l'initiative Spotlight au Niger ;
- Les représentantes de la gendarmerie et de la police nationale ;
- Les représentants des organisations/réseaux de la société civile ;
- Les cadres du MPFPE et du Ministère de l'Hydraulique.

Suite aux échanges, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Impliquer les organisations féminines au niveau local dans la mise en œuvre de la Phase 2 du Programme



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Approuver les révisions des lignes budgétaires et aux changements des UNDG codes qui ont été effectuées par les Agences suite à la prise en compte des activités liées à la COVID-19
- Procéder à la révision budgétaire du plan de travail qui s'inscrit comme étant la deuxième révision budgétaire du 1er Février 2022
- Mettre en place une cellule de Coordination, de suivi et d'évaluation au sein du MPFPE
- Créer un cadre de concertation de haut niveau (au niveau ministériel ou au moins au niveau des Secrétaires Généraux des ministères) pour lever les blocages empêchant la collaboration et, partant l'atteinte des résultats
- Evaluer les activités du Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des survivantes de VBG de Tillabéri avant de voir les possibilités de mettre sur la table les Procédures Opérationnelles Standards (POS) proposés pour la gestion des centres.

b) Groupe de référence national de la société civile (GRSC)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme, sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin à la VBG. En reconnaissance de leur leadership et de leur expertise, la société civile est représentée en tant que partie prenante et partenaire clé à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight, et notamment sa voix est amplifiée par le biais du Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC). Conformément au principe de "ne laisser personne de côté", le Groupe de Référence de la Société Civile représente une grande diversité de groupes de femmes et de filles, y compris celles qui sont confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination. Au Niger, le GRSC est composé de 20 membres, dont des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos, les personnes malvoyantes, les personnes à infirmité motrice cérébrale (IMC) et les personnes handicapées physiques. En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a élargi sa base d'organisations de la société civile à 4 nouvelles organisations de la société civile, à savoir le Comité de Jeunes Filles Leaders, le Réseau des Femmes Enseignantes du Niger, l'OSC DIKO et l'Association Nationale des Albinos du Niger.

Au cours de la période de référence, ses activités ont contribué à assurer une participation active de la société civile et à faciliter la coordination entre la société civile, la Coordination Spotlight et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Durant le processus de formulation de la phase II, il a pris une part active en fournissant des contributions substantielles afin d'établir les priorités stratégiques du programme. Ce groupe a aussi conseillé l'équipe de pays sur la manière d'impliquer efficacement la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Spotlight au Niger pour la réalisation de ses objectifs, notamment au cours de réunions des Comités de Pilotage et Technique.

En accord avec les priorités fixées par le GRSC et en prenant en compte les mesures de protection nécessaires lors de la COVID-19, un plan d'action budgétisé à hauteur de \$20,000 a été mis en œuvre avec l'objectif de mener des activités transversales dans les domaines a) du suivi et de l'évaluation participatifs, b) de la sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial, c) de la communication et de la coordination efficaces avec les parties prenantes internes et externes.

L'un des principaux résultats obtenus a été la mise en œuvre d'un projet pilote sur le suivi et l'évaluation participatifs (SEP). Dans ce cadre, il a été développé une [stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs](#) et a mis en œuvre un projet pilote sur le SEP. Le Groupe a organisé des missions de terrain qui ont permis d'échanger avec les communautés sur l'impact du Programme, de collecter des témoignages, des histoires de vie et des bonnes pratiques qui ont été utiles à la formulation des activités de la Phase II.

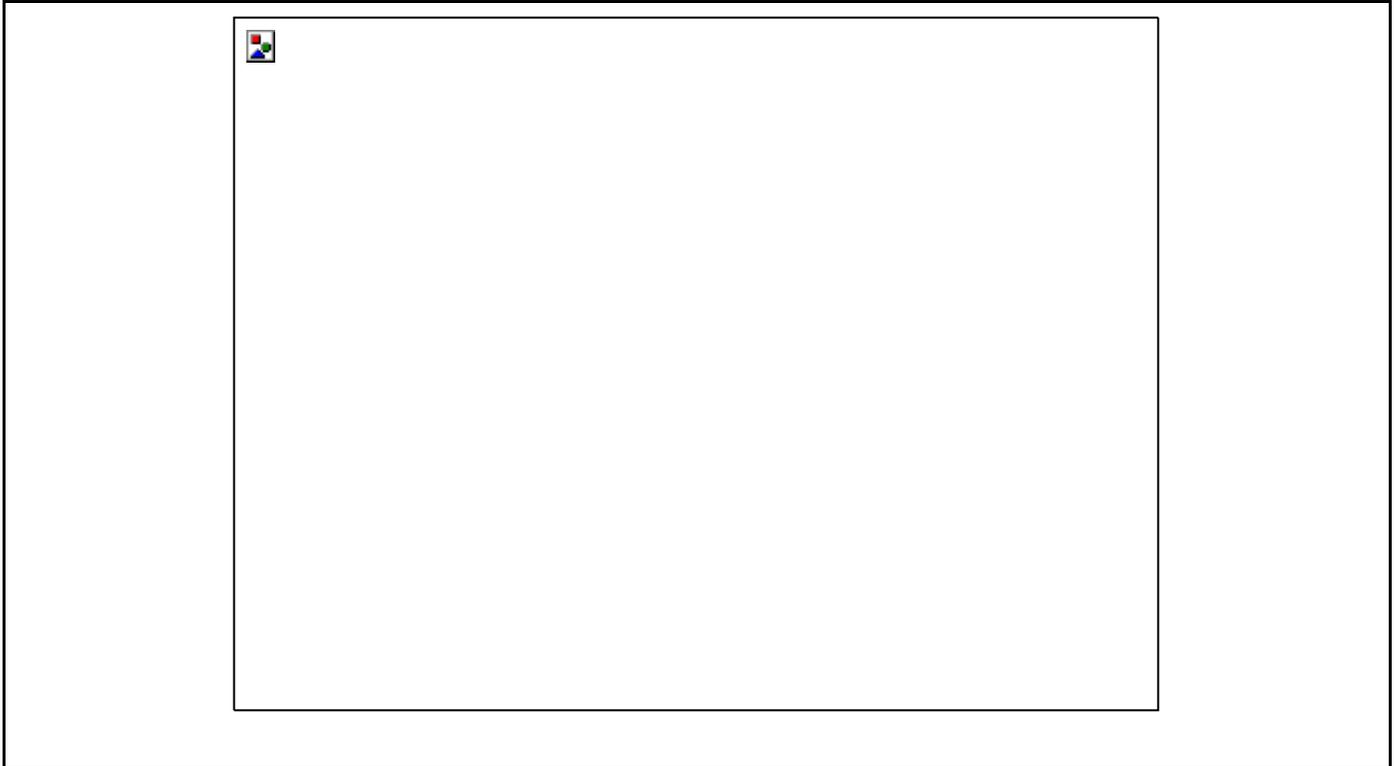
“Les visites de terrain réalisées dans le cadre du SEP ont été très importantes pour observer et analyser les impacts de l'Initiative Spotlight, pour parler directement avec les femmes et les filles bénéficiaires directes du programme, les autorités locales, les hommes et les garçons aussi des survivantes des VBG. Grâce à cela, nous avons pu formuler des recommandations d'amélioration spécifiques et concrètes.”

-Soumaila Moumouni- GRSC Niger



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Il a aussi développé un [tableau de bord à des fins de plaidoyer](#) (Advocacy Scorecards). Ce document est le fruit des efforts indépendants qui ont été menés pour assurer le suivi des processus et systèmes de Spotlight, avec une attention portée sur la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, en tenant compte de la réponse de Spotlight à l'égard de la protection intégrée des activistes.

Il a également partagé son expérience et les enseignements tirés lors d'échanges mondiaux, régionaux et inter-régionaux. Par exemple, le GRSC a contribué par des présentations ciblées aux échanges suivants :

1. [Group of Friends for the Elimination of Violence against Women and Girls](#), 29 January 2021
2. Echange du Secrétariat global sur l'engagement des GRSC en Afrique par le biais du suivi évaluation participatif, 12 mai 2021
3. Annual Continental Coordination Platform for the AU member States implementing National Spotlight Programmes, 1 juin 2021
4. Echanges global sur «Fostering civil society engagement through Participatory Monitoring and Evaluation», 3 juin 2021
5. Réunion des points focaux du Secrétariat global sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes Septembre et Octobre 2021



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



6. Signature de la lettre ouverte à l'UE pour plaider en faveur de la poursuite du financement de spotlight 1 Octobre 2021
7. Participation à l'enquête mondiale sur l'engagement et le partenariat avec les groupes de référence aux niveaux mondial, régional et national 8 Octobre 2021
8. Echanges sur l'étude "Impact Modelling" de l'Initiative Spotlight, 20 Octobre 2021

Finally, based on the positive results obtained during 2021, the GRSC has developed a budgeted work plan for the second phase of the program. The main intervention areas will be: a) Follow-up and participatory evaluation, b) Communication, advocacy and sensitization, during the international day of the woman, the 16 Days of Activism, the international day of the young girl, the mobilization of artists (musicians, humorists, comedians) engaged against VBG and forms of cross-discriminations and actions towards students and students for their involvement in the fight against VBG in their regions c) Coordination and advocacy at regional, sub-regional and global levels and d) involvement and engagement of the private sector in the fight against violence against women and girls.

c) Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance

Bureau de Coordination du SNU

The Ambassador, Resident Coordinator of the SNU has invested a lot in the follow-up of the Spotlight activities. Meetings with the Ambassador of the European Union Delegation, the agency heads have allowed for a rapid acquisition and understanding of the Program's achievements and challenges. Her vision on the results to impact, the evidence has inspired the organization of field visits to exchange with local authorities, actors and beneficiaries of the Program. She has conducted two missions in the regions of Maradi (from 3 to 5 June 2021) and Tahoua (from 14 to 17 September 2021) in the presence of the Minister of Humanitarian Action and Disaster Management, agency heads and technical and financial partners of the United Nations.

The delegation was unanimous on the success and results presented around the responsibilities and leadership of the Chief of canton of Tessaoua, the presentation of the community device for the prevention and the taking charge of VBG, the system of keeping girls in school, the Safe Space and the village committee for the protection of the child of Tibiri and the multifunctional platform of socio-economic reinsertion of Tahoua.



**Initiative
Spotlight**

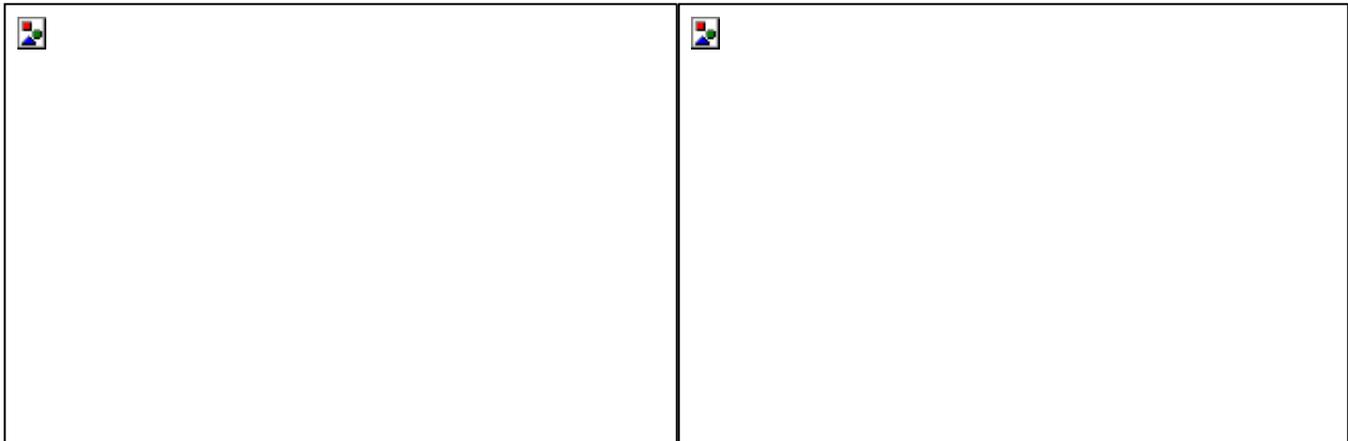
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Les échanges avec les bénéficiaires directes surtout les adolescentes et les filles ont permis d'entendre les changements de comportements obtenus et les potentialités de la part des adolescentes non scolarisées et déscolarisées.

« L'Initiative Spotlight permet de mutualiser les diverses interventions pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux adolescentes (...) tous ces programmes s'articulent autour d'un seul objectif : celui de voir s'améliorer le bien-être de toutes et tous dans un environnement qui permette le plein épanouissement de chaque membre de la société – jeunes et vieux, femmes et hommes. »

Madame Louise Aubin, Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente SNU Niger, Symposium des chefs traditionnels



L'Ambassadeur Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du SNU reçue chez le chef de canton de Tessaoua (région de Maradi), s'est entretenue avec les jeunes filles dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Photo : Initiative Spotlight Niger

Coordination inter-agence

- Chaque agence est lead de pilier (pilier 1: ONU FEMMES, pilier 2: PNUD, pilier 3: UNICEF, pilier 4: UNFPA, pilier 5: UNFPA et pilier 6: ONU FEMMES) pour assurer la programmation des activités par pilier, le suivi, la coordination et le développement des synergies. Au total, une réunion par pilier a pu être organisée. Il n'existe pas de périodicité. Une des recommandations de l'évaluation à mi-parcours a mis l'accent sur cette limite et pour la phase II les dispositions ont été prises pour leur organisation trimestrielle.
- Au niveau des régions principalement à Tillabéri, Maradi et Tahoua, les acteurs du Spotlight participent aux réunions de coordination des groupes de travail « Protection » où se font les



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



partages d'informations sur les activités en matière de VBG et d'intégration du genre, d'organisation de visite de terrain, de synergie dans les réponses et de mobilisation de ressources additionnelles. L'ONG APBE qui met en œuvre les activités du Spotlight dans le cadre de la prise en charge des VBG possède une unité mobile (sage-femme, gestionnaire de cas, psychologue) et intervient dans les zones d'urgence en collaboration avec les acteurs humanitaires (UNHCR).

« Le programme Spotlight réussit la prouesse de renforcer la synergie entre nous acteurs de la lutte contre les VBG dans le dialogue que nous avons avec les leaders communautaires. Sur le terrain, nous constatons que la prise en charge des femmes et des filles victimes de VBG est effective. Il est important d'étendre la couverture de vos activités à plus de localités. »

Madame Ibra Mazo Habiba, Associée de terrain Protection, HCR Tahoua

Visite de la Représentante spéciale chargée des violences à l'encontre des enfants

Du 14 au 21 Novembre 2021, Docteur Najat Maalla M'jid était au Niger pour (i) faire le suivi de la collaboration entre le Gouvernement du Niger et le Mandat de la Représentante Spéciale, (ii) apprécier l'avancée sur la traduction en actions des recommandations sur la situation des droits de l'homme au Niger qui a été examinée le 03 mai 2021 lors de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, (iii) organiser des dialogues constructifs avec les plus hautes autorités du pays, ainsi que tous les acteurs et partenaires clés, y inclus les enfants, les jeunes, les femmes et les communautés locales, (iv) visiter et échanger sur les différents programmes destinés à la prise en charge des enfants et des femmes, (iv) renforcer l'appui des NU et la mobilisation des partenaires pour accompagner la mise en œuvre du plan gouvernemental et de la priorité nationale qui porte sur l'Education particulièrement des filles en vue de réduire les violences basée sur le genre et les pratiques traditionnelles préjudiciables aux filles telles que le mariage des enfants, dans le cadre d'une approche inclusive, intégrée et multisectorielle et (v) participer au pré Sommet des jeunes (le 14 Novembre) et au Sommet des Filles Africaines (16 au 18 Novembre) qui a permis d'avoir des rencontres bilatérales avec l'UA, des Ministres et représentants, des jeunes, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des ONG, OSC et média et le réseaux des femmes journalistes 'les panafricaines'. Les résultats clés en lien avec le programme spotlight qui ont été obtenus sont les suivants :



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Je confirme ici mon engagement fort de faire de l'éducation la priorité du Gouvernement pour lutter contre la violence basée sur le genre, qui se traduit essentiellement par les abus sexuels, les mutilations génitales, le mariage précoce des enfants, les grossesses nombreuses et précoces, les fistules obstétricales, et leurs conséquences dévastatrices sur le développement, la santé physique et mentale et la scolarisation des filles. Je suis fortement convaincu que l'éducation, l'autonomisation des filles et des femmes sont des investissements clés pour le développement du pays. Je suis attaché à l'importance de l'appui du système des Nations Unies et des partenaires Techniques et Financiers tant au niveau du pays qu'au niveau global pour mener à terme ce changement, malgré les nombreux défis et challenges »

Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum Président de la République, Chef de l'Etat du Niger

« Je félicite le Gouvernement du Niger sur son engagement de faire de l'éducation de qualité une priorité. L'accès à une éducation doit être sûr, équitable et inclusif et ne pas se limiter exclusivement à l'enseignement de base, intégrant la digitalisation et la protection en ligne, les mécanismes de signalement des violences, l'éducation à la santé reproductive, l'épanouissement personnel, la culture de la non-violence, la citoyenneté ainsi que la participation active des élèves. L'école doit être ouverte sur son environnement, impliquant les parents et les communautés. L'alphabétisation doit être numérique, juridique, économique et doit permettre de renforcer le pouvoir économique des femmes ».

Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale chargée de la question des violences à l'encontre des enfants.

L'engagement du Sultan de la région de Zinder, dans le cadre du programme Spotlight a été très bien apprécié. Grâce à sa forte mobilisation des communautés locales, il a permis le changement de comportement positif des populations qui a engendré l'augmentation de la scolarisation des filles qui est passée de 12% à 26% en l'espace de 6 mois dans sa zone durant l'année 2021.

Avec les partenaires nationaux, les défis urgents identifiés à adresser pour contribuer aux résultats du Programme Spotlight sont i) la prise de conscience des communautés et des familles pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux enfants auprès des communautés et des familles en s'orientant vers la dénonciation et la non banalisation des VBG; ii) la nécessité de renforcer l'approche multisectorielle en étroite collaboration avec les secteurs de l'éducation, de la police, de la gendarmerie, de la santé, de la justice, de l'action sociale, iii).la révision totale des curricula des enseignants et des manuels scolaires pour les adapter aux contextes et qu'ils ne



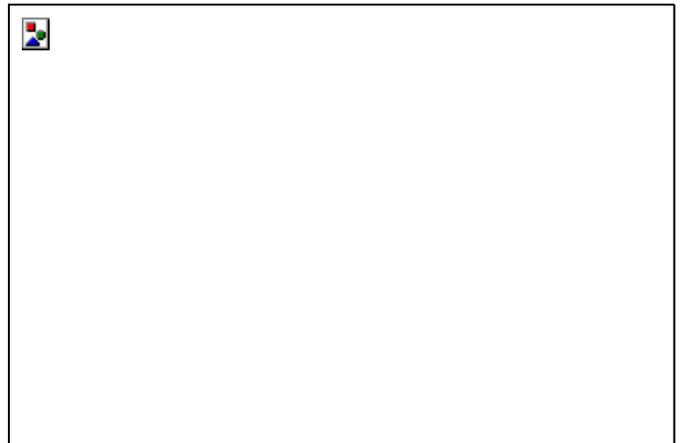
Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



favorisent plus un climat sexiste et discriminatoire, iv) les fistules gynéco-obstétricales qui préoccupent avec plus de 750 par an dans un seul des centres du ministère dont des jeunes filles qui subissent un abandon et un rejet total de la famille et de la communauté, v) l'augmentation de l'usage de drogues par les enfants et les jeunes, vi) la nécessité de réformer les Lois conformément aux standards internationaux notamment la loi qui autorise le mariage des filles de 15 à 18 ans, la loi sur la répudiation, les châtiments corporels, vii) la nécessité de mettre en place une justice adaptée aux enfants et au genre, et l'intensification de la lutte contre l'impunité des auteurs de ces crimes, viii) renforcer les capacités de manière plus cohérente de l'École de formation Judiciaire en ajoutant dans la formation continue les questions de protection des droits de l'enfant et de violence, ix) revoir la Loi en intégrant la dimension de la cyber protection des enfants et le besoin de former et sensibiliser la police, la gendarmerie et la justice.

Le Haut Commandement de la Gendarmerie, Ministère de la Défense Nationale démontre un fort engagement à son plus haut niveau hiérarchique de faire de la protection des enfants et des femmes victimes de violences une priorité. La gendarmerie étant en lien direct avec les populations, elle sert de police de proximité et de référence pour favoriser les dénonciations et plaintes contre les violences faites aux femmes et aux filles. Une prise en charge au sein de la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs est assurée conformément aux principes de respect, de sécurité, de confidentialité et de non-discrimination. L'audition des personnes victimes de VBG est de qualité. Cette cellule centrale est dotée d'un système de gestion de données informatisé et à jour sur l'ensemble du pays. Les résultats constituent des évidences pour les progrès réalisés par la gendarmerie nationale.



Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du SG NU pour les violences contre les enfants en échange sur le système informatisé de gestion des données VBG utilisé par la Gendarmerie. Photo : UNFPA Niger

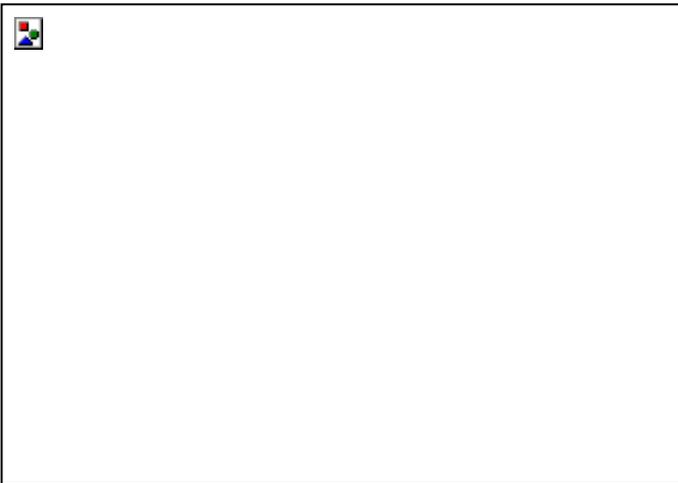


**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



La cheffe de la cellule de Protection des femmes et des Mineurs, la Capitaine Mme Morou Hadiza, au vu des résultats obtenus par la gendarmerie sous son leadership et grâce à son engagement et sa détermination pour éliminer les violences à l'encontre des femmes et des enfants a été investie symboliquement par la Représentante spéciale comme Ambassadrice de lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes des Nations Unies au Niger en présence de l'Ambassadeur coordonnatrice du Système des Nations Unies au Niger, de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, du Haut Commandant de la Gendarmerie Nationale.



Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du SG NU pour les violences contre les enfants et la la cheffe de la

cellule de Protection des femmes et des Mineurs, la Capitaine Mme Morou Hadiza, lors de la cérémonie d'investiture. Photo : UNFPA Niger

Comité Technique (CoTech)

Cet organe est présidé par l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies et co-présidé par le Secrétaire Général du MPFPE. Le Comité Technique (CoTech) a pour objectifs d'analyser les rapports de mise en œuvre et les consolider, d'identifier les défis liés à la mise en œuvre et proposer des solutions ; de faire une validation technique de tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage ; d'organiser les revues semestrielles et annuelles du plan de travail et de conduire des missions conjointes de suivi sur le terrain.

Au titre de l'année 2021, le Comité Technique a tenu sa quatrième réunion le 18 Janvier 2022 et qui a permis de connaître le niveau de mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du CoTech, de présenter les principaux résultats atteints, d'identifier les enseignements tirés de la phase I du Programme et les axes stratégiques retenus pour la Phase II, de partager



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



les conclusions de la mission d'organisation et de fonctionnement des centres régions multifonctionnels de prise en charge holistique de Maradi et de Tahoua. Les recommandations issues de ce CoTech ont été soumises au Comité de Pilotage du 1er Février 2022 pour adoption.

d) Utilisation des outils inter-agences de la réforme de l'ONU

Il existe un Business Operations Strategy (BOS) au Niger. Cela représente un pas important dans la mise en œuvre de la réforme "Delivering As One" (DAO). Cet outil a permis de renforcer la cohérence et l'harmonisation de certaines activités du Programme. Les opérations communes (Operating as One) ont consisté :

- Lors de la formulation du Bilan Commun Pays, le Programme Spotlight a partagé tous les acquis et les défis après analyse ont été utilisés dans le cadre la planification stratégique. Les résultats stratégiques de l'UNSDCF en lien avec les ODD ont intégré les questions de genre et de VBG.
- Il était prévu de réaliser deux études qui finalement ont été fusionnées en une seule et portées par deux agences. Cette initiative a permis de réduire le nombre de consultants à engager et de faciliter le processus de recrutement des consultants. Cela a permis de gagner en temps et de réduire les ressources.
- La commande des équipements et matériels pour la mise à niveau du centre national de référencement des fistules obstétricales devait être faite par deux agences. Il a été décidé que l'une des agences utilise le LTA de l'autre en passant par sa centrale d'achat pour l'acquisition desdits équipements et matériels. Cette procédure liée aux opérations communes a renforcé la collaboration entre les deux agences, réduit les coûts, parler d'une seule et même voix devant le partenaire national bénéficiaire.
- Le local dans lequel se trouve le Programme est partagé avec deux autres agences. Chacun contribue aux charges (ICT, eau, électricité, gardiennage, loyer, nettoyage) de façon coordonnée, efficiente et efficace.

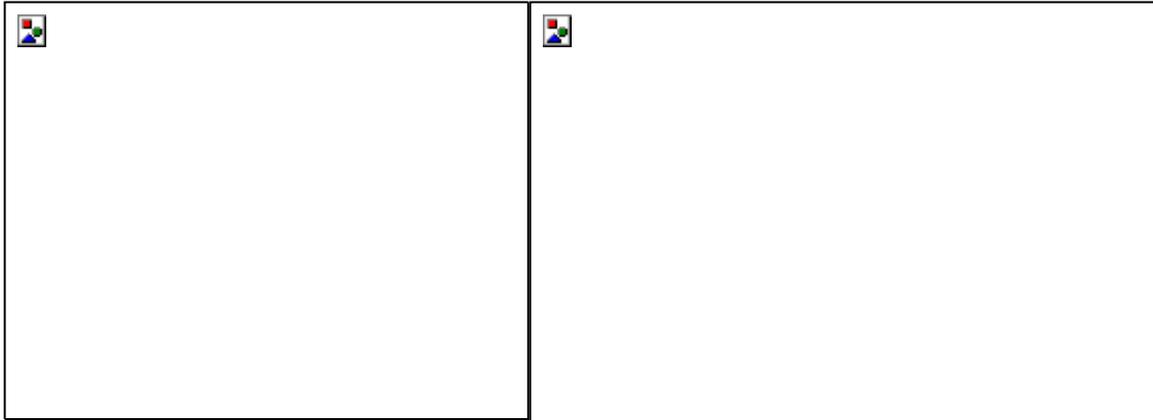
Partenariats du programme

Comme les deux premières années de mise en œuvre du Programme Spotlight, la consolidation des partenariats établis a été essentielle pour l'obtention des changements de comportements positifs en faveur de la protection des femmes et des filles. Le Programme Spotlight au Niger a activement collaboré avec le Gouvernement, la société civile, la DUE, la chefferie traditionnelle et la Médiature de la République pour bâtir de solides partenariats autour des questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles.

a) **Gouvernement du Niger**

Le partenariat établi en 2020 avec les Ministères sectoriels a été maintenu et renforcé en 2021 pour soutenir la coordination, la mise en œuvre et le suivi des interventions.

- Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance et ses services déconcentrés des régions cibles du programme est un partenaire pour la mise en œuvre des activités visant le renforcement l'engagement communautaire en vue de l'élimination des VBG et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles des villages d'intervention ainsi que le renforcement des services régionaux pour une prise en charge de qualité des survivantes.



Les Directions régionales et départementales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant jouent un rôle clé dans la coordination des activités dans les régions de mise en œuvre du programme Spotlight au Niger. Photos: Light On/Spotlight Initiative Niger

Le Ministère appuie la mise en œuvre des activités de renforcement du cadre légal contre les VBG et la mise en place des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Il mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont la Direction de la Protection des Droits des Femmes et la Direction du Plaidoyer, de la communication pour la protection de l'Enfant qui est le point focal pour le programme.

- Le Ministère de l'Enseignement primaire et ses services régionaux déconcentrés pour les activités de mobilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents. Au niveau déconcentré, le Ministère travaille en synergie avec les services sociaux et les comités de protection de l'enfant pour assurer une meilleure prise en charge des survivantes
- Le Ministère de l'Enseignement secondaire pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.

- Le Ministère de la Justice, partenaire et porte d'entrée pour les réformes législatives nécessaires pour mieux protéger les personnes à risques et s'assurer que les auteurs soient poursuivis conformément aux textes en vigueur. Il appuie la mise en œuvre et la finalisation de l'étude sur le cadre légal et la mise en place de nouvelles réformes pour mettre les femmes et les filles à l'abri de toute forme de violence. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le Ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.
- Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) pour la mise en œuvre des activités relatives à la mise aux normes des écoles pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les villages cibles. Ce partenariat a consisté à la mobilisation sociale pour le changement des comportements et attitudes néfastes envers les femmes et les filles, et à l'implication dans l'élaboration des plans locaux de développement pour une meilleure prise en compte du genre et de la GHM. Il s'agit aussi de la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains dans les écoles selon les normes et procédures en vigueur.
- Le Ministère de la Sécurité à travers les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et les brigades de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.
- Le Ministère de la santé pour accroître la capacité opérationnelle de prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- Le Ministère de la Renaissance culturelle pour appuyer la mise en œuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.
- Le Ministère du Plan est un partenaire pour les questions de planification. Ainsi, il travaille pour le renforcement institutionnel vers une planification et budgétisation plus sensible au genre.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



b) Société Civile

« L'une des opportunités offertes par l'Initiative Spotlight est de renforcer le travail avec la société civile et plus particulièrement de consulter les organisations locales féminines pour que l'on soit en phase avec les besoins et les aspirations de nos jeunes filles. Ces organisations sont non seulement des bénéficiaires du programme mais sont avant tout nos partenaires. »

SEM Dr Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de l'Union européenne au Niger

En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a accru ses efforts pour renforcer les capacités et les connaissances des Organisations de la Société Civile (OSC) et des Organisations communautaires de base (OCB) afin qu'elles puissent contribuer davantage à la mission et aux objectifs de l'initiative Spotlight. En valorisant leurs connaissances du contexte local et leur présence dans les communautés des zones d'intervention, le Programme Spotlight au Niger a établi des partenariats avec 21 OSC/OCB dont trois (03) nouvelles organisations de la société civile, à savoir Fédération Nationale des Personnes handicapées (FNPH), ONG Soutien Education Pour Tous, ONG Hayatoune Afdale. Les partenaires de mise en œuvre représentent un éventail varié de structures, notamment celles représentant des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos et des personnes mal voyantes. En outre, l'Initiative Spotlight a donné la priorité aux organisations dirigées par des femmes, les leaders communautaires, comme le montre la répartition suivante :

- **02** Organisations de femmes et de défense des droits des femmes /
- **04** OSC féministes
- **02** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines dirigées par des femmes
- **09** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines mais non dirigées par des femmes
- **01** organisations de la société civile dirigées par des chefs traditionnels.

L'engagement de la société civile dans toutes les étapes clés du programme, à savoir la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, a été crucial pour concevoir la deuxième phase du programme et garantir l'intégration des recommandations de l'évaluation à mi-parcours au niveau local et communautaire.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



c) Délégation de l'Union européenne

« L'Initiative Spotlight c'est investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, condition préalable et moteur de la réalisation des objectifs de développement durable. »

SEM Dr Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de l'Union européenne au Niger

En 2021, la collaboration entre les agences du SNU et la Délégation de l'Union européenne (DUE) a été fondamentale pour le suivi et la mise en œuvre du Programme, et surtout lors de la formulation de la Phase II du Programme. En effet, deux missions conjointes ont été réalisées pour s'enquérir des changements dans les localités visitées grâce aux échanges avec les bénéficiaires directs et de constater l'implication effective des chefs traditionnels dans les actions de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers la mise en place du dispositif communautaire.

La première mission a eu lieu à Maradi du 7 au 9 Juin 2021 avec la participation de Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne et Madame la Représentante de l'OMS. Les sites suivants ont été visités: le Centre de Santé de Intégré (CSI) de Tibiri pour apprécier la mise en œuvre du paquet de service de VBG (prise en charge médicale, prise en charge psycho sociale, prise en charge juridique) dans le CSI avec utilisation de mêmes relais communautaires pour identifier et référencer les cas de paralysie flasque aiguë (programme OMS-UE) et sensibiliser les VBG et les services essentiels en procéder au référencement des cas au CSI pour leur prise en charge, l'Espace Sûr (ILLIMIN), pour échanger sur le rôle des chefs traditionnels dans la lutte contre les mariages des enfants. Les visiteurs ont été unanimes sur les succès et les résultats présentés autour de l'Espace sûr de Tibiri et de l'intégration des interventions VBG dans le CSI de Tibiri. L'émission radio avec les Chefs de Canton de Tessaoua et Saye-Saboua et le représentant du Sultan de Maradi a été fort appréciée et enrichissante en termes de l'implication des chefs traditionnels dans la prévention et la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles dans leurs localités.

La deuxième mission conjointe a eu lieu à Tillabéri le 27 Juillet 2021 pour la remise des matériels de prévention de la COVID-19 aux partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight et la visite du Centre Multifonctionnel de prise en charge des VBG ainsi que la visite de la Plateforme multifonctionnelle pour la réinsertion socio-économique des survivantes des VBG. La réussite de

ces missions est due à la forte mobilisation de tous les acteurs sur le terrain ainsi qu'un partenariat fort et consolidé entre la DUE et les Nations Unies.

Sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et des leçons apprises, la DUE a été constamment consultée pour la définition des axes stratégiques de la Phase II du Programme. Les échanges ont abouti à la fusion des Piliers 1, 2 et 5 du Programme, le maintien des Piliers 3, 4 et 6 ainsi que l'extension des Piliers 3 et 6 aux autres régions du pays. En outre, la DUE a apporté une contribution significative lors des réunions du Comité Technique et du Comité de Pilotage par la pertinence de leurs interventions. Il faut noter les commentaires et les suggestions fournis sur les documents produits par le Programme, notamment le rapport de l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG et le rapport sur l'étude légale qui ont été pris en compte dans les versions finales des documents.

d) Coopération avec les autres agences du SNU au Niger

Dans la région de Maradi, l'OMS est en partenariat avec l'Union européenne dans le cadre de la gestion des Paralysie Flasque Aiguë (PFA) au sein des communautés. Le Programme Spotlight est en synergie avec cette initiative dans les CSI. Les relais communautaires en charge de la sensibilisation et de la recherche des cas de PFA sont les mêmes qui interviennent en matière de partage d'information aux communautés sur les types de VBG, la prévention et le référencement aux services essentiels fournis dans les CSI (santé, prise en charge judiciaire, prise en charge psycho-sociale et orientation vers la plateforme multifonctionnelle pour la réinsertion socio-économique).

e) Autres partenariats et mobilisation des ressources

Chefferie traditionnelle

Le Programme Spotlight au Niger a consolidé son engagement à faire participer les chefs traditionnels en les mettant au centre des interventions au niveau communautaire. Les actions de la chefferie traditionnelle ont été effectuées au niveau du :

- Pilier 1 pour favoriser leur engagement dans le renforcement du cadre légal en faveur des femmes et des filles
- Pilier 3 pour changer les normes sociales négatives et les stéréotypes au niveau communautaire,
- Pilier 4 comme une porte d'entrée pour la réception des cas de violence enregistrés dans leur communauté et le référencement vers les services essentiels de prise en charge

- Pilier 5 pour leur implication dans la collecte de données sur les cas de violence au niveau local



L'Honorable Moutari Moussa, Chef de Canton de Mirriah (région de Zinder), Vice-Président de l'ACTN et Point focal national Programme Spotlight au Niger. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

La chefferie traditionnelle joue un rôle central dans la prévention et la réponse des VBG au Niger, ils sont des points d'entrée clés pour accroître la dénonciation, rassurer les personnes survivantes et orienter pour la fourniture de services et ils jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits au niveau communautaire. L'initiative Spotlight a impliqué les chefs traditionnels et religieux en les transformant en "agents du changement" dans leur propre communauté. Cela a contribué à favoriser l'adaptation des stratégies du programme au contexte local, à encourager la durabilité des résultats et l'appropriation locale.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Malam Moustapha Ahmed, Président du collectif des Associations islamiques de la région de Tahoua et président du comité de dialogue intra religieux. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

La Médiature de la République

Pour assurer une implication au plus haut niveau des institutions de la République et faire changer les textes de loi défavorable à la promotion des femmes et des filles, l'Initiative Spotlight au Niger a élargi ses partenaires institutionnels en engageant la Médiature de la République dans le cadre du pilier 1. Une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République a sillonné les quatre régions Spotlight pour sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et religieux sur les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences. Au vu de l'engouement et des résultats obtenus, cette action a été étendue aux autres régions non Spotlight du pays. Les recommandations de cette caravane de plaidoyer ont été transmises à l'équipe chargée de réaliser l'étude du cadre légal pour leur prise en compte.



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Le Secteur privé

L'engagement du secteur privé en tant qu'allié dans la prévention et la réponse contre la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris dans le monde du travail, est essentiel pour garantir l'adoption d'une approche globale et multi-acteurs sur ce sujet. A cette fin, des échanges ont eu lieu avec les responsables de la Chambre de Commerce et d'Industrie qui gère tout le secteur privé. La présentation du Programme Spotlight a pu se faire et il a été identifié que le secteur privé contribue, dans le cadre de la responsabilité sociale, avec diverses activités dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Les rapports de progrès du Programme Spotlight pour 2019 et 2020 ont été mis à leur disposition pour partage aux responsables des entreprises industrielles et commerciales, aux responsables des petites et moyennes entreprises et aux responsables des petites et moyennes industries.

Au cours de cet échange fructueux, des synergies potentielles pour amplifier les résultats dans le domaine des VBG ont été discutées avec les responsables de la Chambre de Commerce. Cela a abouti au fait que les résultats de leurs actions seront partagés pour apprécier leur niveau de contribution au domaine des VBG. Il a été retenu d'organiser une activité pour l'engagement du secteur privé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger, l'associé dans les événements de mobilisation communautaire pour le changement de comportements positifs et inviter les responsables du secteur privé lors des visites de terrain.

Résultats

a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats

Les VBG constituent un problème de protection vitale, de santé et de respect des droits humains qui peut avoir des conséquences dévastatrices sur les femmes et les filles en particulier, ainsi que sur leur famille et sur la communauté. Les victimes de violence ont le droit d'être protégées par des cadres législatif et coutumier sensibles au genre ainsi qu'avoir accès à des services de qualité, multifonctions et multi-sectoriels. Comme mentionné dans l'Analyse commune de pays (CCA) du Système des Nations Unies au Niger développé en 2021 :

Il convient aussi que quatre problèmes majeurs sont liés à ce dernier pour rendre compte de l'effet négatif des interrelations Population et Développement humain. Il s'agit de : (i) Faible accès aux services de santé y compris de reproduction, maternelle, néonatale et infantile et de nutrition



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



(SRMNIN) ; (ii) Faible accès aux services d'éducation et de formation de qualité ; (iii) Faible accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ;(iv) Faible accès à l'emploi décent et à un système de protection sociale favorable aux groupes vulnérables.

Dans le cadre de ce document clé, auquel l'initiative Spotlight a fourni des orientations stratégiques pour positionner les défis propres aux femmes et aux filles au Niger, le programme a contribué de manière substantielle à faire progresser ces domaines par la promotion des droits, de l'égalité, et de l'autonomisation des femmes au Niger. En partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, l'Initiative Spotlight a contribué à mettre en avant les questions relatives aux VBG au niveau national et régional. Par exemple, au cours du 3ème Sommet des filles africaines accueilli par le Gouvernement nigérien du 16 au 18 novembre 2021 à Niamey, les participants de 35 États membres de l'Union africaine ont formulé et adopté douze déclarations d'engagement intitulées « Appel à l'action et engagement de Niamey pour éliminer les pratiques néfastes » destinées aux gouvernements des États membres de l'UA et à toutes les parties prenantes. Le rôle central et le leadership joué par les institutions nationales du Niger au cours du Sommet ont montré publiquement leur engagement à éradiquer toutes les formes de violences faites aux filles et à se positionner comme pays précurseur dans ce domaine au niveau régional. Cela s'est également concrétisé dans une proposition du Président de la République, son Excellence Mahamadou Issoufou, et de son gouvernement qui a été adressée à Madame Amina J. Mohammed, Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, pour l'extension du Programme Spotlight aux quatre autres régions (Dosso, Agadez, Diffa, Niamey). Cette initiative s'inscrit dans les résultats positifs obtenus en termes de changement de comportements positifs, de réduction des cas de mariage d'enfants, de dénonciations des cas de VBG sans pression, de l'implication des chefs traditionnels et de la société civile dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette demande officielle témoigne également du niveau d'appropriation élevé des institutions nationales ainsi que de l'engagement à assurer la durabilité des impacts et des résultats du programme.

En 2021, l'Initiative Spotlight a également apporté des impacts significatifs dans la vie des femmes et des filles au Niger. Même si la COVID-19 a continué à impacter négativement, les survivantes des VBG au Niger ont bénéficié d'un accès accru aux services essentiels et une amélioration de la coordination entre les prestataires de services de prise en charge.

- 131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et 15 centres d'écoute ont pris en charge 3 230 cas de VBG tous types confondus
- 22 Cliniques juridiques ont été installées au sein des 22 CSI et ont fourni un support légal à 203 personnes et 153 cas de VBG



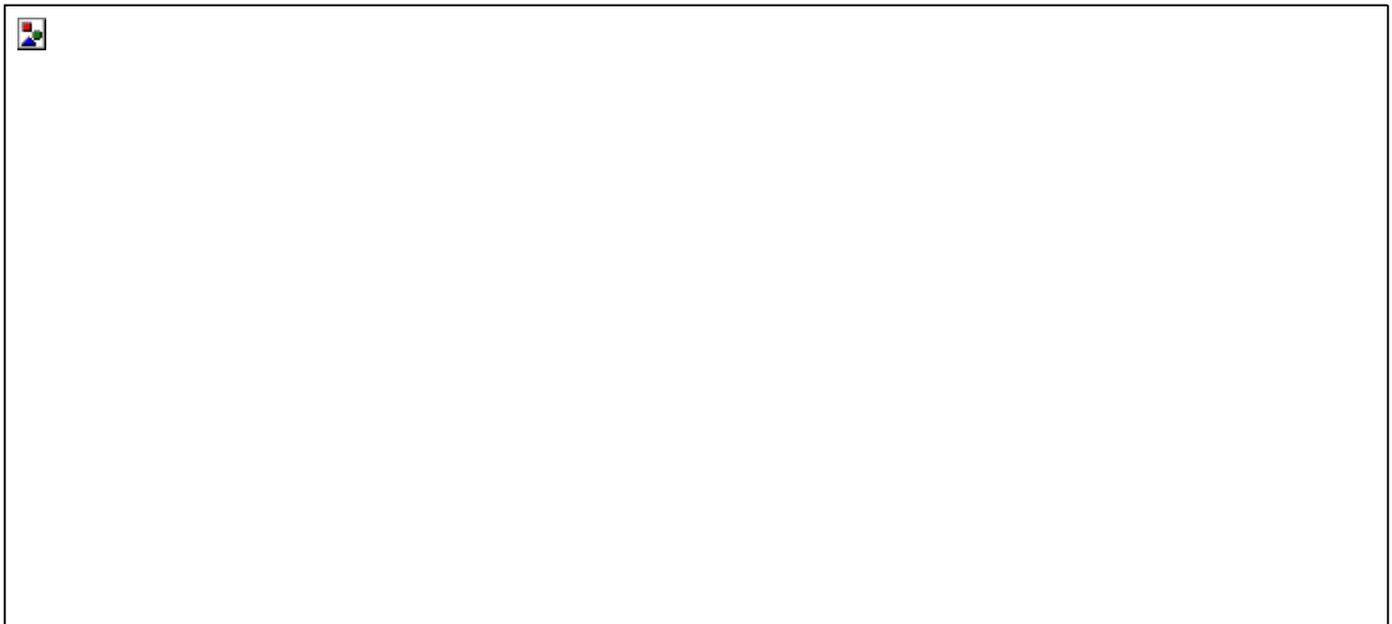
Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- 4 centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique ont été réhabilités, dont un est déjà fonctionnel avec offres des services
- 40 responsables régionaux de la gendarmerie au niveau des huit régions du pays ont renforcé leur capacité à fournir des services de qualité aux survivantes des VBG et en matière de collecte de données.

L'Initiative Spotlight a soutenu la création et le renforcement des mécanismes de référencement et de coordination entre les prestataires de services essentiels, tels que les cliniques juridiques, les CSI, les services sociaux et les centres multifonctionnels.



A l'occasion d'une sortie cantonale dans la commune de Guidan Sori (region de Maradi), on peut voir Adam Boukary Juriste APBE, Soumaila Hassan Coordonnateur de Clinique Juridique, et en jaune un relais communautaire. Photo: APBE Maradi

L'Initiative Spotlight a systématiquement inclus dans les mécanismes de référencement les chefs traditionnels de canton, les chefs religieux, les structures communautaires qui jouent un rôle décisif pour garantir un accès effectif à des soins appropriés et à des voies de recours efficaces. L'Initiative Spotlight a également assuré un engagement réel et informé des réseaux et organisations communautaires, ainsi que des organisations féminines locales, dans les mécanismes de référencement existants. En adoptant une approche holistique qui implique tous les acteurs clés au niveau communautaire, l'Initiative Spotlight a contribué à améliorer la connaissance et la compréhension des services en matière de VBG ainsi qu'à assurer l'alignement avec le principe "Ne laisser personne de côté". La qualité des services a été améliorée grâce aux retours d'information reçus directement des femmes et des filles qui en



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



bénéficient. Ces informations ont été recueillies dans le cadre de visites de suivi participatif, réalisées régulièrement par le GRSC.

L'Initiative Spotlight a joué un rôle critique dans le changement des normes sociales inégales dans le domaine des VBG. Par le biais des mobilisations de masse à travers les chefs traditionnels, les médias et le théâtre interactif, l'Initiative Spotlight a contribué à accroître l'engagement au niveau communautaire sur les thématiques en lien avec les VBG et à produire des changements de comportement réels, comme le démontre les résultats de l'évaluation de l'ACPE. L'évaluation a montré que les femmes percevaient des changements dans l'approche des hommes en matière de prise de décision et qu'elles bénéficient de plus d'espace pour elles-mêmes pour s'impliquer dans la prise de décision, particulièrement autour du mariage des enfants. De plus, les hommes étaient devenus plus sensibles à la santé et au bien-être des enfants et à la continuité de l'éducation des filles.

« Avec le programme Spotlight, l'ANAJJ a mis en place des cliniques juridiques qui vont au contact des populations pour les sensibiliser sur les droits humains, et leur expliquer les VBG qui constituent une violation de ces droits. Chaque mois, j'effectue quatre séances de sensibilisation dans les dix localités que je couvre dans les communes de Kalfou et Afala. Je constate que les populations, les femmes surtout comprennent maintenant qu'il existe un service disponible exclusivement pour elles. Il est fréquent qu'elles viennent jusqu'au tribunal pour me rencontrer et demander un accompagnement judiciaire. Il y a aussi une meilleure compréhension des VBG de la part des hommes qui se montrent plus solidaires et même accompagnent leurs sœurs ou leurs femmes à venir porter plainte. Si avant les hommes étaient méfiants de notre travail car pensant que nous inculquons des comportements rebelles aux femmes, maintenant ils pensent « Ya chahi kowa » (c'est une affaire de tous !) et c'est ça le vrai changement de comportement. » **Monsieur Sacko Kalam Issaka Coordonnateur Clinique Juridique - Tribunal de Grande Instance, (région de Tahoua)**



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



L'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente du Niger, Louise Aubin, a rencontré à Maradi les filles et les femmes soutenues par l'initiative Spotlight dans le cadre d'interventions communautaires.

Enfin, conformément aux principes de la réforme de l'ONU, l'Initiative Spotlight a encouragé la coordination inter-agences par l'organisation de réunions de coordination par pilier. Les réunions ont représenté un forum important de discussion et d'échange pour les agences des Nations Unies, la DUE, les partenaires de mise en œuvre et les institutions gouvernementales. En 2021, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a demandé, par la voie du Comité de Pilotage, de prendre la direction de ces réunions, confirmant ainsi, une fois de plus, son appropriation des objectifs clés de l'Initiative Spotlight. Les agences des Nations Unies ont également renforcé leur coordination et leur engagement grâce à l'exercice commun d'élaboration de *UN Sustainable Development Cooperation Framework (UNSDCF)*. Sous la direction de l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente des Nations Unies, elles ont conjointement plaidé pour l'inclusion des défis rencontrés par les femmes et les filles au Niger dans l'agenda commun du système des Nations Unies et du gouvernement du Niger.

Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (PME)

En 2020, dans le cadre de la [Stratégie Nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs](#), le Groupe de Référence National de la Société Civile a lancé un projet pilote sur le Suivi et l'Évaluation



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Participatifs (SEP). Lors de la mise en œuvre du SEP au niveau national, le Groupe de Référence de la Société Civile a donné la priorité à l'adoption d'une approche basée sur les droits de l'Homme, en veillant à ce que les parties prenantes locales, y compris les activistes et organisations féministes et des droits des femmes, soient engagées de manière significative en détenant un pouvoir de décision dans le processus de la conception à la mise en œuvre d'actions correctives. Tout au long du processus, le SEP s'est concentré sur les perspectives et l'analyse des titulaires de droits affectés par le programme, en reconnaissant leur leadership et connaissances.

« Grâce au suivi et à l'évaluation participatifs, la société civile est en train de changer la narration. Nous mettons les femmes et les filles, et plus généralement les communautés cibles, au centre. Nous écoutons les groupes marginalisés et stigmatisés, les femmes et les filles handicapées, celles atteintes d'albinisme et autres. Nous déplaçons notre attention de ce que nous devons accomplir vers ce qui a vraiment changé ou doit être changé dans la vie de chaque membre de la communauté.»

**-Amadou Moumouni Soumaila, Spotlight Initiative Civil Society Reference Group
responsable technique du projet pilote SEP**





**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Au cours de la période de référence, le Groupe de Référence National de la Société Civile a mis en œuvre avec succès toutes les étapes clés énumérées dans la stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs tel qu'indiqué ci-dessous :

1. Identification des participants et détermination des objectifs du SEP (Janvier-février 2021): le Groupe de Référence National de la Société Civile a désigné un membre responsable de la coordination interne du SEP ainsi que de fournir l'expertise technique sur les questions liées à l'engagement significatif de la société civile dans le domaine du suivi et de l'évaluation. Par le biais d'un atelier interne et sur la base du budget alloué dans le plan de travail, les membres du Groupe de Référence National de la Société Civile ont défini collectivement les objectifs prioritaires et le but du SEP au Niger. Une approche participative a été adoptée pour animer l'atelier : les participants ont été encouragés à apporter leurs propres expériences et idées dans le processus. Les participants ont également discuté des tensions et des limites potentielles dans l'application d'une approche SEP au Niger; et ont évalué collectivement des stratégies d'atténuation.

2. Planification du processus de SEP et sélection d'indicateurs / objectifs de reporting (Mars 2021): avec le soutien technique de la Coordination Spotlight, le Groupe de Référence National de la Société Civile a développé deux outils pilotes utilisant les techniques de suivi et d'évaluation participatifs [«The Most Significant Change»](#) et [«Outcome harvesting»](#). Dans le cadre des 2 cadres théoriques, les données ont été collectées par le biais de discussions de groupe, d'entretiens avec des informateurs clés et de dialogues communautaires.

3. Collecte de données (Mars / October 2021): Cinq membres du Groupe de Référence National de la Société Civile ont participé à deux missions de suivi participatif sur le terrain afin d'échanger avec les acteurs et les communautés locales pour recueillir des témoignages directs, des leçons apprises, des bonnes pratiques promues par l'initiative Spotlight dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans les 4 régions cibles. Dans le cadre d'une mission pilote, menée à Zinder du 15 au 17 juin 2021, le Coordonnateur SEP du Groupe de Référence National de la Société Civile, avec le soutien technique du responsable du Suivi et de l'Évaluation de l'Initiative Spotlight au Niger et de l'Analyste de Programme du Secrétariat Spotlight, en coordination avec les autres membres du Groupe, a analysé l'alignement de la stratégie SEP avec le principe de "ne laisser personne de côté". Le Groupe de Référence National de la Société Civile a finalisé et validé les outils de collecte de données. A l'issue de cet exercice, le Groupe Groupe de Référence National de la Société Civile a estimé que la technique *«The Most Significant Change»* est la plus adaptée au contexte

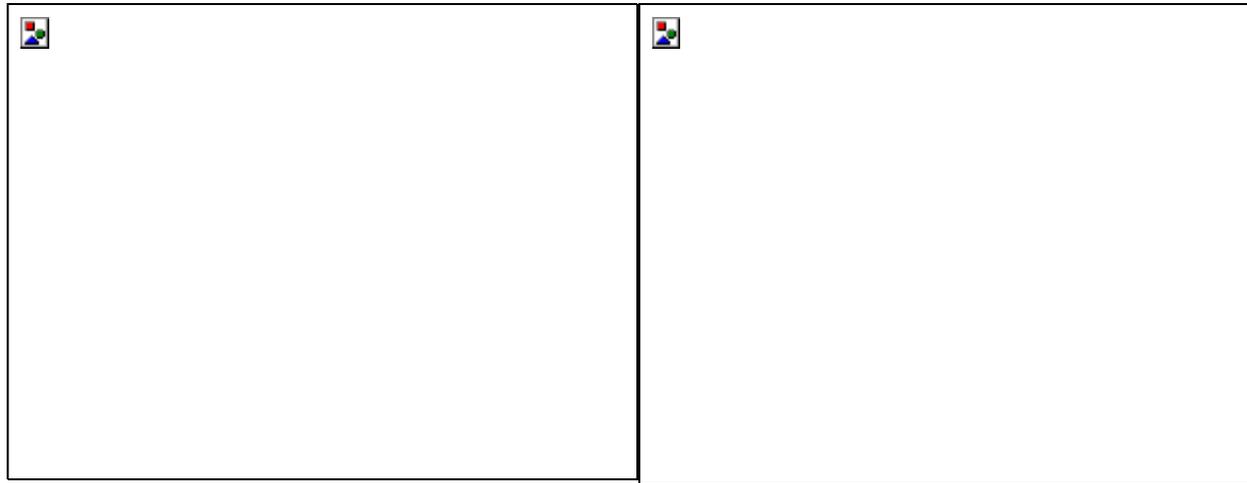


**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



du Niger car elle s'aligne sur l'objectif principal au niveau national de la stratégie SEP qui consiste à recueillir des histoires de changement, des témoignages et des leçons apprises directement auprès des femmes et des filles affectées par l'initiative Spotlight.



4. Analyse des données (Juin / November 2021): Les données collectées par Groupe de Référence National de la Société Civile ont été analysés, triangulés et ont contribué a) Au rapport annuel Spotlight 2021; b) Aux tableaux de bord à des fins de plaidoyer ([Advocacy Scorecards](#)) et; c) Rapports internes du Groupe de Référence Société Civile. Grâce à la voix des détenteurs de droits, les impacts de l'initiative Spotlight ont été analysés et mis en évidence, comme le montrent les exemples suivants :

« Grâce au club Dimitra, je peux dire aujourd'hui que je suis une femme mature et autonome. J'ai également trouvé un réseau de soutien qui est là à me conseiller et me soutenir dans les moments difficiles. Ma vie a complètement changé. »

-Membre du club Dimitra-

« A l'Espace sûr j'ai appris tellement de choses sur les VBG, l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, mais aussi mes droits et responsabilités. Avant j'étais ignorante mais maintenant je sensibilise mes sœurs. »

-Participant de l'Espace sûr de Zinder-

« Grâce à notre plateforme multi-acteurs, nous gérons les conflits sociaux et nous apportons notre soutien aux victimes de VBG, y compris en les orientant vers la police, si nécessaire. A travers cette plateforme, nous avons renforcé notre réseau et maintenant nous pouvons



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



compléter le travail de chacun. »

-Membre du comité de gestion de la plateforme Spotlight multi-acteurs-

« Après avoir bénéficié d'un kit animalier, je me sens plus indépendante et autonome. Maintenant, dans ma famille et ma communauté, on m'écoute et on m'inclut quand il faut prendre des décisions. Avant, j'étais invisible. »

-Bénéficiaire des kits animaliers-

« Au terme du parcours de formation que j'ai entrepris avec l'initiative Spotlight, je veux ouvrir mon propre atelier de couture. Je veux être utile à ma famille et à ma communauté et utiliser les compétences que j'ai acquises au cours de la formation »

-Etudiante au Centre de formation en stylisme et Modélisme-

5. Communication des résultats et définition des actions à entreprendre (en cours): En décembre 2021, un atelier de partage des résultats des activités du SEP a été organisé avec les membres du Groupe de Référence National de la Société Civile. Sur la base des résultats de ce processus et des priorités générales du Groupe de Référence de la Société Civile, un plan de travail axé sur les résultats pour la phase 2 a été élaboré et approuvé. Un deuxième atelier impliquant un plus grand nombre de parties prenantes, y compris la DUE, les RUNOs, des partenaires de mise en œuvre et des titulaires de droits et d'autres parties prenantes concernées, sera organisé au début de 2022 dans le but d'évaluer conjointement l'état de la mise en œuvre du SEP, les enseignements tirés et les pratiques prometteuses et les prochaines étapes pour mettre en œuvre les recommandations formulées.

Pour en savoir plus sur les impacts pionniers du suivi et de l'évaluation participatifs, veuillez consulter cette histoire de changement [ici](#).

De plus, le Groupe de Référence National de la Société Civile a aussi développé de façon indépendant et autonome des [tableaux de bord à des fins de plaidoyer](#) (Advocacy Scorecards) afin d'évaluer la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, promu par l'initiative Spotlight. Le document comprend des recommandations concrètes et mesurables, comme indiqué ci-dessous :

- Mettre en place des points focaux régionaux du Groupe de Référence de la Société Civile, dans le but de favoriser la collaboration et la participation de la société civile au



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



niveau régional et local ;

- Favoriser l'engagement du Groupe de Référence de la Société Civile et augmenter les ressources allouées aux activités de de protection des Défenseurs des Droits des Femmes, qui font face à des risques accrus à cause d'une visibilité accrue dans le cadre de l'Initiative Spotlight ;
- Veiller à ce que toutes les dépenses liées à la participation des membres du Groupe de Référence de la Société Civile aux activités Spotlight soient remboursées à l'avance (par exemple, crédit téléphonique, crédit Internet, transports). Cela encouragera une participation effective de tous les membres, en particulier ceux qui représentent des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination.
- Favoriser la collaboration et les synergies du Groupe de Référence de la Société Civile avec les Agences des Nations Unies, en amplifiant la voix et le retour d'information de la société civile.

Par le biais du SEP, le programme du Niger a contribué activement à renforcer les droits et l'autonomisation des groupes défavorisés et marginalisés, y compris ceux confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination, en garantissant un alignement majeur avec le principe «ne laisser personne de côté ». De plus, le SEP a contribué à faire émerger des leçons apprises et des pratiques prometteuses profondément ancrées dans le contexte local. Enfin, le SEP a contribué de façon significative à renforcer la durabilité des résultats du programme en favorisant le retour d'information des parties prenantes afin de renforcer l'alignement avec les besoins locaux. Le SEP a également contribué à renforcer la confiance entre les détenteurs de droits, l'équipe du programme, les RUNOs et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant en nouant une relation solide et constructive qui a largement bénéficié à la qualité des résultats obtenus lors de la mise en œuvre du programme.

b) Capturer le changement au niveau des résultats

Pilier 1 : Cadre Légal et Politique

Renforcement des capacités et du cadre législatif sur les VBG

En vue de créer un cadre légal et institutionnel favorable à produire des changements durables, l'Initiative Spotlight au Niger a produit, en partenariat avec les Ministères de la Justice et de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, un rapport de l'étude sur le cadre légal intégrant les observations des différents acteurs. L'objectif général de l'étude est de faire une analyse comparative et critique du cadre législatif national, y compris les coutumes, en lien avec



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



les questions de VFFF, des VBG, droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) et les pratiques néfastes (PN) telles que le mariage des enfants, avec les dispositions des conventions et traités internationaux ratifiés par le Niger ainsi que l'application des textes existants en vue de construire un plaidoyer et d'orienter une réforme. Les recommandations de cette étude ont été utilisées pour améliorer le dispositif légal existant en harmonisant les textes de lois existants et en proposant le renforcement de leur application en tenant compte du contexte socioculturel du pays.

Pour le suivi de la CEDEF, le cinquième rapport périodique a été produit à travers un processus participatif de toutes les parties prenantes. Plusieurs recommandations pertinentes ont été formulées afin d'aider le pays à envisager la levée de quelques-unes des réserves émises sur la CEDEF par le Niger jugées caduques par les acteurs.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, un pool de 29 formateurs dont 8 femmes sur les VBG et la légistique a été mis en place. Ce pool de formateurs composé des directeurs centraux en charge de la législation des ministères sectoriels clés (MPFPE, Santé Publique/Populations/Affaires Sociales, Justice, Éducation) a été outillé sur les techniques d'élaboration des lois et textes en lien avec les VBG en vue de contribuer au renforcement du cadre légal nigérien sur les VFFF/VBG/PN. Grâce à cette formation, le pays dispose d'un nouveau projet de loi sur les VBG. De même, le Programme Spotlight a permis de renforcer les capacités de 125 défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG et le cadre légal existant pour contribuer à la vulgarisation du contenu des textes de loi et à la promotion des droits des femmes et des filles.

Pour accroître les actions de promotion du genre et d'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, le MPFPE a développé une trousse des avocats genre qui a été validé lors d'un atelier tenu du 28 au 29 Mai 2021. Les avocats genre sont des relais communautaires chargés de faire la promotion des croyances, des attitudes et des pratiques communautaires favorables à l'autonomisation des femmes et des filles, et à l'élimination de la violence qui leur est faite. Pour la sélection des avocats genre, les critères suivants ont été défini : (i) la sensibilité au genre et la motivation, (ii) la disponibilité et l'accessibilité, (iii) la résidence dans le village bénéficiaire, (iv) l'appartenance à la communauté bénéficiaire, (v) avoir une bonne capacité de communication, (vi) avoir au minimum le niveau d'instruction Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) pour faciliter la consultation des documents administratifs et suivre les sessions de formation. Les avocats genre sont chargés de :

- Faire connaître l'Initiative Spotlight à travers une explication du concept genre au niveau communautaire ;
- Vulgariser les normes positives/favorables aux droits des femmes et des adolescents ;



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Sensibiliser les communautés sur la base d'une identification préalable, en leur fournissant les informations utiles ;
- Animer les espaces de dialogues communautaires sur les VBG en général, et sur les aspects spécifiques touchant à la santé de la reproduction, la scolarisation des jeunes filles, les mariages précoces et forcés
- Participer aux actions de plaidoyer aux niveaux communautaire et communal pour susciter le soutien des autorités locales

Travailler en synergie avec les autres partenaires œuvrant dans le même domaine ou des domaines connexes. La trousse des avocats genre est un ensemble d'outils mis à leur disposition en vue de leur permettre de s'acquitter convenablement de leur mission d'agent de changement de comportement. Il y a des outils à vocation administrative (registre d'enregistrement des activités, canevas d'élaboration des comptes-rendus, canevas de planification des activités et fiche de collecte des données) et des outils à usage didactique (boîte à image sur les VBG pour les causeries, sensibilisations, recueil des dispositions législatives et réglementaires, schéma de référencement, liste des ONG et association intervenant dans la localité).

Sur la base de la trousse des relais communautaires genre et de leur profil, 200 "relais communautaires genre" ont été identifiés et outillés dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder pour servir de relais dans le cadre de la lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Filles (VFFF), les VBG et les Pratiques Néfastes. Les relais communautaires genre à travers le ministère de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant ont organisé 4 grands rassemblements ayant réuni plus de 600 acteurs des ministères sectoriels, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile, des leaders religieux et chefs traditionnels ainsi que des médias au niveau des quatre (04) régions Spotlight. Dans le cadre de leur cahier de charge, ils ont élaboré au total quatre (04) plans d'actions dont un plan par région.

Promotion pour la réforme du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences

Une caravane de plaidoyer conduite par le Médiateur de la République sur « les enjeux de l'actualisation du cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences » dans les quatre régions Spotlight a touché 216 personnes dont 74 femmes. Cette caravane a débouché sur l'adoption de déclarations régionales dites « Déclaration de Zinder, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéri ». Les recommandations de cette caravane ont été transmises à l'équipe chargée de l'étude sur le cadre légal pour leur prise en compte dans la version finale du rapport.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« La soudaine déscolarisation de la jeune fille, tout comme l'union par le mariage de manière soudaine et précipitée, avant un âge raisonnable, sont des pratiques qui ne peuvent que nuire à notre société et à notre pays (...) Il est temps d'agir, il est temps d'arrêter. »

Me Ali Sirfi Maiga Médiateur de la République du Niger

Des actions de renforcement des capacités sur le cadre légal et les VBG ont été menées en faveur de 400 personnes (99 hommes, 147 femmes et 154 jeunes) issues des ministères sectoriels, des organisations de la société civile, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des médias. Grâce à ces formations, 64 tables rondes multi-acteurs ont été organisées et ont rassemblé 1725 autres acteurs (173 hommes, 765 femmes et 787 jeunes). A l'issue de ces assises, des recommandations ont été formulées en vue de mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.

Au niveau communautaire, le Programme Spotlight a mis à contribution 3960 relais communautaires (990 hommes, 1386 femmes et 1386 jeunes) en renforçant leurs capacités pour réaliser des actions de mobilisation sociale et de plaidoyer en lien avec la réforme du cadre législatif pour le changement des comportements et des mœurs sociaux. Leurs actions ont permis de toucher 4 800 personnes dont 499 hommes, 2130 femmes et 2 171 jeunes issus des organisations communautaires de bases qui ont amélioré leurs connaissances sur les effets néfastes des VBG et ont compris la nécessité de la mise en place de nouvelles réformes protégeant les femmes et les filles de la violence.

Pilier 2 : Institutions

Au vu des résultats attendus et de la stratégie de mise en œuvre de ce pilier, les réalisations de l'Initiative Spotlight au cours de la période de référence peuvent être appréciés en termes (i) de renforcement de capacités/formations des cadres techniques afin d'assurer l'intégration du genre dans les plans sectoriels au niveau régional et national ; (ii) de plaidoyer en vue d'un rehaussement des allocations budgétaires dédiées à l'élimination des VBG/PN dans les ministères sectoriels clés.

Renforcement de capacités/formations des cadres techniques

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités élaboré en 2020, un pool de 31 formateurs composés des cadres en charge de la programmation et de la planification

nationale et régionale a été mis en place. Ce pool de formateurs a été outillé en Planification, Budgétisations Sensible au Genre (PBSG) et en VBG. Grâce à ces nouvelles compétences acquises, ce pool de formateurs a été en mesure de former 20 cadres des Ministères sectoriels⁵ dont trois (3) femmes en charge de la formulation du nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) sur l'utilisation des outils d'analyse et d'intégration du genre. De même, au niveau régional et communal, 120 cadres techniques dont 35 Femmes et 85 Hommes ont vu leurs capacités renforcées en PBSG en vue de la prise en compte des besoins sexospécifiques des femmes et des filles dans les plans, budgets et politiques locaux ainsi que d'influencer le processus de consultations de base pour la formulation du PDES. Ces cadres formés ont permis à neuf (09) communes sur 14 de disposer de plans locaux Eau et Assainissement prenant en compte la GHM. Ces acteurs formés sont aujourd'hui, chacun selon leur domaine de compétence, apte à planifier, budgétiser et/ou analyser les documents de Politiques et Stratégies de leurs secteurs avec des " lunettes genre" afin de mieux conseiller les décideurs sur la prise en compte des disparités et l'allocation budgétaire adéquate y compris sur les problématiques de VBG.

Bien que la pandémie de COVID-19 n'ait pas connu une forte ampleur au Niger, le Gouvernement a maintenu les mesures de prévention et de distanciation sociale en utilisant les matériels de prévention. C'est dans cette même lancée que l'Initiative Spotlight a distribué des équipements de prévention aux partenaires lors d'une cérémonie de remise qui a eu lieu le 27 Juillet 2021 à Tillabéri avec la participation de Madame l'Ambassadrice de l'Union Européenne, du Secrétaire Général Adjoint du MPFPE, du Gouverneur de la région de Tillabéri, des représentants du SNU et des partenaires de mise en œuvre.

Plaidoyer pour un rehaussement des budgets alloués aux VBG

En vue de poursuivre l'institutionnalisation de la PBSG, l'Initiative Spotlight au Niger a engagé l'Assemblée Nationale à travers une journée parlementaire. Au cours de cette journée, 110 députés ont bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de planification PBSG et de financement des interventions afin d'être mieux informés sur la nécessité de rehausser les allocations budgétaires adéquates pour les actions de promotion et de protection des droits des femmes et des filles y compris la problématique des VBG. En guise d'engagement des parlementaires, une résolution a été signée pour veiller à la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques du pays. Le MPFPE s'assurera le suivi de la mise en œuvre de cet engagement.

⁵ Ministères sectoriels : Plan ; Education ; Santé Publique, Population et Affaires Sociales ; Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes



Les jeunes filles correspondantes de la commune de Magaria (Région de Zinder), après une causerie avec les femmes sous le hangar. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

En raison des résultats satisfaisants, les interventions de mobilisation communautaire porteuses d'impact ont été poursuivies et renforcées dans les communes et villages cibles de l'Initiative Spotlight pour un changement de comportement en synergie avec les autres acteurs. Ces interventions ont ciblé les parents, les leaders traditionnels et religieux, les hommes, les femmes, les filles et les garçons dans les localités cibles. Les supports et outils de communication utilisés sont les mêmes que ceux de 2020. Il s'agit des modules accompagnés de leurs boîtes à image



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



utilisés pour animer les causeries éducatives au sein des communautés portant sur les questions des droits humains, les besoins des enfants et adolescents/tes aux différents stades de leur développement physique, psychologique et émotionnel, la santé sexuelle et reproductive, les VBG, l'hygiène et l'assainissement, la résolution pacifique des conflits et les pratiques néfastes à la santé et au bien-être de la femme et de la fille. Ces supports et les techniques d'animation utilisées donnent aux participants/tes l'opportunité d'examiner et d'échanger sur les normes, pratiques et stéréotypes sociaux et de genre qui prévalent dans leurs contextes pour proposer de manière consensuelle ou collective de les changer.

Le déroulement des activités au niveau communautaire a connu des perturbations à cause de la pandémie COVID-19, des épidémies de choléra et de méningite ainsi que les inondations qui ont touché les régions cibles. Des stratégies d'adaptation ont été développées en formant des petits groupes de 10 personnes au lieu de 30 habituellement, facilitant le respect des protocoles de prévention de la COVID-19, ainsi que le recours au porte-à-porte, l'utilisation des médias et l'intégration des messages de sensibilisation sur les autres épidémies, ont permis d'atteindre des résultats probants.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Mobilisation communautaire pour la prévention des violences faites aux femmes et aux filles



Monsieur Habou Damboula, Superviseur Spotlight pour la commune de Magaria lors d'une visite de suivi dans le village de Ara Saboua (région de Zinder). Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

L'Initiative Spotlight a reconduit la stratégie à deux niveaux mise en œuvre l'année dernière car elle a porté des résultats à impacts significatifs sur le changement des comportements. Cette stratégie permet de promouvoir la mobilisation de masse à travers les chefs traditionnels, les médias et le théâtre interactif, et d'accroître l'engagement au niveau communautaire sur les thématiques en lien avec les VBG.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



“L'un des éléments qui m'a le plus touché lors de ma mission de suivi et d'évaluation participatifs est l'engagement des chefs traditionnels dans la lutte contre la violence liée au genre dans leur propre communauté. Par exemple, dans deux communautés, les chefs ont choisi de montrer leur engagement dans la politique de "tolérance zéro" contre les VBG, et particulièrement le mariage des enfants, en mettant un symbole public de leur engagement à éliminer la VBG, comme un drapeau avec une croix ou une grande croix sur la place principale du village.”

-Soumaila Moumouni- GRSC Niger

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

En 2021, l'Initiative Spotlight au Niger a continué à collaborer avec les leaders communautaires et religieux qui jouent un rôle crucial au niveau des villages pour faire évoluer les normes et les comportements autour du genre et en particulier des VBG. Ainsi, les 40 Chefs traditionnels et 60 chefs religieux formés en 2020 ont été animés des rencontres intercommunautaires avec la participation de 25 cadres des services techniques et 25 élus communaux dans les villages cibles non couverts l'année. Ces chefs traditionnels et religieux ont également animé des séances de sensibilisation dans les villages cibles sur les questions de VBG qui ont mobilisé 351 410 participants (106 456 hommes, 110 520 femmes, 69 889 filles et 64 545 garçons). Ils interviennent également dans la gestion des cas de répudiation, retrait des filles de l'école, refus de nourrir la famille, mariages des enfants. Les connaissances acquises leur permettent désormais de mieux tenir compte des intérêts des victimes des VBG, de les orienter vers le service de prise en charge approprié et de collecter des données fiables et désagrégées sur les VBG

Ainsi certains chefs traditionnels ont matérialisé leur engagement en mettant en place des structures dans leur cour pour gérer les cas de VBG, mariage des enfants et déscolarisation des filles. C'est le cas du sultan de Tibiri, l'honorable Bala Marafa, qui a désigné deux femmes dans sa cour pour s'occuper exclusivement de ces thématiques. Il faut rappeler que ce même sultan avait déjà mis en place des Brigades de Bonne Conduite (BBC) dans des villages à fort taux de mariage de sa province, dont les membres sont maintenant versés dans les comités villageois de protection de l'enfant.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



De gauche à droite: Le 13 Février 2022, l'Honorable Sultan du Gobir (région de Maradi) a posé un acte majeur en dans son agenda de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en désignant deux femmes : Hadjia Amina Ladan Aboubacar intronisée au titre de Magagiya, chargée de la lutte contre le mariage des enfants et Hadjia Aissata Hankouraou intronisée au titre de Magagiya , chargée de la lutte contre les violences genre, de la scolarisation de la jeune fille et de son maintien à l'école - lors d'une cérémonie qui a accueilli plusieurs centaines de personnes. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Les chefs de canton, les autorités locales et les équipes mobiles ont été mis à contribution à travers les sensibilisations de masse (sorties cantonales) et les visites dans les villages pour fournir les informations sur les VBG et les pratiques néfastes contre les femmes et les filles. Ces sensibilisations ont touché 318 946 personnes (96 832 hommes, 142 413 femmes, 43 778 filles et 35 923 garçons) dont 115 043 à travers la stratégie des visites à domicile pour plus de proximité avec les communautés.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



“Maintenant, je vais de village en village dans mon canton pour parler publiquement de l'importance d'éliminer la violence contre les femmes et les filles. Nous devons scolariser les jeunes filles et être respectueux envers toutes les femmes et les filles.”

Chef canton de Droum, Zinder

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

La stratégie communautaire de prévention et de réponses aux VBG a aussi impliqué les médias pour toucher une cible plus large à travers la diffusion des messages sur les violences faites aux femmes et aux filles. Ainsi, des partenariats ont été établis avec 72 radios communautaires dont 47 appartiennent au réseau de la Fondation Hironnelle et le Studio Kalangou. Grâce à ce partenariat, 24 radios ont organisé 48 débats et diffusé des messages en lien avec les VBG, et 47 radios ont réalisé 11 magazines sur 10 prévus en cinq (05) langues locales et 21 forums sur 20 prévus, de produire sept (07) vidéos audios portant sur les VBG et leurs conséquences et diffusés sur les radios et télévisions partenaires ainsi que les réseaux sociaux qui ont touché 57 666 personnes (dont 28 833 hommes, 6 920 femmes, 10 380 filles et 11 533 garçons) via les réseaux sociaux . Les thématiques abordées sont entre autres les mariages précoces, le maintien des filles à l'école, les conflits conjugaux, la scolarisation des filles, les droits de santé des femmes, la planification familiale, les accouchements assistés et les droits des filles en islam. Selon la couverture géographique des radios et des télévisions, on estime à environ 12 000 000 de personnes exposées aux messages diffusés.

L'Initiative Spotlight a collaboré avec les réseaux d'organisations de jeunes pour diffuser sur les réseaux sociaux au niveau communautaire des messages clés sur la violence faite aux femmes et aux filles et de contribuer à l'élimination des stéréotypes qui y sont associés. Plus spécifiquement, 70 nouveaux jeunes filles et garçons des réseaux d'organisation formés sur l'élaboration et la diffusion de contenus ciblant les VBG ont été capables d'élaborer et de diffuser 10 messages par réseau social (Twitter, Facebook et WhatsApp), soit 2100 publications. Ces diffusions ont permis de toucher 6 910 616 personnes.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



A Zinder, le réseau des jeunes ambassadeurs encadrés par l'ONG SOS FEVV, en plus des causeries organisées dans les différents quartiers, ont partagé des messages de sensibilisation via les réseaux sociaux pour toucher des jeunes au-delà de leurs communautés. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

“Notre rôle, en tant que “filles correspondantes”, est de parler à nos camarades de l'égalité des genres et d'apprendre à nos amis à respecter leurs sœurs et leurs mères. Nous nous sentons responsabilisées et nous avons le sentiment d'avoir un impact en changeant la façon dont les gens nous perçoivent, en tant que jeunes femmes.”

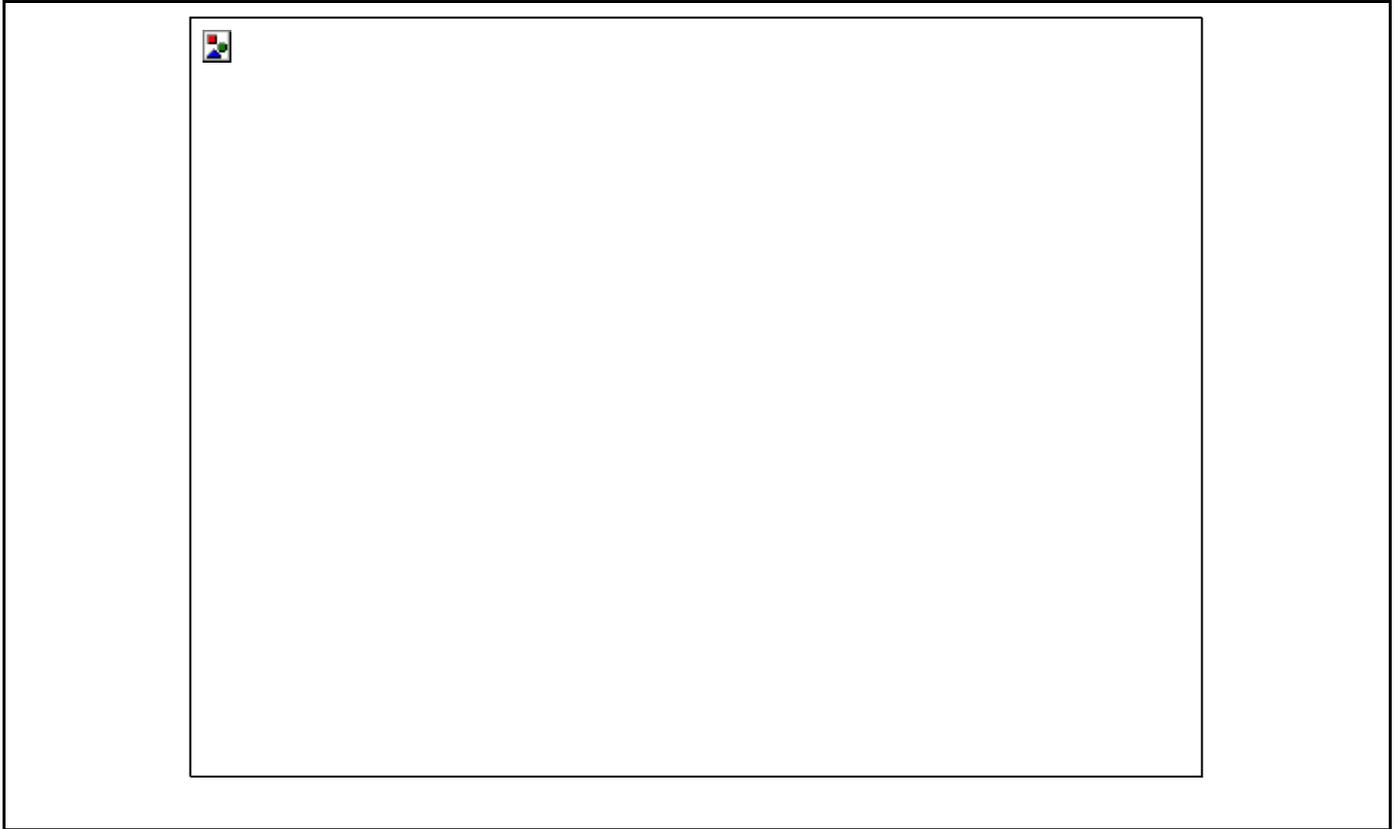
Filles correspondantes de Droum, Zinder

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Pour promouvoir l'engagement communautaire, la technique de théâtre interactif a été utilisée. Le théâtre interactif est une approche de mobilisation communautaire mise en œuvre dans les quartiers des communes urbaines des régions cibles de l'Initiative Spotlight. Le théâtre interactif vise à remettre en question les stéréotypes de genre profondément enracinés au niveau communautaire par le biais du dialogue communautaire et de l'engagement interactif des acteurs et spectateurs.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles

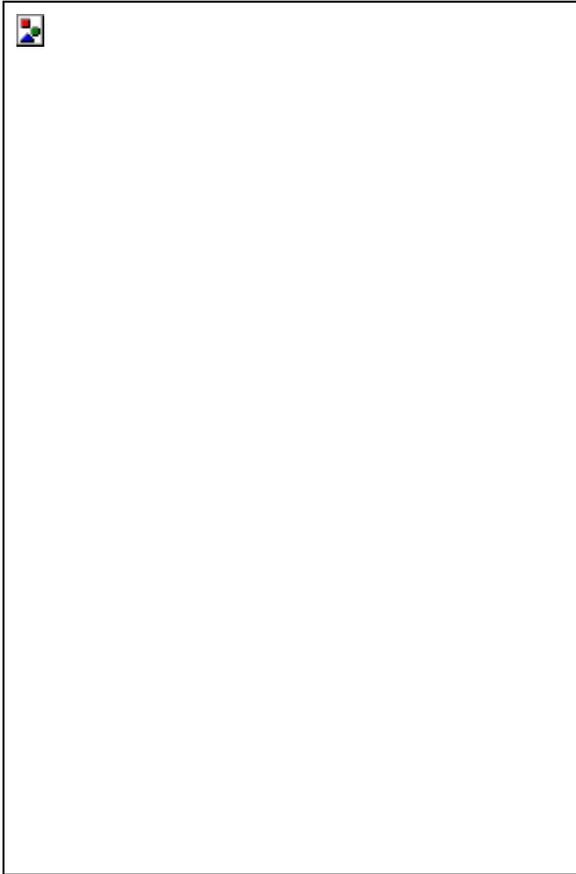


Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

« A travers notre formation en techniques du théâtre interactif et sur les droits humains, nous avons vu une occasion d'apporter notre contribution pour sensibiliser les habitants de notre quartier sur les problèmes les plus courants : la consommation de stupéfiants par les jeunes, la prostitution forcée des jeunes adolescentes, le viol, et le déni de ressources auquel beaucoup de femmes mariées sont confrontées etc. Puisque nous sommes 30 garçons et 30 filles, nous avons divisé le quartier en zones d'animations, avec un agenda couvrant les thèmes identifiés. Beaucoup de jeunes filles mineures qui fuient leurs villages à cause du mariage forcé, ou maltraitées par leurs marâtres suite au divorce de leurs parents, se retrouvent en ville sans famille. Elles finissent très souvent dans une zone de notre quartier appelée Dubaï et occupée par les professionnelles du sexe qui les hébergent et finissent par les entrainer dans le métier. Récemment, après une animation, deux filles âgées de 12 et 13 ans sont venues vers nous. Elles étaient logées à Dubaï mais ne voulaient pas continuer dans la prostitution, alors nous nous sommes cotisés entre nous et nous leur avons offert le transport pour retourner à Dakoro. Elles ne sont pas revenues depuis ! »

Noura Oumarou, jeune acteur de changement quartier Bourja Maradi

Etant donné que le pays n'a pas connu une vague importante de la COVID-19 en 2021, le rassemblement était autorisé, ce qui a permis de mettre en place un pool de formateurs et d'encadreurs de Jeunes Acteurs de Changements (JAC) pour assurer un meilleur encadrement des jeunes et appropriation de l'approche par les régions. Ainsi, 180 JAC dont 90 adolescentes ont bénéficié de sessions de renforcement en théâtre interactif et ont produit plusieurs pièces



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



théâtrales. Les thèmes abordés sont la mauvaise répartition des tâches ménagères, le mariage des enfants, le harcèlement des filles vendeuses ambulantes. Ces animations théâtrales dans les quartiers ont permis de mobiliser 7 394 personnes (1 946 hommes, 2 214 femmes, 1 731 filles et 1 503 garçons). Les discussions à l'issue des animations ont permis au public de dégager des pistes de solution aux problèmes soulevés. Chaque troupe théâtre a mis en place une caisse où les JAC eux-mêmes ont contribué devant leur permettre de réaliser d'autres œuvres permettant de renforcer la cohésion sociale et pacifique des habitants de leur quartier et la durabilité de leurs résultats.

“Grâce au théâtre interactif, les femmes ont mieux compris les différentes formes de violence et elles ont progressivement trouvé le courage de parler de leur histoire aux prestataires de services. Le théâtre interactif et les autres dialogues communautaires ont contribué à briser des tabous au niveau communautaire”

-Travailleur social de la salle d'écoute de Zinder-
Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



Animation d'un théâtre interactif dans les quartiers sur les VBG Crédit photo : UNICEF



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Renforcement des capacités au niveau communautaire dans le domaine de la prévention des VBG

Renforcement des mécanismes communautaires de protection de l'enfant

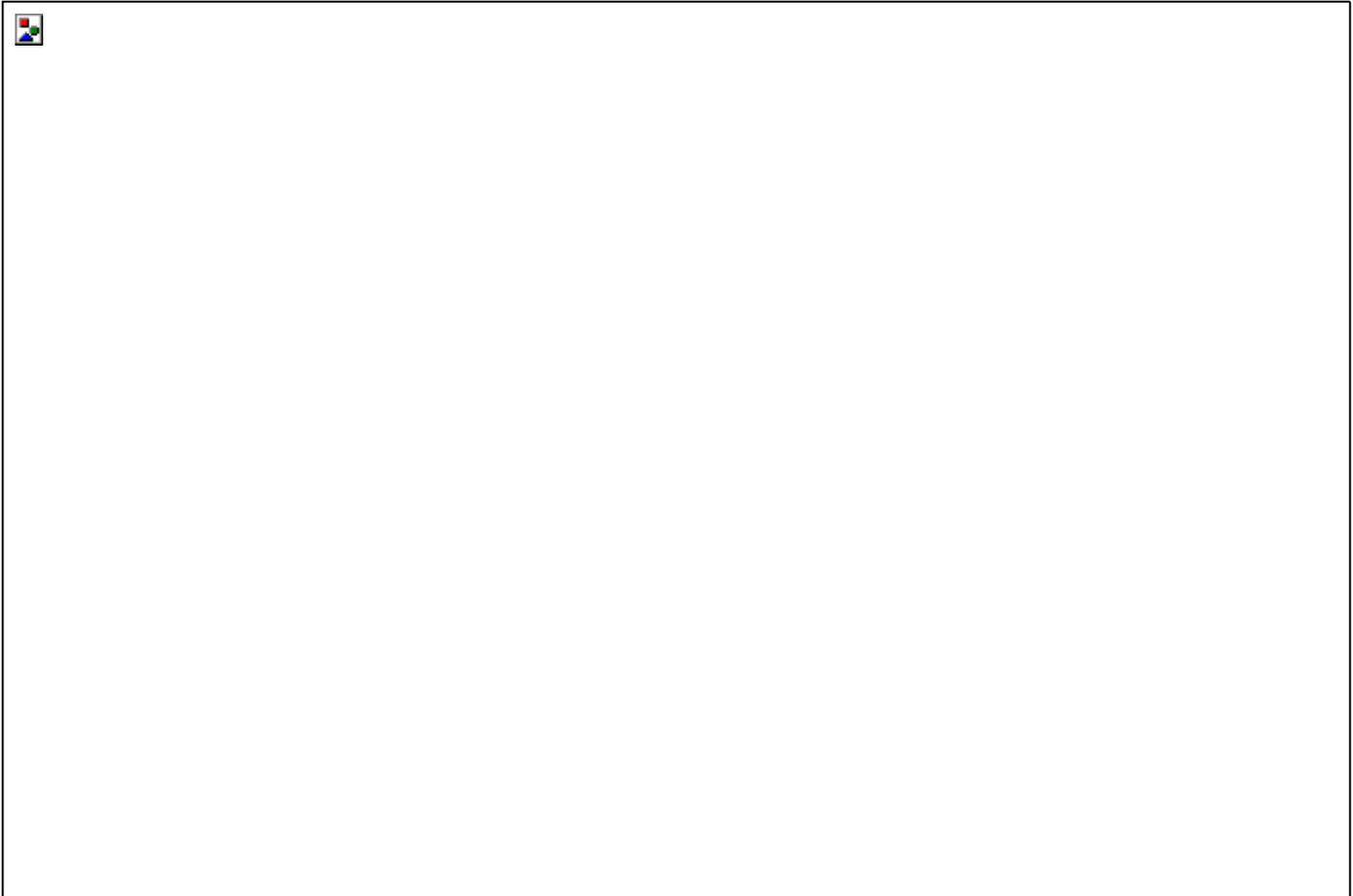
La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant (ACPE) s'est poursuivie et atteint 245 villages sur les 300 prévus. Les villages non atteints sont ceux de la région de Tillabéry qui se trouvent dans les zones d'insécurité pour lesquels une approche adaptée à ce genre de situation a été privilégiée. Dans les 55 villages restants ce sont des mécanismes communautaires de protection de l'enfant qui ont été mis en place pour prévenir et prendre en charge les cas des abus et violences à l'encontre des enfants et des femmes. Les membres des comités sont formés pour identifier les personnes à risque d'abus et de violences, pour mettre en place les mesures pour mitiger les risques et pour les victimes appliquer le protocole de prise en charge psychosociale pour les cas qui le nécessitent et faire le référencement pour les cas graves (viols, agressions sexuelles...). Les sessions des dialogues communautaires organisées par les membres des CVPE ont touché 135 289 personnes dont 30 273 hommes, 60 112 femmes, 25 645 filles et 19 259 garçons par les sessions des dialogues communautaires.

En 2021, ce sont 20 048 participants directs (5 429 hommes, 6 104 femmes, 5 813 filles et 2 702 garçons) qui ont pris part aux causeries éducatives sur 15 000 prévus, soit un taux de réalisation de 134%. Cette performance est due à l'engouement que le programme suscite auprès des femmes et des filles et même les hommes dans certaines localités. Chaque participant a parrainé un ou plusieurs autres membres de la communauté, ce qui permet d'atteindre un total de 55 360 personnes ayant été exposées à plus de 31 heures de discussions sur les thématiques de l'approche.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



A Magaria (région de Zinder), les causeries sont une opportunité pour les femmes et les filles d'échanger sur les formes de VBG et de discuter des cas à dénoncer auprès des services compétents. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Les connaissances acquises et les changements opérés au sein des communautés ont poussé les 150 villages des interventions 2019 et 2020 à procéder à une déclaration publique d'engagement à mettre fin aux comportements, attitudes et pratiques qui sont néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles. Ces villages, selon leur choix, adoptent une charte communautaire dans laquelle sont consignés tous les engagements pris, d'autres villages plantent des panneaux dans leur village avec des messages leur rappelant les points clés de leur engagement et d'autres affichent des drapeaux blancs symbolisant leur engagement.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Déclaration publique d'engagement à mettre fin aux comportements, attitudes et pratiques Crédit photo : UNICEF

Leaders de demain

Les adolescentes pour la protection (C4P) poursuivent les animations des ateliers participatifs pour partager les connaissances et compétences acquises avec les autres adolescentes du village et faire évoluer des normes sociales discriminatoires dans leurs communautés. En 2021, l'Initiative Spotlight a engagé 490 adolescentes en tant que C4P. qui participent à la gestion des cas avec les membres des comités villageois de protection de l'enfant et jouent un rôle important de tampon entre les autres adolescentes et les membres des comités. Elles sont constituées en réseau avec WhatsApp pour échanger avec les adolescentes des autres villages, avec les FACOM comme modérateur pour assurer la qualité des échanges. Grâce à leur engagement dans l'Initiative Spotlight, ces adolescentes sont devenues de véritables "agents de changement" au sein de leur communauté et parmi leurs pairs, contribuant ainsi à promouvoir un modèle différent d'engagement actif parmi les jeunes.





Animations des ateliers participatifs avec les FACOM Crédit photo : UNICEF

Résultats évaluation engagement communautaire

L'évaluation de l'engagement communautaire pour mettre fin aux pratiques néfastes au Niger réalisé en 2021, dans le cadre du programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants, a fait ressortir des résultats probants. Par exemple par rapport à l'impact de l'ACPE sur l'autonomisation des femmes et des filles il est ressorti que les femmes interrogées ont déclaré qu'elles voyaient des changements dans l'approche des hommes en matière de prise de décision et qu'elles voyaient plus d'espace pour elles-mêmes pour s'impliquer dans la prise de décision (autour du mariage des enfants). De plus, les hommes sont devenus plus sensibles à la santé et au bien-être des enfants (en particulier les adolescentes) et à la continuité de l'éducation des filles. Pour eux, c'est un pas dans la bonne direction pour qu'un changement de comportement se produise. L'approche a réussi à changer les perceptions des femmes et des adolescentes quant à leur capacité à influencer les décisions concernant le mariage. Par exemple, les discussions avec les femmes et les adolescentes indiquent un degré élevé de satisfaction en termes de capacité de l'approche (à travers des séances de de causeries éducatives, de sensibilisation, des rencontres communautaires, les Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CPPE) à freiner la pratique du mariage des enfants. Les résultats de l'évaluation montrent que 75% des femmes interrogées (n : 200) pensent que les messages de sensibilisation ont aidé les décideurs à comprendre les conséquences négatives du mariage des enfants et cela contribue à retarder de plusieurs années les mariages des filles.

Les résultats indiquent également que les interventions d'engagement communautaire les plus efficaces sont : les dialogues communautaires ; séances de sensibilisation, séances / causeries radio et déclarations publiques de la communauté.

Initiative pour les adolescentes « Espaces sûrs/ILLIMIN Zaman Dunia » du sixième cycle ⁶

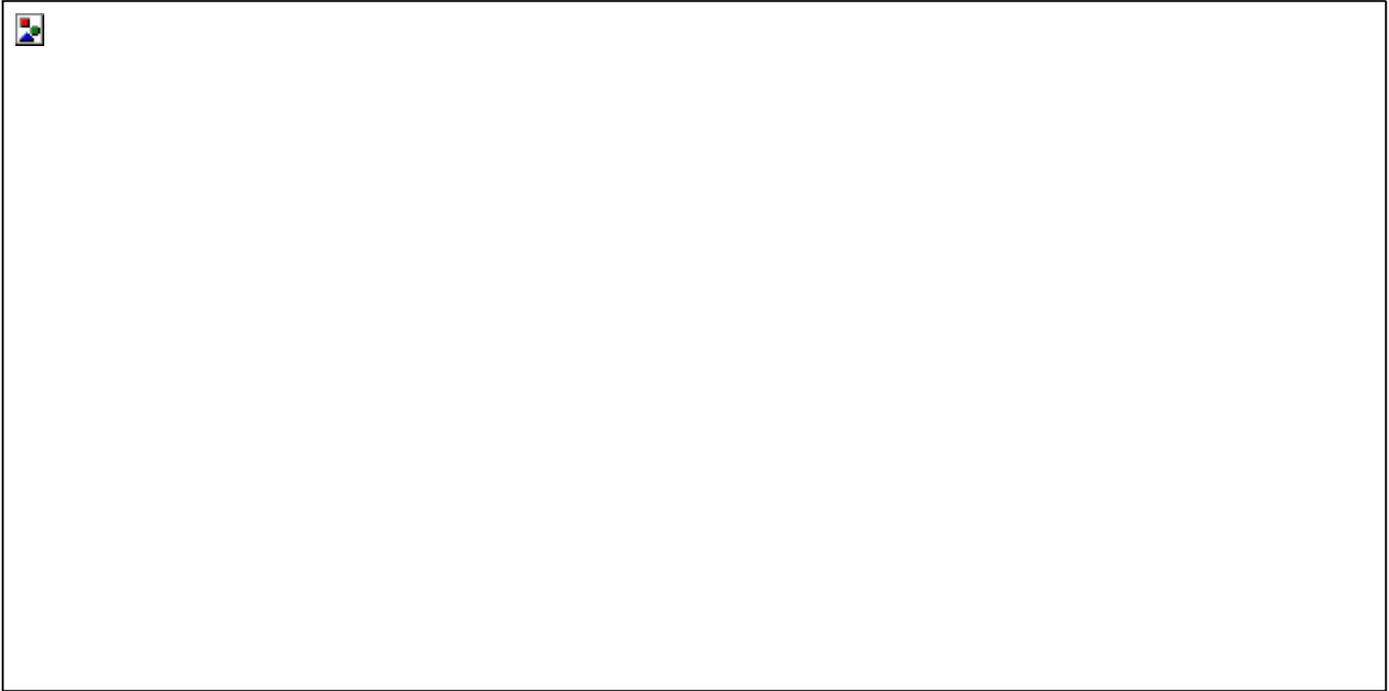


Photo: APPADN Niger

Le Programme en faveur des adolescentes déscolarisées et non scolarisées, intitulé « ILLIMIN » a été poursuivi dans les zones d'intervention de l'Initiative Spotlight. En 2021, le programme est à son sixième (6^{ème}) cycle. Les actions ont permis à 17 215 adolescentes provenant de 180 Espaces Sûrs d'améliorer leurs compétences de vie en autonomisation par l'acquisition de plusieurs atouts/actifs sociaux, sanitaires, économiques et le changement social. Ces adolescentes sont capables d'informer leurs familles et leurs pairs sur les risques et conséquences des VBG, y compris le mariage des enfants d'une part, et d'autre part la connaissance des services essentiels de prise en charge en cas de violences. Ces renforcements ont été possibles grâce aux modules reçus par 214 mentors pour encadrer ces adolescentes.

⁶ Un Espace Sûr, est un endroit identifié dans la communauté, de commun accord avec les autorités et où les adolescentes, déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans, reçoivent un enseignement non formel. Le renforcement des capacités se déroule sur 7 mois et est dispensé en 28 sessions hebdomadaires. Les cours portent sur les Compétences de vie courante, la Santé de la Reproduction et la Nutrition de l'adolescente, les capacités financières et le genre et les droits humains. Les adolescentes bénéficient des cours d'alphabétisation et une initiation aux Activités Génératrices de Revenus



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



“A l’Espace sûr, j’ai appris à écrire, à compter, à économiser de l’argent, à coudre et à faire beaucoup d’autres choses. De plus, la chose la plus importante que j’ai apprise ici est comment être autonome, comment connaître et défendre mes droits et comment prendre soin de mon corps.”

“Je me suis mariée très jeune et j’ai eu un bébé, mais malheureusement mon mariage ne s’est pas passé comme je l’espérais. Maintenant, à l’Espace sûr, j’ai suivi des formations sur la santé reproductive et maternelle et sur les droits des femmes et des filles. Lors de mon accouchement, mes amies de l’Espace sûr m’ont soutenue sur le plan physiologique et financier. Elles sont mon réseau de soutien et mes amis.”

-Participant^{es} de l’Espace sûr de Zinder-

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l’évaluation participatifs

	
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------



Répartition des adolescentes par groupe d'âge en début du programme

Région	10-14 ans	15-19 ans	Total
Maradi	2304	1396	3700
Tahoua	3475	1625	5100
Tillabéri	2024	3076	5100
Zinder	2683	1354	4037
Total	10486	7451	17937
%	58%	42%	100%

En début de programme ILLIMIN, plus de la moitié des adolescentes attendues sont âgées de 10 à 14 ans, soit 58% des adolescentes

Répartition des adolescentes ayant achevées le cycle 6

Région	Nombre d'Espaces Sûrs	Effectif Adolescentes au début du programme	Effectif Adolescentes en fin de programme	
			Effectif	% d'achèvement
Maradi	37	3700	3677	99,37
Tahoua	51	5100	4908	96,23



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Tillabéri	51	5100	5001	98,05
Zinder	41	4037	3970	98,34
Total	180	17937	17556	97,87

Comparativement aux données de démarrage, 17 556 adolescentes soit 98% ont suivi complètement les 28 sessions d'apprentissage qui composent le programme Illimin, pendant 7 mois d'apprentissage. Le taux de déperdition de 2% s'explique par les déplacements des filles vers d'autres communes, les refus des parents de laisser les filles suivre les cours et les décès enregistrés durant le cycle au niveau des adolescentes.

Niveau d'utilisation des services de la santé de la Reproduction par les filles

Cette appréciation est faite sur les 7 mois d'apprentissage pour identifier déjà les réflexes et comportement positifs développés par les filles. On a relevé qu'à la fin du cycle 37,6% des adolescentes mariées du programme ont recours à la contraception moderne contre 31% en début du programme. On note par ailleurs qu'environ 80% des filles du cycle ont fait recours à un centre de santé pour cause de maladie à la fin du cycle contre seulement 14% au début du programme. En outre, 248 adolescentes bénéficiaires ont contracté une grossesse dont 202 avant le démarrage du programme et 46 au cours du programme. Le recours à la visite prénatale est aussi significatif à la fin du cycle, soit 89% des adolescentes, contre 84% au niveau nationale (ENAFEME, 2021).

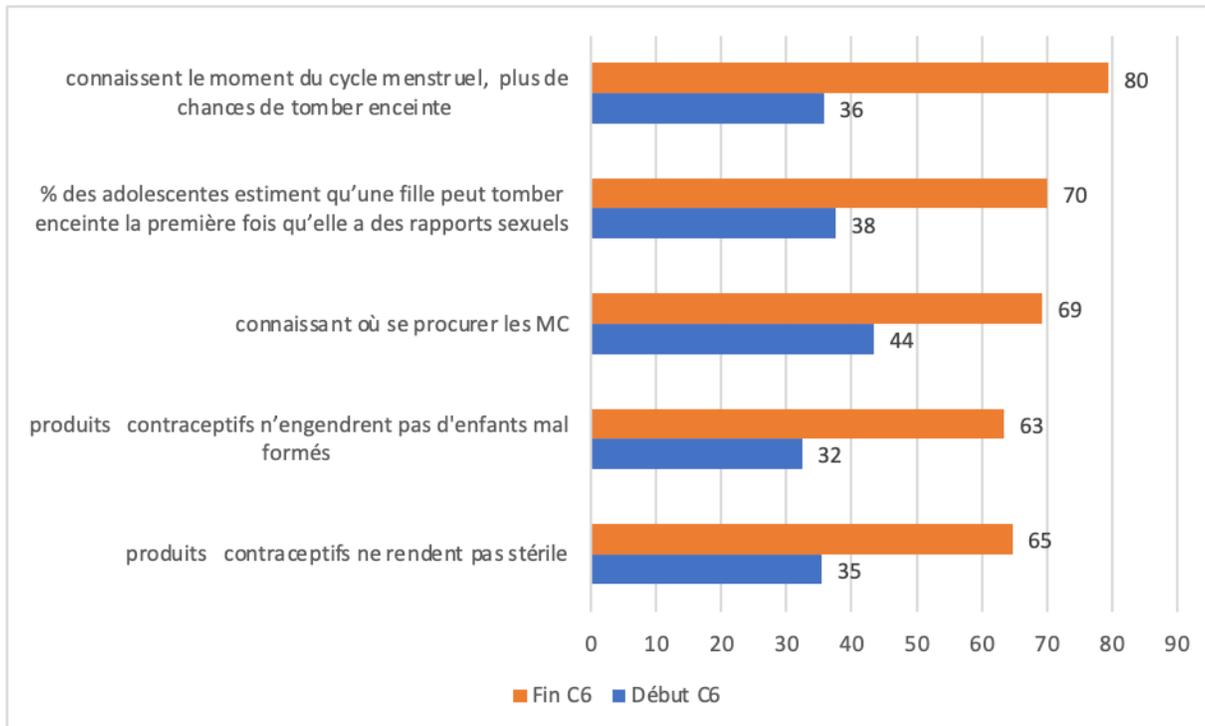
Report du mariage

Au début du cycle, il y avait un certain nombre de filles qui ont été déjà dotées et s'apprêtaient à se marier. Parmi celles-ci, 43% ont retardé leur mariage ayant pris connaissance des conséquences des mariages précoces grâce au programme Illimin appuyé par le Spotlight.



Connaissances et perception de la Planification, du cycle menstruel et de la fistule obstétricale

Graphique : Niveau de Connaissances et perception de la planification familiale



En ce qui concerne la connaissance du cycle menstruel et le risque de grossesse, 70 % des adolescentes estiment qu'une fille peut tomber enceinte la première fois qu'elle a des rapports sexuels contre 38% au recrutement. Par ailleurs, 80% d'entre elles connaissent le moment du cycle menstruel, pendant lequel une femme a plus de chances de tomber enceinte alors qu'elles ne sont 36% à le savoir au moment du recrutement

Les adolescentes sont aussi formées sur la reconnaissance de la fistule, le risque différentiel suivant l'âge et les complications ainsi que d'autres facteurs de risque de faire la fistule. Ainsi, au sortir de la formation, 73,1% des adolescentes estiment que les pertes involontaires d'urine sont une des manifestations de la fistule contre seulement 18% d'elles qui le savaient avant le programme. La proportion d'adolescentes qui estiment qu'elles ont plus de risques de vivre la fistule obstétricale pendant l'accouchement que les femmes adultes passent de 26% à l'entrée à 79% au sortir du programme. En fin, toujours par rapport à la fistule, 70% des adolescentes estiment que l'excision peut causer la fistule obstétricale en fin du cycle contre seulement 18% au début. Ces résultats sont à mettre à l'actif de la formation dispensée à l'endroit de ces adolescentes particulièrement vulnérables et issues des milieux défavorisés.



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Connaissances du VIH Sida

A la fin du Cycle 6, 82 % des adolescentes estiment qu'une personne apparemment en bonne santé peut être infectée par le VIH et estiment qu'il est nécessaire pour une personne apparemment en bonne santé de faire le dépistage du VIH.

Connaissances de l'importance de l'hygiène de vie chez les adolescentes bénéficiaires

A propos de certaines pratiques prohibées telles que la consommation de la drogue, le tabagisme et l'hygiène de vie, 68% des adolescentes estiment que la consommation de la drogue ne résout pas les problèmes enfin du cycle contre 6% à son début. 72% exprime le fait que le tabagisme est nuisible à la femme enceinte contre seulement 30% qui le savait avant le programme. En outre, 87% des adolescentes connaissent l'importance du lavage des mains, 90,9% estiment que l'hygiène dentaire est importante à la fin du cycle contre respectivement 56% et 52% au début du cycle.

Capacités financières

Les adolescentes sont également formées pour être à mesure de conduire une AGR et entreprendre une activité économique. Dans ce sens, elles reçoivent une formation en capacité financière et à la sortie du Cycle 6, les résultats sont les suivants. Sur l'ensemble de bénéficiaires, 56% des adolescentes ont un emploi rémunéré ou exercent une AGR en fin de Cycle 6 contre 9 au début. Elles sont 80% à avoir la capacité à se définir des objectifs d'épargne contre 25% à l'entrée du programme. En fin du cycle, 79% des adolescentes ont la capacité de se définir des plans d'épargne, alors qu'elles étaient 23% au début. Pour 57 % d'entre elles, les adolescentes savent utiliser les moyens modernes d'épargne, contre 19% avant de bénéficier du programme. A la fin du cycle, une adolescente a en moyenne épargné quatorze mille sept cent soixante-huit (14 768) francs CFA.

Renforcement du niveau d'alphabétisation des adolescentes

La formation Illimin comporte également un volet alphabétisation, qui consiste en une initiation des adolescentes à la lecture et aux calculs. A la sortie du cycle 6, les résultats ci-dessous sont enregistrés.

On note que, 90% (contre 17% en début du cycle) des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des chiffres, 88% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des nombres de 2 à 3 chiffres (contre 20% en début du cycle), 85% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation adolescentes ont un bon niveau en lecture des grands nombres (contre 11% en début du cycle). Elles sont 85% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation qui ont un bon niveau en mathématique (contre 13% en début du cycle). 78,0% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



ont un bon niveau en dictée des textes (contre 7% en début du cycle), 67% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en écriture (contre 13% en début du cycle), 81% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en phonémique (contre 9% en début du cycle), 89% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation ont un bon niveau en lecture des lettres (contre 13% en début du cycle), 90% des adolescentes ayant terminé le volet alphabétisation savent effectuer des opérations de calculs simples (contre 20% en début du cycle). La situation globale du volet alphabétisation est en nette amélioration en termes de performance par rapport au cycle 5 développé en 2021.

Renforcement du réseau social des adolescentes

L'appartenance au groupement et association est importante pour la vie des adolescentes dans leur communauté et pour leur épanouissement socio-économique. Le programme Illimin en enseigne son importance et les stratégies de développement. Ainsi, en fin Cycle 6 Illimin, 61% des adolescentes sont membres de mouvement ou association, alors qu'à l'entrée du cycle, seulement 8% le sont. De même, 73% des adolescentes déclarent avoir un réseau d'amies contre seulement 37 % en début de cycle. En outre, 70% des adolescentes ont quelqu'un auprès de qui emprunter de l'argent en cas de besoin et 84% d'entre elles ont des personnes capables de la conseiller contre respectivement 19% et 54% avant le programme.



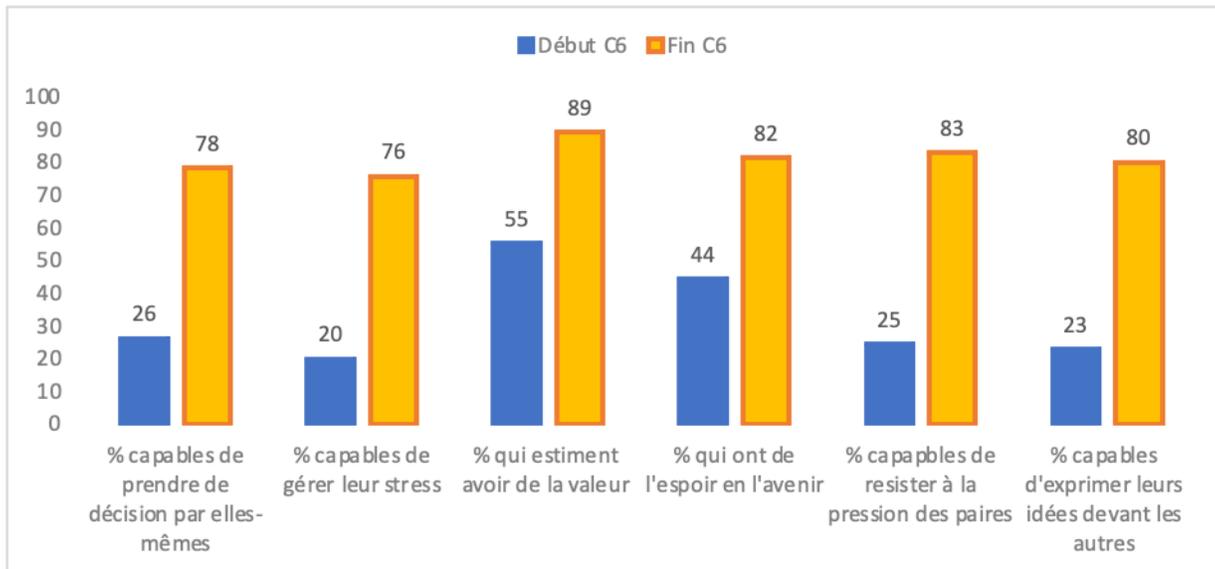
**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Capacité de prise de décision des adolescentes

Graphique : Potentialité de prise de décision des adolescentes bénéficiaires



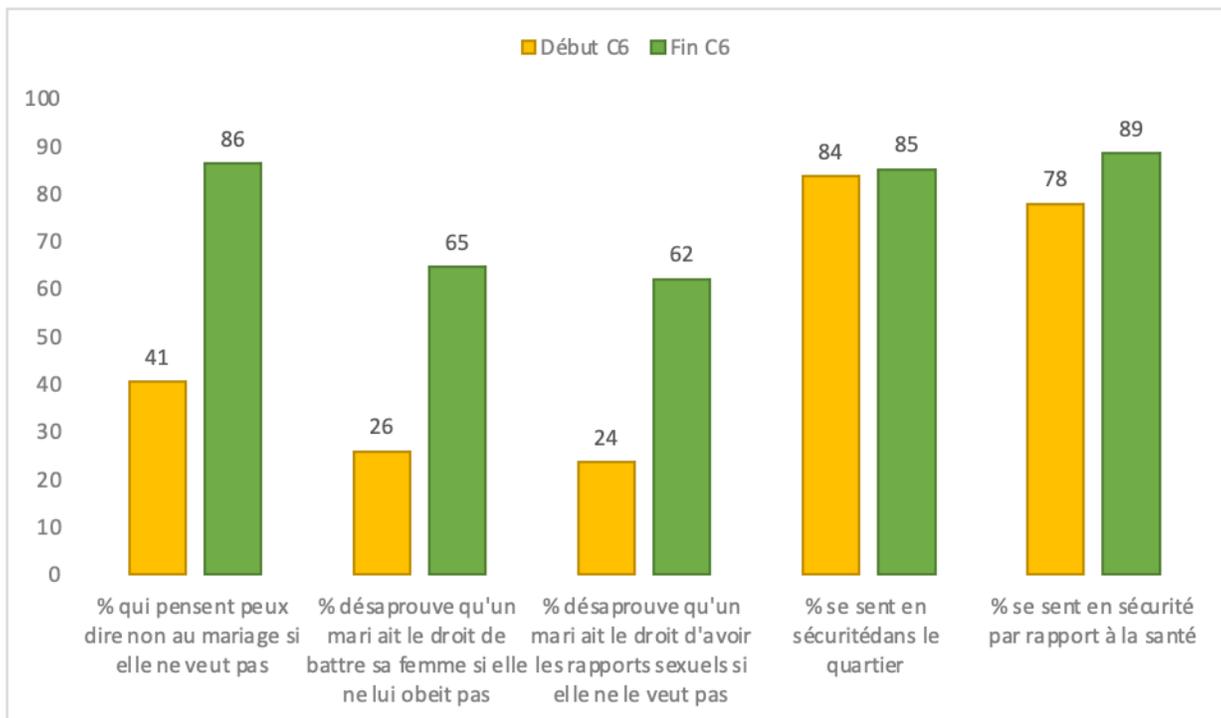
En fin de cycle, on constate que la prise de décision est devenue importante et les filles déclarent pouvoir s'affirmer car elles ont du potentiel pour résister à des pressions qui généralement réduisent leur expressions et participation dans le quotidien social et sociétal.



Genre et autonomisation

L'autonomisation des filles/femmes passe par la prise de décision et la compétence économique. Le programme illimin renforce les capacités de celles-ci dans ce sens.

Graphique : Perception de genre et autonomisation des adolescentes à l'issu du cycl ^e



La formation et insertion socio professionnelle

La formation professionnelle vise l'acquisition de qualifications pratiques et de connaissances spécifiques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle a pour objectif d'assurer une qualification à tout demandeur de formation. Un partenariat avec des structures privées a permis de faciliter l'intégration des filles dans des filières de formation et d'insertion professionnelle. Environ 1000 adolescentes sont concernées par le volet formation professionnelle dont 300 en stylisme modélisme à Niamey et Zinder ; 300 en fabrication des produits cosmétiques et en couture simple dans la région de Tahoua ; 100 seront formées en couture à Illéla ; 100 en confection de produits de beauté ; et 200 seront formées en télé irrigation à Tessaoua, ou déjà un terrain de 4 hectares a été mis à leur disposition par le chef de Canton.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Photo : Produits d'entretien conçus par les filles Illimin



Photo : Savon de ménage fabriqué par les filles Illimin



Photo UNFPA : Adolescente du centre de Formation Professionnelle en stylisme et modélisme



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Dialogues Inclusifs pour promouvoir le genre et les droits des adolescentes

Pour favoriser l'inclusion et l'appropriation communautaire, le programme a aussi prévu l'organisation des sessions de dialogues communautaires grâce à l'appui de 41 facilitateurs communautaires qui ont animé 1722 sessions de discussions autour de certaines thématiques dont la scolarisation de la jeune fille, les mariages forcés et précoces des enfants, les grossesses précoces, la planification familiale, la petite fille et ses droits fondamentaux, les questions de violences basées sur le genre et la parenté responsable qui est au cœur de la nouvelle politique nationale de population dans 246 villages de juin à décembre 2021 et qui ont vu la participation de 73 943 personnes dont 43 066 femmes soit 58%

Retour dans le système de l'éducation formelle

Lors des deux premières années de mise en œuvre du programme (1999-2020), il a été recommandé de satisfaire à la volonté de retour dans le système de l'éducation formelle pour les bénéficiaires des espaces sûrs/Ilimin. A cet effet, des démarches sont entreprises par les partenaires de mise œuvre et les autorités locales responsables de la gestion du Système Educatif dans les régions du Spotlight. Dans la région de Tillabéry, l'ONG APPADN a mobilisé tous les acteurs intervenant dans le système éducatif, un plaidoyer fort a été fait et des critères consensuels ont été validés pour faciliter l'approche de retour des adolescentes dans le système éducatif formel avec des mesures d'accompagnement en termes de mise à disposition de kits et matériels scolaires pour permettre aux éligibles de reprendre les cours. C'est dans cette perspective que l'ONG APPADN et les acteurs de l'école ont officialisé le retour de soixante (60) adolescentes déscolarisées des espaces sûrs de Dargol et Simiri à reprendre le chemin de l'école formelle au niveau primaire et secondaire dans la région de Tillabéry.

Tableau de la répartition des adolescentes qui ont regagné le système formel à Tillabéry en 2021

Date officielle de retour à l'école formelle	Niveau Primaire	Niveau Secondaire	Total
Mardi le 21 décembre 2021	24	6	30
Vendredi le 24 décembre 2021	11	19	30
TOTAL	35	25	60

Cette initiative porteuse d'espoir est à encourager dans les autres régions du programme. Les partenaires de mise en œuvre et les acteurs de l'éducation font de ce défi une préoccupation à adresser.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



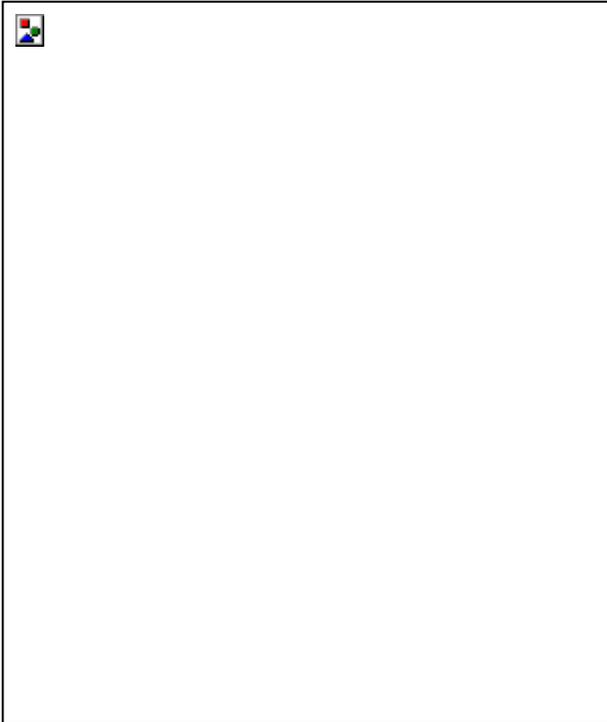
EMBED Paint.Picture

Cérémonie de retour de 60 adolescentes dans le système éducatif formel à Tillabéry, Crédit photo : ONG APPADN



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« j'ai 11 ans, j'étais en classe de Cours Élémentaire première année et j'ai dû arrêter les cours pour des raisons liées à mon statut

d'orpheline. Les filles de mon âge pour se moquer de moi, me disaient que je suis allée vers l'école. Je ne supportais pas ma situation de personne ayant abandonnée l'école. J'avais le sentiment d'être à l'écart de ma communauté et en même temps j'ai développé cette conviction de reprendre le chemin de l'école. Cinq ans après, j'ai eu cette opportunité de bénéficier des sessions de renforcement de mes compétences de vie dans l'espace sûr/illimin de ma commune Dargol pendant 7 mois. Aujourd'hui je suis parmi les filles éligibles pour retourner dans le système éducatif formel. Je suis heureuse et je promets que INCHALLAH, je vais faire de brillante études. Je profite pour dire ma reconnaissance au Programme Spotlight et à l'Union européenne qui pensent à nous les abandonnées en zone rurale »

Mise en place et fonctionnement des clubs santé scolaire et infirmeries scolaires pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents

Pour promotion la santé sexuelle et reproductive des adolescents et assurer une meilleure prise en charge de leur santé, le Gouvernement a pris un arrêté conjoint N°0316/MEN/MSP/P/AS du 02 Novembre 2021 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des Clubs de Santé Scolaires (CSS). L'arrêté est co-signé par deux membres de gouvernement doit être appliqué dans tous les établissements scolaires secondaires du pays. Il normalise les activités de CSS sur l'étendue du territoire et favorise l'appropriation nationale et la pérennisation. En 2021, ce sont six (06) CSS et cinq (05) infirmeries scolaires qui ont été mis en place dans les établissements scolaires des zones Spotlight. Les activités des six CSS ont touché 13 597 élèves dont 63 95 filles et 7202 garçons.

Pour intégrer le programme de l'Éducation à la Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes (ESRAJ) dans le curricula de formation au niveau des Écoles Supérieures de formation des professeurs des collèges et lycées, une mission s'est rendue à la Faculté de Sciences de



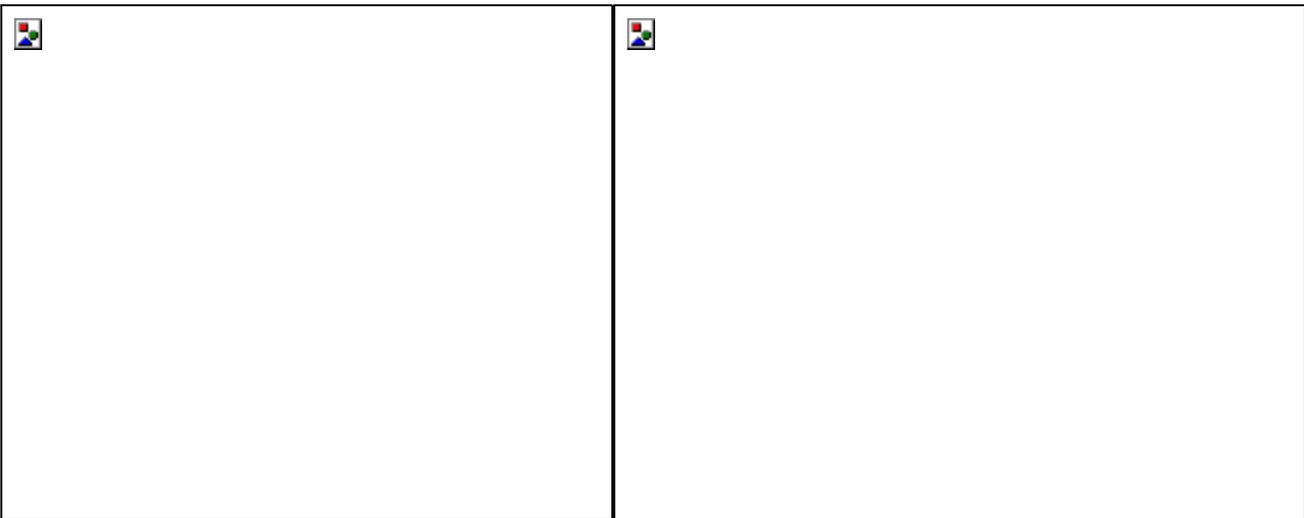
**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



l'Éducation des Universités de Zinder et de Tahoua et à l'Ecole Normale Supérieure de Niamey pour échanger sur les approches de l'intégration et les mesures pratiques à prendre.

Promotion pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) en milieu scolaire et communautaire

Concernant la promotion de la GHM, l'Initiative Spotlight a développé une approche à deux niveaux, à savoir la mobilisation des élèves dans les établissements scolaires et la mobilisation au sein des communautés. Au niveau des écoles, le Programme Spotlight a soutenu la construction de 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons respectant les standards pour assurer un environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école. Ce sont 27 nouvelles écoles ayant un effectif de 7 971 élèves dont 3 437 filles et 4 534 garçons de la région de Tahoua qui ont bénéficié de ces infrastructures. Il y a également le soutien à la formation / sensibilisation dans le cadre de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) et la distribution de 10 000 kits GHM dans 200 écoles des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder à travers le partenariat avec l'ONG SEPT. Les séances de sensibilisation ont permis d'améliorer le niveau de connaissance des filles sur la GHM. Pour preuve, l'évaluation réalisée avant l'intervention a montré que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une personne ayant déjà entendu parler de la GHM. Cette connaissance est plus importante dans les milieux urbains (ville de Maradi en particulier) que dans les zones péri-urbaines ou rurales. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la maison en cas d'apparition des règles. On constate qu'à Tahoua 67 sur 83 filles (soit 80%) rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles à Tahoua, Maradi et Zinder.



Les services hygiéniques réalisées par un groupe de femmes, attitudes et pratiques Crédit photo : UNICEF



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Au niveau de la communauté, des actions de sensibilisation ont été organisées en faveur de 40 cadres régionaux des services techniques déconcentrés, des communes cibles et des ONG des régions du programme Spotlight sur les GHM en vue de briser le silence et les tabous autour des menstrues et de contribuer au plaidoyer pour une meilleure prise en compte de la question dans les politiques sectorielles. Ces sensibilisations ont permis de toucher 2957 personnes (1023 hommes, 934 femmes, 682 garçons et 318 filles) qui ont vu leurs connaissances s'améliorer sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.

Pilier 4 : Des Services de qualité

Bien que la disponibilité des services ait été limitée en 2019 en raison de la pandémie de COVID, la situation s'est inversée en 2021 avec un accès accru aux services essentiels et une amélioration de la coordination entre les prestataires de services de prise en charge. En poursuivant son élan pour une prise en charge holistique effective des survivantes des VBG, l'Initiative Spotlight a appuyé la création d'un environnement propice pour le respect des principes de prise en charge des personnes survivantes dans les services essentiels.

Cette prise en charge holistique nécessite la disponibilité continue de ressources humaines spécialisées et qualifiées pour créer un climat de confiance entre les personnes survivantes de VBG et les prestataires de services et fournir des prestations de qualité dans le respect des quatre principes de prise en charge des VBG.

Renforcement des capacités du personnel des services essentiels

Sur la base des résultats obtenus en 2020, l'Initiative Spotlight a poursuivi les sessions de formation à l'attention des acteurs des services essentiels de prise en charge des personnes survivantes des VBG. Au cours de l'année 2021, les capacités de 40 responsables régionaux de la gendarmerie (commandant de légion, commandants de groupement et commandants d'escadron) au niveau des huit régions du pays ont été renforcées sur les VBG, les principes directeurs, l'audition des personnes survivantes des VBG et l'importance des données de qualité.

« La chose la plus importante que j'ai apprise grâce à l'initiative Spotlight, c'est l'importance de l'accueil sans discrimination des victimes des VBG. Maintenant, la police est devenue un point de référence pour les victimes de violence. Les victimes viennent ici et m'appellent »



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



« *Tantine* ». »

-Femme inspecteur de police-

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs





Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Session de formation des Officiers de Police Judiciaires de la Gendarmerie Nationale, Crédit photo : UNFPA



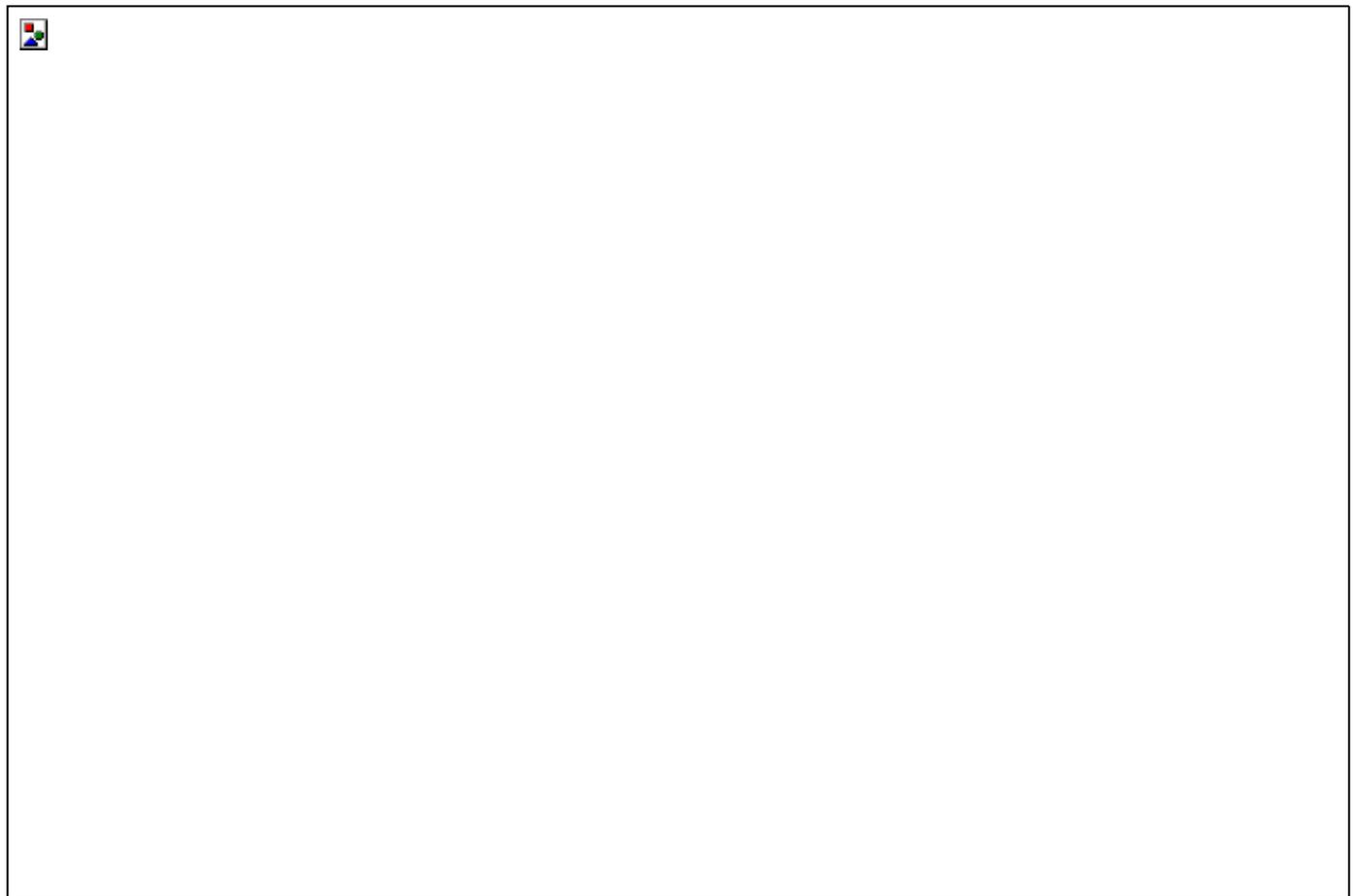
**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Les services sociaux

Les 36 services sociaux des quatre régions cibles de l'Initiative Spotlight et 15 centres d'écoute ainsi que les 131 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) dans les communes cibles ont des capacités accrues à travers les formations sur les VBG et recyclages dont ont bénéficié les travailleurs sociaux qui animent ces services.



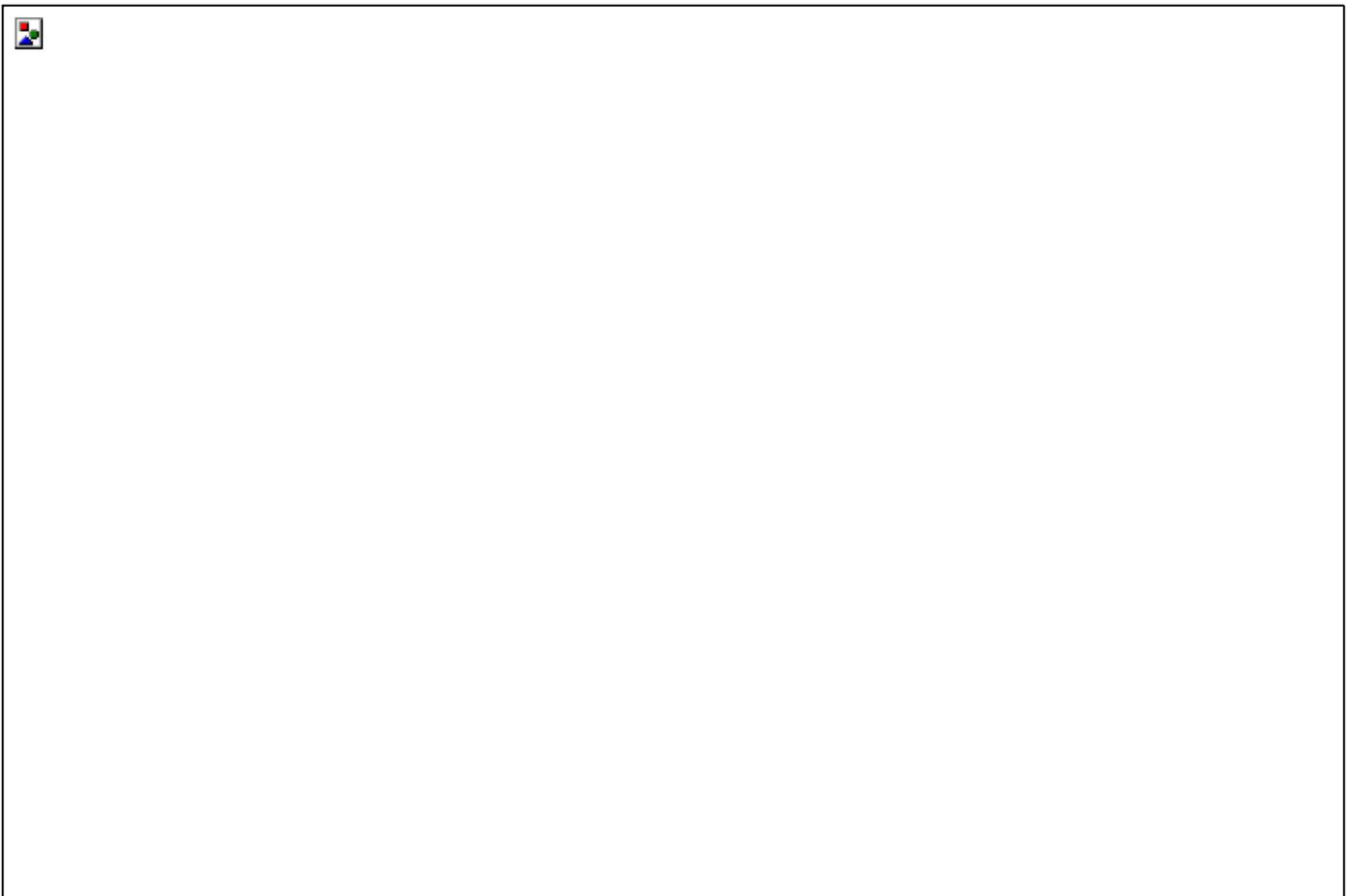
Monsieur Souley Abdou Malan Abba, Président du comité villageois de protection de l'Enfant/VBG avec son équipe – Commune de Magaria, région de Zinder. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

L'Initiative Spotlight a aussi renforcé les capacités de 20 travailleurs sociaux dont 10 femmes sur la prise en charge psychosociale des survivantes de VBG. Certaines communes ont des locaux à disposition pour servir de centres d'écoute qui ont reçu un appui pour être aménagés et répondre aux normes et standards en la matière avec le soutien du programme.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



A gauche, Madame Hanatou Moumouni, gestionnaire de cas au sein du Centre d'écoute des victimes de VBG logé au sein de la Direction régionale de Promotion de la Femme et de la protection de l'enfant, Maradi. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Dans la région de Maradi, un partenariat avec une ONG locale est en cours pour sensibiliser les communautés sur l'existence des centres d'écoute et les prestations qu'ils offrent. En 2021, les membres des CVPE et des centres d'écoute ont pris en charge 3 230 cas de VBG (117 cas de viol, 147 cas d'agressions sexuelles, 1157 cas d'agressions physiques, 617 cas de violences psychologiques, 349 cas de mariage d'enfants qui ont été annulés/reportés et 843 cas de déni de ressources) dont 117 cas graves (viols, agressions sexuelles) ont été référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice et la police.



**Initiative
Spotlight**

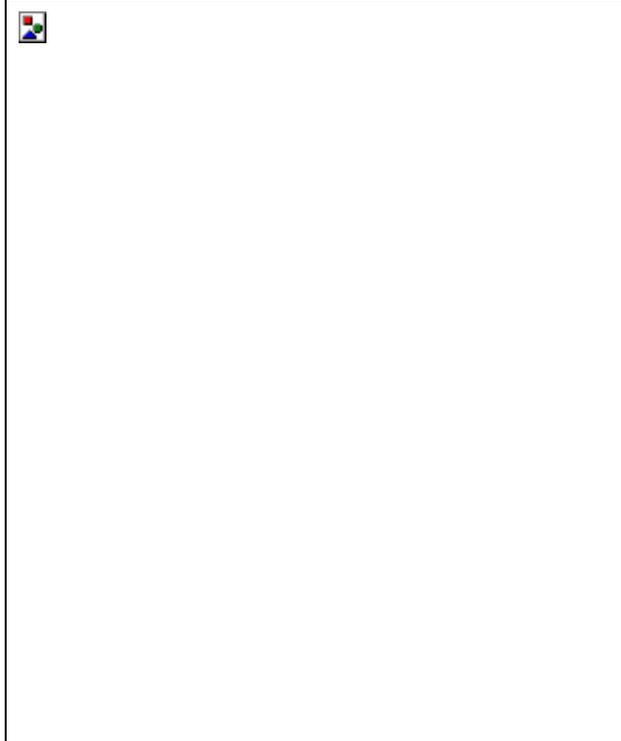
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



“Le changement majeur produit par l'initiative Spotlight a été de faire sortir une réalité qui était auparavant cachée. Les VBG étaient cachés dans la sphère domestique et les femmes ne faisaient pas confiance aux prestataires de services. Maintenant, les femmes savent mieux ce que sont les VBG et elles viennent dans notre salle d'écoute.”

-Travailleur social de la salle d'écoute de Zinder-

Témoignage recueilli dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



Accès aux services juridique et judiciaire, de la police et de la gendarmerie

Les 22 Cliniques juridiques installées au sein des 22 CSI ont continué la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes des VBG à travers de consultations et les sensibilisations sur les VBG et les voies d'accès aux services juridiques. A cet effet, ce sont 97 para-juristes communautaires dont 53 femmes qui ont vu leurs capacités renforcées sur les VBG et les mécanismes de référencement des survivantes de VBG. Ils ont permis à 187 143 personnes (50 474 hommes, 86 241 femmes, 26 381 filles et 24 047 garçons) d'être sensibilisées sur les VBG et les services essentiels disponibles dans les quatre régions Spotlight pour une éventuelle orientation en cas de VBG.



**Initiative
Spotlight**

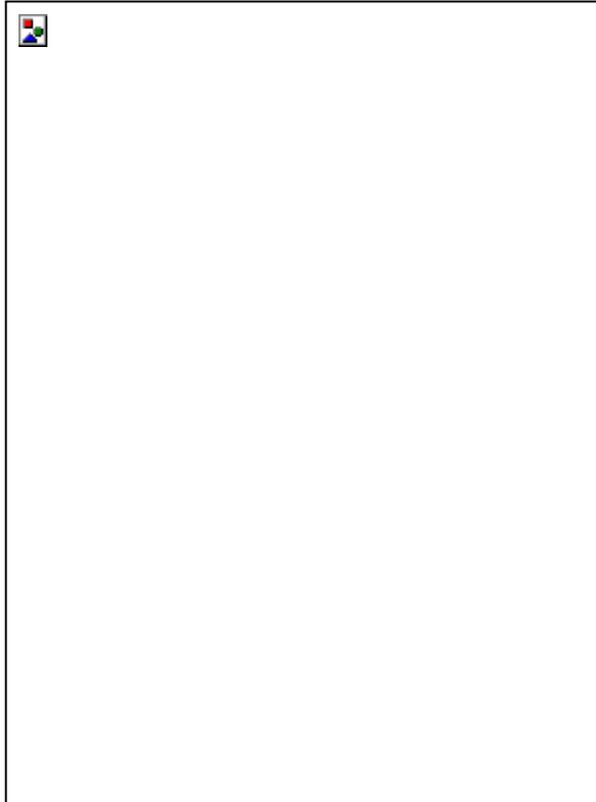
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



“Le changement majeur après les activités de sensibilisation menées par l'Initiative Spotlight au niveau communautaire est que les survivantes des VBG maintenant viennent d'elles-mêmes vers nous pour raconter leur histoire. Cela signifie qu'elles connaissent maintenant nos services et qu'elles nous font confiance.”

Para-justice communautaire de Zinder

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs



Pour l'année 2021, les cliniques juridiques ont fourni un support légal à 203 personnes et 153 cas de VBG (18 cas de viol, 39 cas d'agressions sexuelles, 23 cas de violences physiques, 09 cas de mariages forcés, 37 cas de violences psychologiques et 27) ont reçu une assistance juridique et 57 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 10 ont fait l'objet d'une décision de justice.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Nous accueillons positivement le programme Spotlight, à cause notamment des progrès enregistrés dans le signalement des cas de violence basées sur le genre dans les communautés. Auparavant, la majorité des cas qui surviennent dans les villages reculés de la région étaient réglés à l'amiable au sein des familles et à l'insu des Officiers de Police Judiciaire ou du Procureur. Avec les tournées régulières qu'effectuent les agents des cliniques juridiques dans les villages, des cas nous sont régulièrement signalés, parfois la survivante est même accompagnée jusqu'au Tribunal. Dans les cas où il y a une infraction pénale, la procédure judiciaire est immédiatement enclenchée. »

Monsieur Hama Iliyassou, Procureur de la République, région de Tahoua.

En vue d'améliorer l'offre de service aux personnes survivantes, le mécanisme de prise en charge de la Police et de la Gendarmerie a été renforcé par l'amélioration des lieux destinés à accueillir les survivantes de VBG. A cet effet, les locaux de la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs de la Police ont été réhabilités. La cellule dispose maintenant des bureaux spécifiques pour l'audition des survivantes de VBG avec toutes les commodités. Des toilettes séparées par sexe à l'usage des personnes survivantes sont construites et bien entretenues. Cela a contribué au respect de la volonté des personnes survivantes d'être seule avec le point focal VBG.

Ces actions ont eu pour effet de renforcer l'engagement des responsables auprès de points focaux et chefs de brigades pour plus de disponibilité, une meilleure qualité de leur prestation de services dans les respects des normes de SÉCURITÉ, CONFIDENTIALITÉ et RESPECT et des droits de l'homme lors des auditions des personnes sur les plaintes reçues aussi bien avec les survivantes que les agresseurs.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Nous avons de plus en plus de cas chez nous et les usagers ne manquent pas d'exprimer leur surprise agréable et nous disent de fois je ne savais pas qu'ici on traite bien les gens »

-Gendarme à la cellule centrale de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie nationale de Niamey -

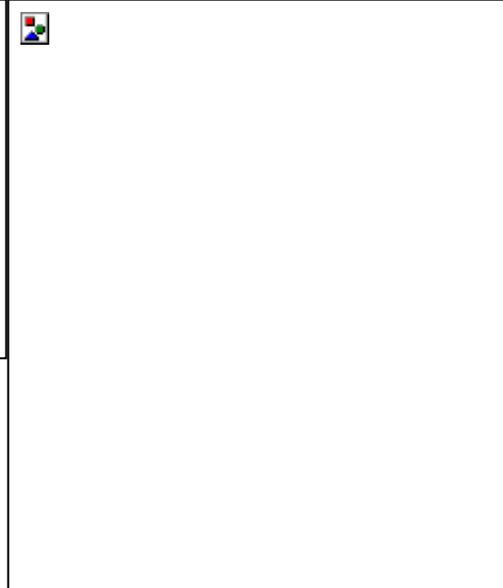
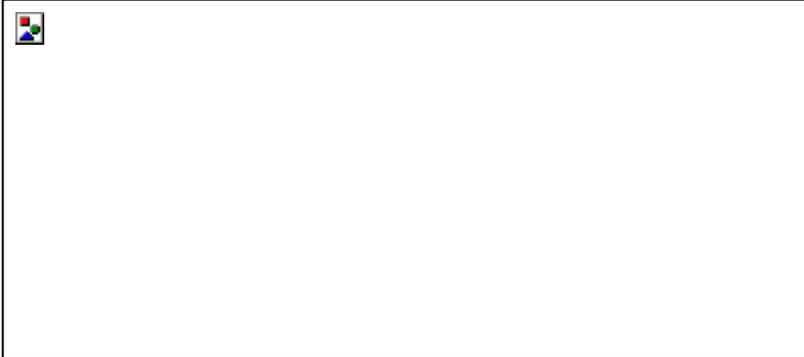
En 2021, ce sont 3399 cas de VBG (360 cas de viol, 116 cas d'agression sexuelle, 606 d'agression physique, 1113 cas de mariage forcé/ d'enfants, 840 cas de déni de ressources et 364 cas de violence psychologique) qui ont été pris en charge par ces deux cellules de protection des femmes et des mineurs.

La prise en charge des survivantes a aussi consisté en leur réinsertion économique pour les rendre plus autonomes économiquement dans la communauté. A cet effet, l'Initiative a développé une stratégie de réinsertion des survivantes de VBG. Pendant la période sous revue, un total de 600 survivantes a été réinséré économiquement avec des kits (500 ont reçu un kit animalier, 57 pour un kit de petit commerce, 32 pour un kit de transformation agro-alimentaire et 11 pour un kit de savonnerie-cosmétique) dont 74 femmes porteuses de fistule obstétricales traitées et guéries. Quatre types de kits ont été proposés aux survivantes. Il s'agit du kit animalier qui est composé de trois (03 chèvres et un bouc pour le petit élevage, et de deux (02) béliers pour l'embouche; du kit de petit commerce; du kit de transformation agroalimentaire et du kit de savonnerie-cosmétique.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Remise de kit animalier pour le petit élevage.Photo: ONG ADKOUL

Composition des kits individuels remis aux survivantes de VBG dans le cadre de la réinsertion socio-économique:

Sur la base de l'identification des besoins des bénéficiaires en matière d'activités génératrices de revenus (AGR), les partenaires de mise en œuvre ont développé quatre types de kits à remettre aux concernées.

Kit caprin : Le kit individuel « Caprin » est composé de :

- Trois (3) chèvres et un (1) bouc,
- Un d'aliment bétail pour trois (3) mois composé de son de blé (50kg), coke de niébé (50kg), Bloc à lécher (2kg) et abreuvoir et mangeoire
- Un service de santé animale (déparasitage et vaccination).

Kit petit commerce : Le kit individuel « Petit Commerce » est un lot de plusieurs articles de consommation quotidienne, demandés par les ménages. Il est composé de :

- Riz (25kg)
- Farine de Manioc (25 mesures)
- Sel de cuisine (25kg)
- Graines de soja (25 mesures)
- Huile DINOR (bidon de 5litres)
- Tomate Concentrée Moyenne (un carton de 12)



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



- Arôme MIMIDO (10 paquets),
- Savon de toilette (un carton de 48)
- Savon en poudre SO-KLIN (2 cartons de 150)

Kit Transformation agro-alimentaire : Il est composé de :

- Une (1) décortiqueuse d'arachide ;
- Une (1) presse à l'huile ;
- Deux (2) sacs d'arachide non décortiquée.

Kits de fabrication du savon solide, savon liquide, pommade, parfum liquide, l'encens traditionnel:

- Produits de fabrication : -pâte 1 kg, - soude caustique 1 kg, - colorant 250 FCFA, - sel ½ kg ; - 1 densimètre gradué ; - 12 litres huile de palme ; - ½ litre acide citronnelle ; -1/2 kg silicate ; -1/2 litre acide sulfurique ; ½ litre peroxyde d'hydrogène ; ¼ de parfum concentré ; 1 kg de bicarbonate ; 1 kg de parfum en bois (Sandal bangui), 2 litres eau de Cologne ; parfum aromatique ; 1 paquet farine sandal ; 1/4 farine de farami "garin fartché" ; 1 paquet de l'eau de cologne lovelia (contenant 6 tubes) ; 1/2 litre leylatoul sahara ; 1 litre d'huile de vaseline ; 1/4 de bougie ; 1 kg de pâte vaseline pétroline ;
- Matériels de fabrication : 1 Table de coupe ; 2 moules ; 2 grandes bassines ; 3 seaux en plastique possédant chacun un couvercle ; 1 fourneau ; 2 marmites N°5 ; 2 spassil "Moutchia" ; 2 tamis ; 5 petites louches ; 1 paire de gants en caoutchouc ; 1 masque ; 1 blouse comme tenue de travail.

Avant la remise des kits aux survivantes, leurs capacités ont été renforcées en développement personnel, en entrepreneuriat et gestion d'AGR. Pour celles ayant reçu le kit animalier, le renforcement des capacités a porté sur la conduite d'activité d'élevage de petits ruminants des capacités a porté sur la conduite d'activité d'élevage de petits ruminants.

Des investissements communaux ont été réalisés à travers l'installation de 16 plateformes multifonctionnelles (PTFM) dans 16 villages avec la mise en place et la formation des membres des comités de gestion assurées par les Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Chaque comité de gestion est composé de huit (08) membres dont trois (03) commissaires aux comptes qui sont élus en assemblée générale villageoise. Ces PTFM ont permis d'insérer environ 100 survivantes par région soit un total de 400 survivantes.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Le comité de gestion de la plateforme multifonctionnelle de Founkoye (Région de Tahoua) a permis aux femmes veuves pour la plupart d'améliorer leurs revenus et prendre en charge leurs familles. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG (CRMVBG)

Pour accroître l'accès des personnes survivantes à des services de qualité, l'Initiative Spotlight a opté de mettre en place des services de prise en charge holistique dans lesquels tous les services essentiels se trouveraient dans un même lieu. Cela facilitera une prise en charge complète et intégrée des personnes survivantes de VBG. Il avait été prévu la mise en place de quatre centres de prise en charge holistique en raison d'un centre par région d'intervention de l'Initiative Spotlight.

Sur les quatre centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique, seulement celui de Tillabéri est fonctionnel depuis 2020. Ce centre a reçu la visite de Madame



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



l'Ambassadrice de l'Union Européenne, de Monsieur le Secrétaire Général Adjoint du MPFPE et des responsables des agences du Système des Nations Unies le 27 Juillet 2021. Cette mission avait pour but de remettre des matériels pour la prévention COVID-19 aux partenaires de mise en œuvre et de s'acquérir des résultats des interventions réalisées dans la région de Tillabéri en visitant la plateforme multifonctionnelle, le centre de prise en charge et en échangeant avec les groupements féminins. A la fin des visites des sites, il a été recommandé de renforcer la communication et la visibilité du Programme en assurant une bonne application des directives de visibilité sur le terrain et de désigner une seule structure faisant le référencement dans une localité donnée au niveau du dispositif communautaire.

Pour rendre opérationnels les autres centres, une mission d'évaluation des besoins de réhabilitation a été organisée pour Maradi et Tahoua. Ainsi, les travaux de réhabilitation et d'équipements des bâtiments mis à la disposition par le MPFPE ont été réalisés. Il ne restait qu'à les rendre fonctionnels. A cet effet, une mission conjointe pour organiser les services des CRMVBG a été organisée aux centres de Maradi et de Tahoua avec la participation du MPFPE, les agences des Nations Unies (ONUFEMMES, UNICEF), les ministères de la justice, de l'Intérieur, de la Défense, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, les ONG partenaires (SOS FEVV, ADKOUL, SongEs, ADEL Espoir), ANAJJ et l'Unité de Coordination Spotlight.



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



A Zinder, le centre régional de prise en charge holistique des survivantes de VBG situé dans le quartier Sabongari a été réhabilité en juin 2021 dans le cadre du programme Spotlight. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Mission d'organisation des services et d'élaboration des Procédures opérationnelles standard pour CRMVBG de Maradi et Tahoua

Après les travaux de réhabilitation des centres régionaux multifonctionnels de Maradi et Tahoua, il restait leur fonctionnement pour assurer la prise en charge des personnes survivantes de VBG. Pour ce faire, une mission conjointe conduite par le MPFPE avec tous les acteurs intervenants dans la prise en charge a été organisée du 14 au 18 décembre 2021 à Maradi et du 20 au 24 décembre 2021 à Tahoua.

L'objectif général de cette mission était de procéder à la mise en place des cadres référent pour le fonctionnement des deux centres. De manière spécifique, il s'agissait de :

- Visiter les bâtiments des deux centres et procéder à l'organisation des services



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



conformément aux 4 principes

- Elaborer en exercices participatifs avec tous les acteurs, les procédures opérationnelles standards pour le fonctionnement de chaque centre avec détermination des responsabilités et engagements pour chaque partie prenante
- Faire une simulation de la fonctionnalité de l'organisation des services et des procédures opérationnelles standards

Les travaux ont réalisé en trois phases :

- Les participants ont procédé à une visite des services disponibles dans les centres de prise en charge pour voir l'organisation des services.
- Ensuite, une description des services ainsi que les équipements disponibles et nécessaires pour le fonctionnement de chaque service. En ce qui concerne le fonctionnement des centres, il était question de l'heure d'ouverture et de fermeture des centres. L'option de 24 heures sur 24 et de 7 jours sur 7 a été retenue avec la mise en place d'un système de permanence pour le fonctionnement en continu des services centres. Toutefois, le service « Réinsertion socio-économique » sera ouvert de 8H à 13H du Lundi au Vendredi
- Une simulation a été réalisée pour mettre les participants dans des situations réelles de fonctionnement avec des faux survivants. Cet exercice a permis de réorganiser les services dans un même bloc et d'augmenter le nombre de service d'accueil/attente/gestionnaire des cas, de changer l'appellation de certains services et la mise en place d'un espace de jeux pour les enfants accompagnant les survivantes de VBG.

Les principales recommandations sont :

Recommandations d'ordre général

- Faire la restitution des ateliers
- Plaidoyer (Lettres de requête, Communication au Conseil de Cabinet) pour mise à disposition des personnels au niveau des RVBG :TS, Médecins, Sages femme, infirmiers, Assistant juridique, psychologue, Officiers de Police Judiciaire, hommes de garde, Ingénieurs des Travaux Statistiques / Ingénieurs des Pratiques Statistiques)
- Elaboration et adoption d'un arrêté portant création des CRMVBG de Maradi et Tahoua
- Approbation de l'organisation des services au niveau des CRMVBG en vue de la restructuration des services (supprimer les caméras de surveillances)
- Réhabilitation complémentaire (Construction d'un couloir de passage entre le bureau du Département, d'un mur à partir de la case de passage jusqu'à l'administration Maison de la femme pour séparer le centre du foyer féminin, d'un hangar pour le poste de garde au niveau de la guérite à l'entrée)

Recommandations spécifiques

- Acquisition des équipements, matériels (2 motocyclettes, kits d'équipements médicaux),



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- produits pharmaceutiques
- Produire des affiches sur formats A3 contenant les renseignements sur les quatre principes établis pour guider la gestion du CRMVBG
 - Produire des dépliants servant de cartographies aux CRMVBG pour mieux informer et sensibiliser sur les services offerts
 - Formation du personnel dans les différents domaines des services des CRMVBG
 - Appuyer le plaidoyer auprès du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du Niger pour prendre en compte la provision en alimentation des CRMVBG
 - Plaidoyer pour la création et l'équipement des espaces récréatifs pour les enfants
 - Plaidoyer pour l'établissement de partenariat avec les ONG/Associations pour la réinsertion socioéconomique des personnes survivantes
 - Plaidoyer pour la création d'une ligne verte pour le CRMVBG.

Ces missions ont permis d'aboutir à des conclusions consensuelles sur l'organisation et le fonctionnement de ces deux CRMVBG. Les principaux résultats obtenus sont la concentration de onze (11) services dans un même bloc pour le respect des quatre principes de prise en charge des VBG : *Service réception et attente, Service des investigations, Service psychologique/Psychosocial, Service d'Accueil/Orientation/Gestion des cas, Service Santé, Service Gestion des données, Service Assistance Juridique et judiciaire, Service hébergement, Service insertion socio-économique, Cuisine, Responsable administratif du CRMVBG*. L'un des livrables importants de ces missions est l'élaboration d'un document de Procédures Opérationnelles Standard de fonctionnement des CRMVBG

Quant au CRMVBG de Zinder, il a aussi été réhabilité et équipé. Il ne reste que son fonctionnement avec la mise à disposition du personnel.

Pilier 5 : Données de qualité

Le Niger est confronté aux défis multiformes de violences basées sur le genre qui renforcent la vulnérabilité de certaines couches de la population, notamment les femmes et les filles. Dans la déclaration de politique générale, le Gouvernement entend prendre des actions vigoureuses pour améliorer le cadre réglementaire et juridique en matière de prévention et de réponse à ces violences basées sur le genre. Cependant, les besoins d'informations fiables et à jour deviennent préoccupants pour comprendre l'évolution et les facteurs explicatifs des VBG afin d'orienter les politiques gouvernementales en matière de la promotion des droits des femmes et des filles. La

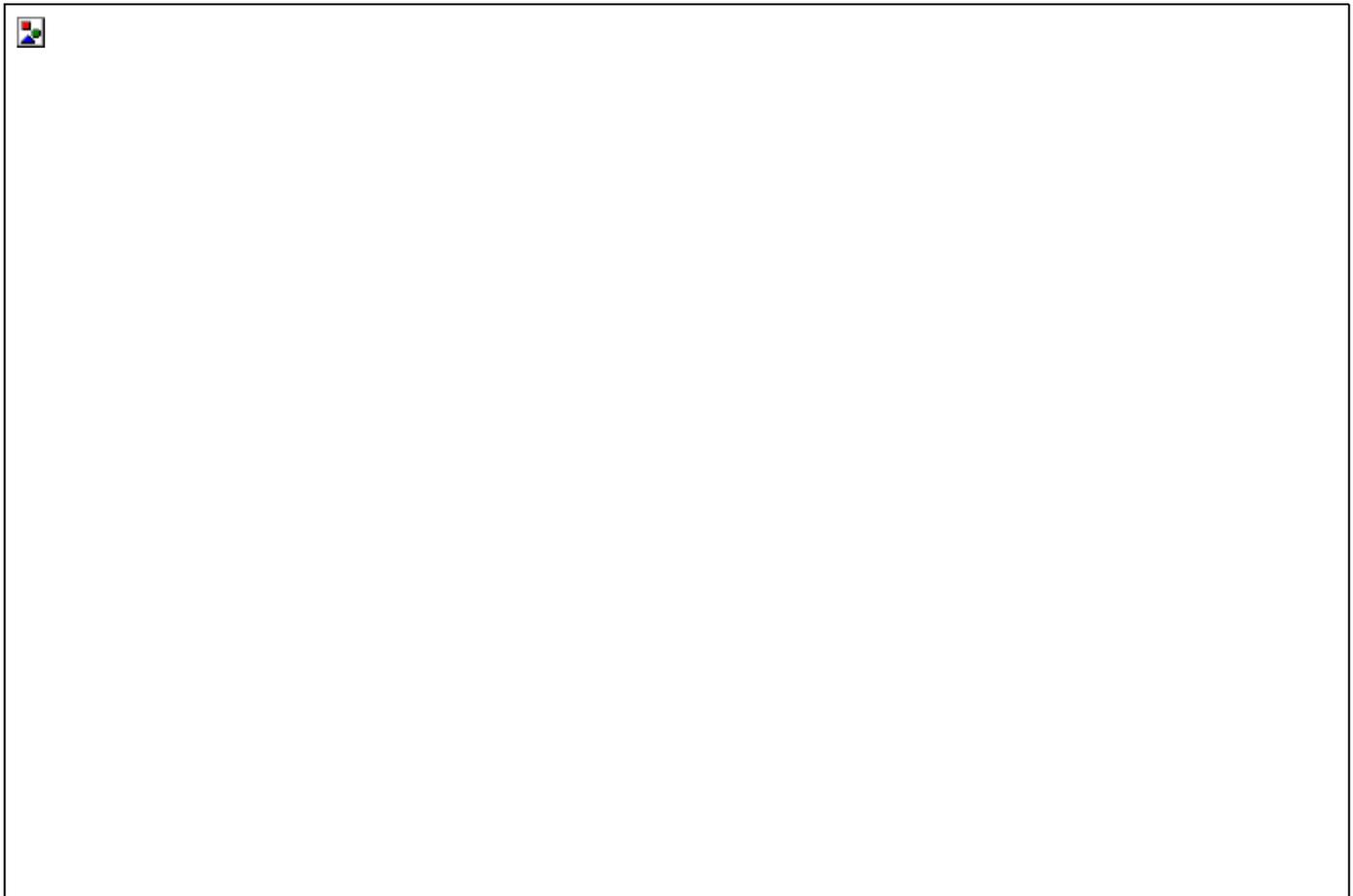


**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



dernière opération d'envergure nationale a été réalisée en 2015. Ces données sont aujourd'hui caduques avec la survenue de la pandémie de la COVID-19 en 2019 qui a entraîné une augmentation des cas de VBG en fonction de la typologie. Les besoins de données d'enquête pour identifier l'ampleur et les déterminants des VBG nécessaires pour redéfinir/reformuler les politiques publiques et les programmes pour répondre à cet éventuel accroissement des cas de violences.



Au niveau communautaire, les comités villageois de protection de l'enfant et de lutte contre les VBG tiennent des registres à jour pour recenser les cas de violence les plus fréquents qu'ils identifient, y compris ceux qui sont référés aux services compétents.
Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Afin de relever les défis d'actualisation des données sur les VBG, l'Initiative Spotlight a réalisé une enquête d'envergure nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG dans le contexte de la COVID-19 qui a permis de disposer des données actualisées et fiables sur les VBG. Cette opération a combiné les approches quantitative et qualitative. L'enquête par sondage a porté sur un échantillon de 2348 ménages sélectionnés de façon aléatoire dans lesquels 5 958 individus



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



éligibles (10 à 59 ans pour les femmes et de 10 à 69 ans pour les hommes) ont été interrogés dans les huit (8) régions du pays. Le volet qualitatif, quant à lui, a consisté en la réalisation de 23 entretiens semi-structurés avec les responsables des services impliqués dans la prise en charge (psychologique, sanitaire et juridique), 64 discussions de groupe avec les hommes, les femmes et les jeunes ainsi que 17 récits de vie avec des survivant-e-s. Les résultats obtenus indiquent que les femmes restent dans l'ensemble les plus touchées par le phénomène. Ainsi, la prévalence globale des VBG au cours de la vie est de 29,0% avec des disparités par région et par sexe (38,2% chez les femmes et 16,3% chez les hommes). Les principaux déterminants globaux des VBG chez les femmes sont la région de résidence, le milieu de résidence, l'alphabétisation et le niveau de vie du ménage. Chez les hommes, les principaux facteurs qui déterminent les VBG sont le groupe d'âges, la région de résidence et le milieu de résidence. Concernant la qualité des services de prise en charge des VBG, l'étude a montré que l'assistance psychosociale est assurée sans nécessairement une forme appropriée ou une bonne maîtrise des procédures opérationnelles standards.

Par rapport à l'adéquation des services de prise en charge socioéconomique offerts aux attentes et besoins des populations, ces dernières estiment que les montants mis à disposition des bénéficiaires leur semblent toujours limités pour assurer une autonomisation. En revanche, les formations qui leur sont offertes leur permettent de mener des activités agro-pastorales. Ces principaux résultats mettent en relief plusieurs défis qui peuvent donner lieu à des recommandations⁷. Les défis majeurs concernent la nécessité de prévenir les cas de VBG, la lutte contre l'impunité, l'assistance aux survivant-e-s, la prise en charge holistique des cas selon les procédures harmonisées et la coordination multisectorielle.

Les résultats de cette étude ont contribué à produire des données probantes sur les types de VBG, ses causes profondes, les lacunes existantes dans les services de réponse et les besoins spécifiques des femmes et des filles affectées par les VBG. Les conclusions de cette étude ont permis d'informer les stratégies du programme mais ont également servi de document d'orientation pour un grand nombre d'acteurs opérant dans ce domaine.

En plus de ces métadonnées, la disponibilité de données de routines de qualité est primordiale pour mesurer l'incidence des VBG. Cette disponibilité passe nécessairement par un renforcement du système de collecte de données de routine. A cet effet, l'Initiative Spotlight s'est inspiré du modèle de GBVIMS pour développer un dispositif de collecte et d'analyse des données recueillies par les acteurs de prise en charge des VBG. Ainsi, un système harmonisé de collecte de données

⁷ Pour plus amples informations, prière se référer au rapport de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger réalisée en 2021.



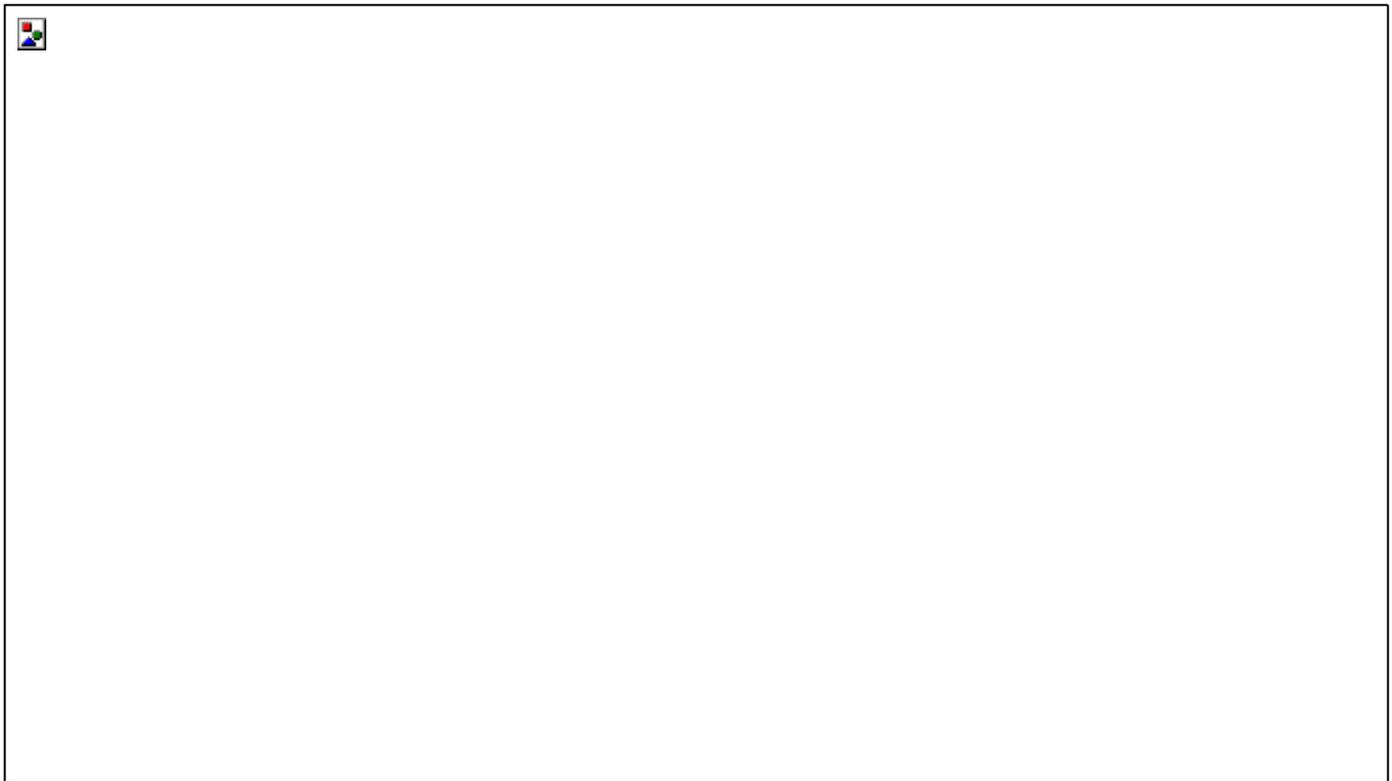
**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



sécurité est mis en place au niveau de la Police et de la Gendarmerie nationale grâce au partenariat établi avec ces deux institutions depuis 2020.

L'opérationnalisation de ce système repose essentiellement sur un renforcement continu des capacités des responsables de collecte en tenant compte des principes d'éthique et de sécurité à toutes les étapes du processus qui se représente comme ci-dessous :



La première étape consiste à l'analyse des données et des outils de collecte. Elle permet aux membres des cellules de protection de la Police et de la Gendarmerie de s'approprier les outils de collecte et de procéder un contrôle de qualité des données pour une analyse en fonction des indicateurs retenus.

La deuxième étape est relative à la corrélation entre les infractions pénales et les incidents VBG. Il s'agit de voir la correspondance entre les incidents de VBG et les textes légaux pour une fin de poursuite judiciaire des violences faites aux femmes et aux filles. Une fois les liens sont établis, une validation des outils est nécessaire.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



L'élaboration d'une fiche hard de collecte des données est la troisième étape. A ce niveau, une revue de tous les indicateurs pertinents à collecter est réalisée afin d'avoir un large éventail de données pour informer l'incidence.

Quant à l'étape 4, il s'agit de la complétude de la fiche de collecte des données et digitalisation du système de collecte de données. Un contrôle de qualité est nécessaire pour vérifier si toutes les informations à collecter sont indiquées sur la fiche de collecte avant de procéder à sa configuration sur le smartphone en vue de faciliter la collecte.

Enfin la dernière étape consiste à la collecte, la production et le partage des données. Une fois que la complétude est prouvée, les agents des brigades collectent les données auprès des survivantes reçues dans les cellules de protection et ils font l'analyse des informations collectées avant de les partager à leur hiérarchie.

Pour renforcer ce système de collecte des données de routine sur les VBG, un pool de formateurs de 22 personnes de la Police et de la Gendarmerie a été formé sur la collecte, le traitement et le partage des données. Ce pool de formateurs a contribué au renforcement des capacités de 134 points focaux commandants de brigades de la Police et de la Gendarmerie des régions de Tahoua et de Zinder sur le système numérique de collecte des données. Deux missions de sensibilisation des cadres régionaux de la police et de la gendarmerie ont été effectuées et 46 acteurs de la lutte contre les VBG des régions de Tahoua et Tillabéri ont été formés sur la collecte des données conformément au GBVIMS. Les agents des cellules de protection de femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie ont été outillés à l'utilisation des smartphones pour la collecte des données VBG. Toutes les brigades des régions de Tahoua et Zinder (phase pilote) ont été dotées de tablettes, d'ordinateurs et imprimantes afin de produire les données VBG et disponibles à temps réel.

« Aujourd'hui, grâce à la formation reçue par l'initiative Spotlight, je suis en mesure de classer les différents types de VBG. Avant, par exemple, je ne savais pas que des crimes tel que le "détournement d'enfant" pouvait cacher une forme de violence. »

-Point focal FDS de la gendarmerie -

Témoignages recueillis dans le cadre du suivi et de l'évaluation participatifs

Pilier 6 : Organisations féminines



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



La cartographie des organisations intervenant sur la promotion et les protections des droits des femmes a été mise à jour avec l'intégration de 23 nouveaux groupements féminins. A ce jour, la base de données compte 224 organisations dont 152 organisations féminines et 19 de jeunes. Un livret pédagogique sur la protection des droits des défenseurs des droits des femmes et des filles a été élaboré. C'est un ensemble de textes de lois sur le genre et les VBG. Compte tenu de la complexité de cette action, les défenseurs des droits des femmes et des filles sont exposés à des menaces, à des griefs et à des agressions. Dans l'exercice de leur fonction, cet outil de protection a été produit pour leur permettre d'exercer correctement leurs fonctions.



A Tahoua, le GIE Kossom qui a reçu un appui en renforcement de capacité en gestion associative et en plaidoyer contre les VBG dans le cadre du Programme Spotlight, emploie des femmes vivant avec un handicap, pour lutter contre le stigma et les discriminations. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Aussi, l'engagement des jeunes en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes au Niger s'accroît. Le Programme Spotlight a permis à 70 jeunes membres des réseaux d'organisation de jeunes et de femmes de renforcer leurs capacités en communication, plaidoyer



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



et technique d'argumentaire efficace afin d'augmenter leur pouvoir d'influence auprès des décideurs et des membres de la communauté pour mettre fin aux VBG. Lors de la célébration des 16 jours d'activisme 2021 dont le thème a porté sur " Orangez le monde : Mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes et des filles, les jeunes hommes et femmes ont réaffirmé leurs engagements pour la réalisation des droits des femmes et des filles au Niger à travers une vidéo produite et diffusée à travers les réseaux sociaux avec l'appui du MPFPE.

Lors de la célébration du 8 mars 2021, les femmes leaders en partenariat avec le MPFPE ont organisé une conférence débat sur le thème : « **Participation pleine et effective des femmes à la prise de décision dans la sphère publique, élimination de la violence, réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles.** » La conférence débat a mobilisé *au total trois cent (300)* participants et participantes dont : 45 hommes, 132 femmes et 123 jeunes filles âgées de moins de 35 ans. Il faut préciser que la conférence débat a été honorée par la participation de quatre (4) femmes députées ou parlementaires. Les obstacles à la prise de décision au niveau des femmes ont été identifiés et des solutions ont été proposées pour les adresser. Le MPFPE qui avait l'organisation de cette initiative les a enregistrés pour les intégrer dans les documents politiques, les stratégies et les plans d'action en matière de genre qui seront révisés en 2022.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Photo de famille de la conférence-débat, Photo Crédit ONUFEMMES

Le 3^{ème} Sommet des filles africaines s'est tenu 16 au 18 novembre 2021 à Niamey sur le thème : « Arts, culture et patrimoine : leviers pour construire l'Afrique que nous voulons » où il existe une interaction entre la culture, les droits de l'homme et la responsabilité dans les efforts visant à éliminer les pratiques néfastes. L'objectif de ce sommet était de fournir une plate-forme pour le partage des bonnes pratiques, des preuves et des données afin de réorienter et de galvaniser l'action vers l'élimination des pratiques néfastes en Afrique. De manière spécifique, le sommet visait à :

- Convoquer une plate-forme pour partager les progrès, les défis et mobiliser une action concertée pour accélérer l'élimination des pratiques néfastes en Afrique afin de réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), de l'Agenda 2040 de l'UA et des objectifs mondiaux de développement durable ;
- Faire le point et donner suite aux recommandations du 2^{ème} Sommet des filles pour les relier aux résultats du 3^{ème} Sommet des filles ;
- Solliciter des recommandations, avec des jalons et des preuves clés, pour éclairer le 3^{ème}



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Sommet des filles africaines et la feuille de route sur l'autonomisation des filles, ainsi que les décisions et actions de l'Union africaine pour mettre fin au mariage des enfants et aux mutilations génitales féminines ;

- Contribuer au renforcement des efforts visant à réaliser l'aspiration 6, priorité 6.1.2 de l'Agenda 2063 sur « La violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles » et appelle à l'éradication de « ... toutes les formes de violence sexiste et de pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles, en particulier les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines ».

Le Sommet accueilli par le Gouvernement nigérien, a vu une participation virtuelle et physique rassemblant plus de 1 500 participants de 35 États membres de l'Union africaine, y compris des jeunes, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des universitaires, des experts, des dirigeants traditionnels et religieux et du personnel de l'UA. Cette rencontre a pris par l'adoption de douze déclarations d'engagement intitulées « Appel à l'action et engagement de Niamey pour éliminer les pratiques néfastes » destinées aux gouvernements des États membres de l'UA et à toutes les parties prenantes.

Pour contribuer à la réduction de la vulnérabilité des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale ainsi que leurs mères, 50 motos tricycles ont été offerts à la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH) pour les régions de Zinder (17), Maradi (18), Tillabéri (7) et Tahoua (8) afin d'assurer la prise en charge de 300 enfants victimes d'Infirmité Motrice Cérébrale en frais de déplacement vers les centres de santé, en achat des médicaments, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance. De même, ces enfants ont bénéficié d'une facilitation d'accès aux établissements scolaires. La vidéo de la cérémonie de remise est en ligne sur le compte YouTube du PNUD Niger : <https://bit.ly/3MgGTy9>



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Tricycles offerts à la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées Crédit PNUD

Reporting on SRHR:

Prévention du VBG

- Lors de l'animation des sessions modulaires dans les espaces sûrs et au cours des causeries éducatives, des modules portant sur la santé sexuelle et reproductive sont dispensés par des animatrices et animateurs formés. Ce qui renforce les connaissances des participants/tes, ainsi que les membres de la communauté sur, non seulement, la nécessité de la fréquentation des structures sanitaires par les femmes et les filles, mais aussi l'importance de la planification familiale pour une meilleure santé des enfants et des femmes. Les objectifs sont atteints, au vu de l'engagement des communautés qui se sont mobilisées pour construire, elles-mêmes, des salles de suite d'accouchement dans les centres de santé (45% des villages cibles) pour permettre aux femmes ayant accouché de rester sous l'observation du médecin quelques jours avant de rejoindre son domicile. Ces communautés se sont organisées pour mettre en place une procédure qui permet de sanctionner les hommes qui laissent leur femme accoucher à domicile. Les chefs des centres de santé (plus de 90%) ont affirmé avoir une augmentation significative des formations sanitaires par les femmes. En outre, les filles conscientes se présentent au moment où les centres de santé sont moins fréquentés pour aller échanger avec la



sage-femme sur les moyens contraceptifs.

Le programme Spotlight a contribué à la sensibilisation des élèves de 200 écoles sur pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), la distribution de 10 000 kits d'hygiène et la construction de 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons et 54 dispositifs de lavage des mains. Une évaluation pré-intervention réalisée par l'ONG de mise en œuvre a relevé que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une personne ayant déjà entendu parler de la GHM. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la maison en cas d'apparition des règles. On constate que dans certaines régions se sont 80% des filles qui rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles.

Services

- Dans le cadre de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, l'Initiative Spotlight a appuyé la mise en place de six (06) Clubs de Santé Scolaires et cinq (05) infirmeries scolaires qui ont été dotés de matériels de communication pour renforcer les capacités de communication lors des assemblées générales

Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs Direct pour	Directs pour 2021	Indirects pour 2021	Commentaires / Justifications
Femmes (18 ans et plus)	68 717	336 887	Les actions de mobilisation sociale se sont déroulées normalement en raison de l'allègement des mesures de regroupement et de voyage qui étaient mises en place pendant l'épidémie de COVID-19 en 2021.
Filles (5-17 ans)	51 831	199 116	
Hommes (18 ans et plus)	49 112	231 007	
Garçons (5-17 ans)	36 415	163 999	
TOTAL	206 075	931 009	

Liste des livrables obtenus durant la phase 1



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Livrables	Responsables
Un centre régional multifonctionnel de prise en charge holistique de VBG opérationnel à Tillabéri.	MPFPE/UNFPA
Les modules sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux pour les officiers de polices judiciaires de la police et de la gendarmerie, sont disponibles	UNFPA
Le système d'Information et de Gestion des données VBG au niveau de la Police et de la Gendarmerie à partir de KOBO est opérationnel	UNFPA
Le rapport de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG 2021 est disponible	UNFPA
Les modules pour le renforcement des compétences des adolescentes déscolarisées et non scolarisées dans les espaces sûrs/Ilimin intégrant les VBG sont disponibles	UNFPA
Le guide pratique de sensibilisation des élèves leaders pour la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu scolaire est disponible	ONUFEMMES
Les modules de formation sur la GHM et notions sur la violence sont disponibles	ONUFEMMES
Un outil d'animation des "Labo GHM" traduit en Zarma et Haoussa : La roue des menstrues est disponible	ONUFEMMES
La résolution des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre est disponible	MPFPE/ONUFEMMES
La directive pour la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre est disponible	Ministère du Plan/ ONUFEMMES
Le guide méthodologique pour la pratique de la planification et de la budgétisation sensible au genre au Niger est disponible	Ministère du Plan/ ONUFEMMES
Le rapport de l'étude sur les discriminations croisées est disponible	UNDP
Le rapport narratif de progrès et financier du Programme 2019 est disponible: https://bit.ly/3Hh9SP4	Coordination/Agences
Le rapport narratif de progrès et financier du Programme 2020 est disponible: https://bit.ly/3423ZH9	Coordination/Agences
Le Plan Intégré Suivi et Évaluation du Programme	Coordination/Agences



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Les comptes rendus des réunions des comités techniques et de comité de pilotage sont disponibles	MPFPE/Coordination
La stratégie de communication pour le changement de comportement est disponible	UNICEF
La stratégie pour la réinsertion socio-économique des survivantes des VBG est disponible	MPFPE/UNDP
La cartographie des ONG et Associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les VFFF est disponible	ONUFEMMES
Trois Outils de communication : Article "Taximan Ambassadeurs" ; Jingle campagne 16Jours d'activisme ; Vidéo d'engagement des jeunes, Photo report	ONUFEMMES
Le module de formation sur le théâtre interactif est disponible	MPFPE/UNICEF
Les paquets d'outils pour le renforcement des capacités des acteurs des OSC (1livret d'informations sur les VBG, 1affiche sur les principes directeurs en matière de VBG et une affiche sur les types de violences)	ONUFEMMES
Le livret pédagogique à l'endroit des Défenseurs des Droits Humains est disponible	ONUFEMMES
Film de sensibilisation sur la violence basée sur le genre et le Handicap	UNDP
Les Cliniques juridiques sont mises en place et opérationnelles	UNDP
Le système d'Information et de Gestion des données sur l'assistance juridique et judiciaire des cas de VBG à partir de KOBO est opérationnel	UNDP

Défis et mesures d'atténuation

Défis	Mesures de mitigation
Faible appropriation des parties prenantes (Ministère, structures régionales, OSC)	<ul style="list-style-type: none"> • Implication dans la gestion du plan de travail (participation aux réunions de coordination, aux visites de terrain) • Elaboration d'un plan de durabilité (rôle



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



	des parties prenantes à la clôture du programme)
Faible fonctionnement des organes de gouvernance du programme	<ul style="list-style-type: none">• Fixation de la périodicité et du nombre de réunion de comité technique et de pilotage• Renforcement des réunions de coordination au niveau national et régional <p><i>Pour rappel, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, chapeaute le programme et la ministre copréside le Comité de Pilotage (COPIL) (le plus haut organe de gouvernance de l'Initiative Spotlight au Niger) et le comité technique avec la Coordinatrice Résidente (CR) des Nations Unies.</i></p>
Non-respect de la visibilité et des engagements du plan de communication du programme	<ul style="list-style-type: none">• Elaboration d'un plan de communication et de visibilité du programme en lien avec le chronogramme des activités prévues• Renforcement des capacités des acteurs sur les procédures de branding et de communication du Programme
Faible coordination et synergie des actions des différents piliers	<ul style="list-style-type: none">• Renforcer l'approche de travail conjointe• Elaboration de la matrice RASCI (identification des actions conjointes, échelonnement des tâches, responsabilités des acteurs, délai d'exécution)• Fusion des piliers 1,2 et 5 pour une meilleure concentration des activités.

La restructuration des ministères et la mise en place de la nouvelle équipe, par suite des élections de 2021, ont perturbé le calendrier d'exécution des activités car le personnel en attente d'affectation ne pouvait plus engager des dépenses pendant cette période. Il y a eu donc un ralentissement du fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée pendant plusieurs mois. Les risques de mise en œuvre des activités ont été réduits par la contractualisation directe avec les acteurs de mise en œuvre sur le terrain dans les régions à travers les Facom.

Les inondations et la gestion des épidémies de choléra et méningite ont retardé la mise en œuvre de certaines activités dans les régions de Zinder et de Maradi. Les dégâts matériels (destruction d'hangars qui servaient de lieu d'apprentissage ont été emportés par les eaux) ont occasionné la suspension des activités de promotion des droits à l'endroit des enfants et des filles. Les populations se sont plus mobilisées pour la continuité des activités en identifiant d'autres abris pour accueillir les activités du programme.

Leçons apprises et opportunités du programme

a) Leçons apprises

Amplifier la voix des jeunes leaders dans les fora nationaux, régionaux et mondiaux pour changer les attitudes et les comportements sur la violence contre les femmes et les filles : L'Initiative Spotlight a créé des opportunités significatives pour les jeunes leaders d'exprimer leur point de vue sur la violence basée sur le genre, de changer la mentalité des autres jeunes et d'influencer l'agenda politique. *Par exemple, le 3^{ème} sommet de la fille africaine organisé du 16 au 18 novembre 2021 à Niamey, et le pré-sommet des jeunes (13- 14 novembre) ont été une très bonne opportunité pour positionner la réalisation des droits de filles au Niger dans l'agenda au plus haut niveau. Les filles ont eu un espace pour exprimer leurs souhaits pour l'Afrique qu'elles veulent voir et rappeler aux dirigeants leurs engagements à réaliser les ODD, notamment l'ODD relatif à l'égalité entre les sexes. L'élan créé lors de cet évènement mérite d'être soutenu et renforcé pour un meilleur impact sur les questions des droits des filles au Niger.*

Promouvoir des changements durables grâce à un suivi et une évaluation participatif : la société civile au Niger a piloté la mise en œuvre de la stratégie nationale de suivi et d'évaluation participatifs, sous le leadership du Groupe de Référence de la Société Civile. Ce processus participatif et innovant a permis d'engager les communautés locales dans le développement de stratégies et de solutions adaptées à leurs besoins spécifiques et de favoriser leur adhésion aux objectifs de l'initiative. Les thèmes liés à la violence contre les femmes et les filles étant



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



extrêmement sensibles, nécessité d'un engagement véritable de la société civile et des communautés concernées. Dans ce sens, le suivi et une évaluation participatifs ont été cruciaux pour garantir l'adaptation des stratégies pour la phase 2 et promouvoir des résultats durables dans le temps.

Favoriser la coordination et la coopération multi-acteurs afin de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours : l'évaluation à mi-parcours a fourni une occasion unique d'adapter et d'améliorer la stratégie du programme, de favoriser sa durabilité et son appropriation locale. Grâce à un dialogue multi-acteurs, l'équipe de coordination Spotlight, les agences des Nations Unies, l'Union européenne et les partenaires de mise en œuvre se sont réunis autour d'une même table pour réfléchir ensemble à la manière d'intégrer les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, notamment dans la stratégie de la phase 2 du programme. Ce processus a permis également de nourrir un dialogue critique et constructif et d'accroître la coopération entre les parties prenantes. Ce processus a également facilité la coopération inter-agences, ce qui a largement contribué à favoriser les synergies entre les piliers et à rationaliser les activités sur la base des avantages comparatifs respectifs.

Engagement communautaire pour favoriser l'appropriation et la durabilité des résultats : un fort engagement des relais communautaires, des comités villageois, des chefs traditionnels et religieux, des parents, des groupes de défense des droits des femmes et des groupements féminins a favorisé une appropriation effective du Programme. L'implication des institutions de sécurité et de protection dans la production des données de routine de qualité grâce au partenariat établi entre les Nations Unies et la police et la gendarmerie qui collectent et produisent des données de routine sur les cas de VBG a permis la mise en place d'un mécanisme informatisé de collecte et de gestion des données statistiques sur les VBG. Ces initiatives ont contribué à produire des changements de comportements positifs et des changements de situation des bénéficiaires et partenaires. Au cours de la phase 2 du programme, l'Initiative encouragera ces alliances stratégiques au niveau communautaire et poursuivra le renforcement de la collecte des données de routine pour que le Niger continue la production de données de qualité afin de garantir la durabilité des résultats.

Renforcement de l'engagement des organisations féminines au niveau local : pendant la phase 1, la mise en œuvre des interventions a impliqué les OSC implantées dans la capitale et les capitales régionales ayant des bureaux au niveau des villages au détriment des OSC locales qui ont aussi une maîtrise des réalités socio-culturelles de leurs zones d'implantation. L'évaluation à mi-parcours a ressorti la nécessité de renforcer l'implication des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes dans l'Initiative Spotlight. Les échanges avec l'Union Européenne et les partenaires sur le terrain ont aussi souligné la nécessité de prendre en compte

davantage des spécificités des OSC locales pour la mise en œuvre des actions. Cette préoccupation pourrait être intégrée dans la phase 2 en renforçant les capacités de ces OSC par des OSC plus expérimentées afin d'assurer la participation des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes.

b) Opportunités offertes par le programme

- **Le secteur privé** intervient de par sa responsabilité sociétale de l'entreprise dans les actions de scolarisation de la fille, de maintien de la fille à l'école et d'autonomisation de la femme. Ainsi, il intervient dans le plaidoyer et le financement d'activités au profit des femmes et des filles. Le Programme Spotlight devra plus se rapprocher des acteurs du privé pour orienter leurs interventions vers le changement de comportements positifs et la promotion des droits des femmes et des filles. Dans ce schéma, le secteur privé occupera une place importante dans la lutte contre les inégalités et les violences faites aux femmes et aux filles.
- **Le Fonds de Consolidation de la Paix** : Le Niger bénéficie d'une enveloppe financière importante pour soutenir les actions de cohésion sociale et de paix. Les régions du Spotlight sont concernées par les interventions de ce programme. Les liens entre la cohésion sociale et la recrudescence des VBG sont étroits et méritent la conjugaison des efforts pour réduire toutes les formes de potentielles violences dans les régions. Un rapprochement des deux programmes s'avère nécessaire. Les populations cibles (les jeunes et les femmes) sont les mêmes.
- **Les artistes** engagés pour la lutte contre les violences. Le Niger regorge de jeunes artistes talentueux intéressés par les questions de violence basée sur le genre et de promotion des droits de la jeune fille. Ils offrent une bonne opportunité au programme de les engager dans le plaidoyer direct auprès de leurs pairs et du grand public, tout en mettant en avant les arts comme nouvelle de plaidoyer. De plus, ils investissent les réseaux sociaux et sont fortement suivis par les jeunes. En 2021, lors de la campagne des 16 jours d'activisme, de nouveaux alliés se sont ajoutés au programme comme l'artiste comédien et influenceur Barazé Officiel ou encore la deuxième dauphine de Miss Niger qui est originaire de la région de Tahoua.
- **Les élèves et étudiants** sont des acteurs et victimes de violences. Ils ont besoin d'avoir des comportements citoyens, de connaître les causes et manifestations des violences basées sur le genre afin de réduire leurs conséquences et aussi être des acteurs clés dans la prévention, l'adoption et la pratique de comportements positifs. Ils pourront être des référents dans leurs familles respectives et dans la société en générale en matière de lutte contre les

discriminations et les violences basées sur le genre. L'implication des élèves et des étudiants répond au souci du programme de ne laisser personne de côté.

- **L'élaboration du nouveau Plan de Développement Économique et Social du Niger (PDES 2002-2026)** est une opportunité pour concrétiser l'engagement politique du Président de la République pour la réalisation des droits des filles au Niger, notamment, leur éducation en vue de réduire les disparités de genre qui persistent depuis plusieurs décennies. Il s'agit également d'une opportunité de mobilisation des ressources pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.
- La deuxième phase du **Global programme to end child marriage (2020-2023)** va permettre de mettre à l'échelle les stratégies porteuses mises en œuvre dans le cadre de l'initiative spotlight. La synergie entre les deux programmes va se faire à travers la concentration des interventions dans les mêmes régions qui sont à forte prévalence du mariage des enfants (Maradi 89%, Tahoua 77%, Tillabéry 76% et Zinder 87%) et des autres types de VBG. Etant donné qu'il y a 15 communes sélectionnées par région pour le spotlight et 5 villages par communes, le Global programme va intervenir dans ces communes mais dans d'autres villages pour une complétude en couverture. Cela va aboutir à une importante masse critique de communautés engagées à éliminer le mariage des enfants et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles y compris les VBG. Les fonds du Global programme permettent d'intervenir dans plus de 10 villages par an par commune. L'expérience de travailler déjà dans un certain nombre de villages avec la présence d'un FACOM et par le système de parrainage des villages avoisinants sont des atouts à capitaliser et étendre pour le changement des normes sociales défavorables à l'épanouissement des femmes et des filles.

Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques

L'Initiative Spotlight se veut un programme innovant capable de fournir des évidences pertinentes pour une répliation dans les autres régions. Il est donc nécessaire d'identifier des approches innovantes ou des pratiques prometteuses afin d'adapter des méthodes d'intervention plus efficaces et de servir de modèle pour l'opérationnalisation de la réforme des Nations Unies et du travail en commun avec les autres partenaires.

Avant le démarrage de la phase 2, l'Initiative Spotlight a organisé une retraite interne du Programme avant le lancement de la phase 2 impliquant tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre de l'Initiative. Cette retraite de réflexion visait à développer les stratégies de mise en



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



œuvre réussie et de renforcer les synergies entre les différents acteurs. Pour ce faire, elle a passé en revue les principaux résultats et livrables de la phase 1, de dégager les défis et des solutions pour y faire face, d'échanger sur les axes de la phase 2, d'identifier les synergies d'intervention et d'élaborer la matrice RASCI. Elle a été une opportunité pour toutes les parties prenantes de discuter sur les acquis du Programme et développer des stratégies pour leur pérennisation. Cette pratique innovante dans la gestion du Programme pourrait être répliquée dans d'autres pays bénéficiaires de l'Initiative Spotlight.

Afin d'engager efficacement les jeunes dans la promotion des droits des femmes et des filles, le programme a utilisé l'application WhatsApp au niveau de 60 villages cibles du Programme. Cette approche a favorisé la mise en réseau des adolescentes correspondantes pour la protection des villages d'intervention. Ces dernières échangent régulièrement sur leurs réalisations et les défis qu'elles rencontrent, permettant ainsi de renforcer davantage leur leadership et leur capacité d'influence auprès des autres adolescentes. Ce qui contribue à réduire la fracture numérique entre les sexes. Grâce à leur mise en réseau, cette pratique prometteuse à renforcer l'autonomisation des adolescentes. Cela a permis aux adolescentes d'intégrer les comités villageois de protection de l'enfant pour la gestion des cas. Cette initiative pourrait être utilisée pour mettre en réseau par exemple les survivantes des VBG ayant reçu un appui de l'initiative Spotlight qui souhaiteraient partager leurs expériences entre elles et se supporter les unes des autres.

L'Initiative Spotlight a développé une bonne pratique avec la société civile à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale de suivi et évaluation participatif. Le GRSC s'est fortement engagé l'élaboration d'un tableau de bord de plaidoyer avec une attention accordée à la participation, aux mécanismes de financements, l'allocation des fonds et la mise en œuvre. Il a aussi piloté la « Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatif » en organisant des missions de terrain qui ont permis d'échanger avec les communautés sur les changements apportés par le Programme et de collecter des histoires de vie, des témoignages et des bonnes pratiques. Cette expérience avec la société civile mérite d'être poursuivie au cours de la phase 2.

Un autre exemple de pratique innovante est l'utilisation des smartphones par la Police et la Gendarmerie pour collecter les données de routine de VBG. Dans le cadre de la lutte contre les VBG, les populations victimes font recours aux services de la police et de la gendarmerie qui assurent un service de qualité dans le respect et la confiance des survivantes conformément aux quatre principes de prise en charge des VBG. La réception des personnes survivantes nécessite la production de données de qualité désagrégées sur les cas de VBG. A cet effet, un système harmonisé de collecte de données sécurité est mis en place au niveau de la Police et de la Gendarmerie nationale grâce au partenariat établi avec ces deux institutions depuis 2020. Afin de



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



produire des données VBG désagrégées et disponibles à temps réel, les brigades de la police et de la gendarmerie des régions de Tahoua et Zinder ont été équipées de smartphones. Cette expérience pilote a montré toute son efficacité et sera étendue aux autres régions du pays.

L'engagement de l'ACTN a été matérialisé dans le cadre du Pilier 3. Les chefs traditionnels sont considérés comme des auxiliaires de l'administration centrale et à ce titre, ils représentent l'Etat dans leurs villages. En cas de différends au sein de la communauté, ils sont les premiers recours, même s'il existe des services de police ou de justice dans la localité. Ils ont d'ailleurs pour compétence de faire de la conciliation pour les affaires relatives à la famille (séparation, héritage, mariage...). Ainsi, les survivantes des VBG, même pour les cas graves, comme le viol, vont, en premier lieu, porter la plainte auprès du chef de leur village. Mais, il se trouve que les survivantes ne sont pas toujours à l'aise parce qu'autour du chef il n'y a que des hommes qui sont ses conseillers par lesquels il faut passer pour avoir accès au chef. Pour créer un climat de confiance, le Sultan de Tibiri a procédé à une réforme au niveau de sa cour désignant deux femmes comme conseillères, dont l'une est chargée des questions des VBG et l'autre des questions du mariage des enfants et la scolarisation des filles. Cette initiative est une première dans l'histoire de la chefferie traditionnelle. Bien que l'expérience de la chefferie de Tibiri soit récente, il n'en demeure pas point qu'elle puisse être répliquable dans les autres localités.

Enfin, afin de renforcer les synergies des interventions et de la coordination des acteurs sur le terrain, les plateformes de concertation régionales multi-acteurs ont été mises en place dans les zones Spotlight. Ces plateformes sont des réseaux multisectoriels d'acteurs de nature et de mandats divers intervenant dans la lutte contre les VBG.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Madame Adam Jariram, Directrice régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant à Maradi entourée d'une partie de l'équipe du cadre régional de concertation avec l'ensemble des partenaires de mise en oeuvre. Photo: Light On/Spotlight Initiative Niger

Leur mission est de suivre, fournir des informations et promouvoir le dialogue politique sur l'égalité de genre au niveau régional. Elles pourraient entreprendre des actions de plaidoyer au niveau local pour l'élimination de toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles dans les communautés, et serviront de cadre pour définir les synergies et les complémentarités dans les interventions. La coordination de ces plateformes est placée sous la responsabilité de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Cette plateforme est plus fonctionnelle à Maradi où les membres sont mis en réseau à travers l'application WhatsApp. Leur groupe WhatsApp véhicule les messages et informe sur les interventions à réaliser ainsi que la tenue des rencontres de coordination. Ce cadre a favorisé un partage systématique des informations sur la région et a contribué à réduire les duplications des interventions sur le terrain. Les trois autres régions Spotlight pourraient s'inspirer de l'exemple de la région de Maradi pour redynamiser leur plateforme de concertation régionale.



**Initiative
Spotlight**

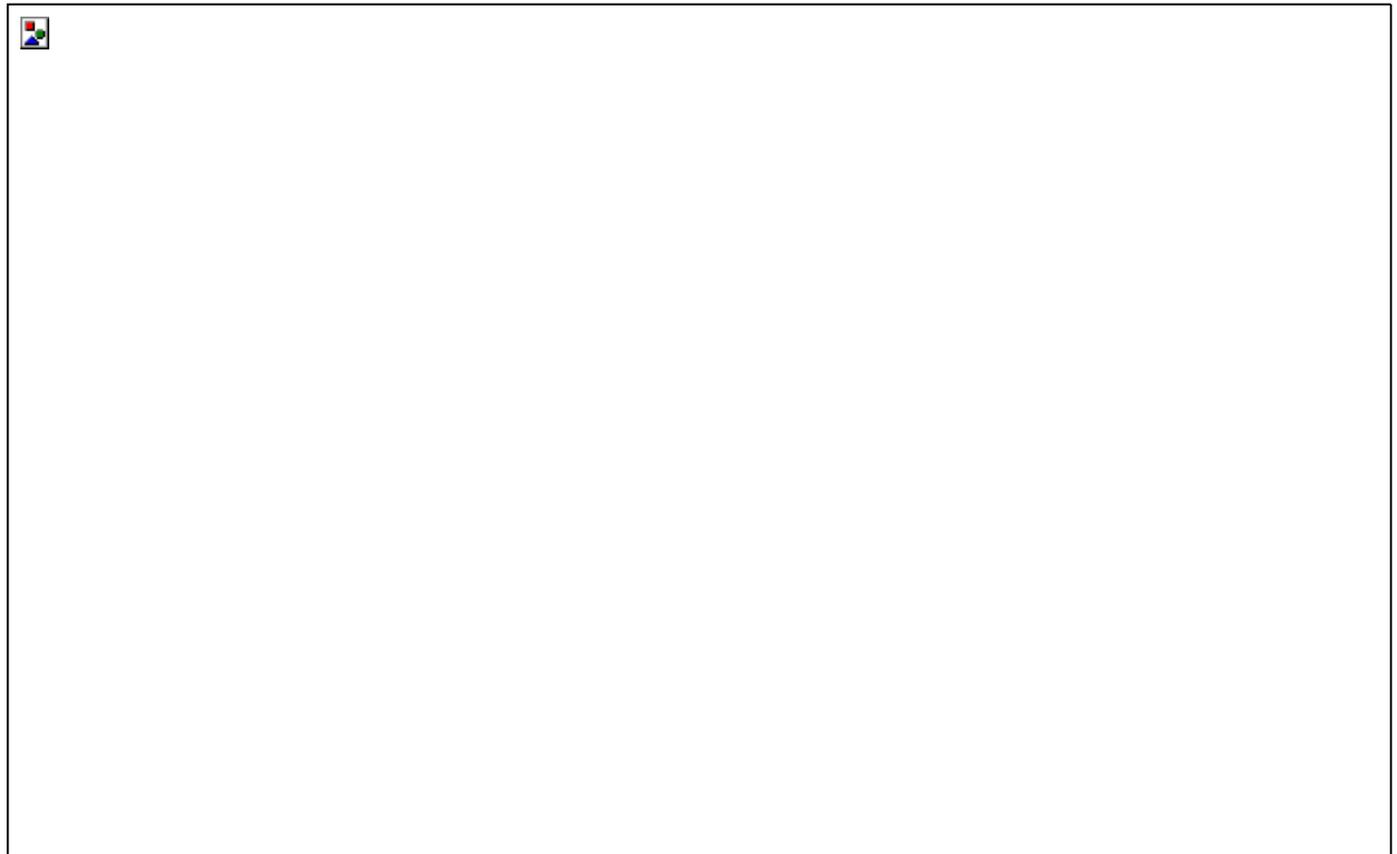
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Communication et visibilité

En 2021, les aspects de communication ont essentiellement accompagné la célébration des dates clés dans l'agenda de promotion des droits et des filles :

- **8 Mars : Journée internationale des droits de la Femme.** Le Programme Spotlight, pour célébrer les droits de la femme au Niger a organisé une série d'initiatives réunissant l'Union européenne et les Nations Unies aux côtés du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, avec des femmes et de filles d'exception, autour du thème « *Leadership féminin : Pour un futur égalitaire dans le monde libéré de la Covid-19* »:



Débat télévisé intergénérationnel organisé pour la célébration de la journée internationale des droits de la femme.
Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- La journée internationale des droits de la Femme a été l'occasion de réunir autour d'un débat télévisé sur la Télévision nationale du Niger (Télé Sahel) deux générations de femmes pour un échange intergénérationnel pour ensemble, poser un regard croisé sur les principaux défis auxquels sont confrontées les femmes et filles aujourd'hui. Cet échange intergénérationnel qui a permis à la télévision de réaliser un micro-trottoir pour collecter les avis de citoyennes et citoyens de la rue sur le sens de la célébration du 8 mars a réuni Madame Hadiza Gabey, Directrice du Genre au MPFPE, Madame Ibo Fourera; Secrétaire exécutif de l'observatoire national pour la promotion du genre (ONPG); Madame Nana Natitia, Public Speaker, Militante pour les Droits des Femmes; Madame Oumou Kane, Influenceuse et membre fondateur de la plateforme Takara 2021, Donnez la parole aux citoyens; SEM Docteur Elena-Denisa Ionete, Ambassadeure de l'EU au Niger et Madame Louise Aubin, Coordonnatrice Résidente du SNU Niger.



De gauche à droite : Madame Nana Natitia, Public Speaker, Militante pour les Droits des Femmes ; Madame Louise Aubin, Coordonnatrice Résidente du SNU Niger ; Madame Amina Garba journaliste à l'ORTN ; Madame Oumou Kane, Influenceuse et membre fondateur de la plateforme Takara 2021, Donnez la parole aux citoyens ; Madame Ibo Fourera; Secrétaire exécutif de



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



l'observatoire national pour la promotion du genre (ONPG) et SE Docteur Elena-Denisa Ionete, Ambassadeure de l'UE au Niger.
Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

La vidéo du débat télévisé est accessible sur YouTube : <https://bit.ly/3IQEBsK> et toutes les photos via Google Drive <https://bit.ly/31hX0Fo>

De nombreuses amplifications et reprises ont été faits essentiellement via les réseaux sociaux :

Profil	Twitter	Facebook
Global Spotlight	https://bit.ly/3fhdXYw Retweets : @SNUNiger , @NNatitia , etc.	https://bit.ly/3vYffh8
SNU Niger	https://bit.ly/31kKpRN Retweets: @PnudNiger , @unfpaniger , @Unicefniger , @LouiseAubinUN , @ambafr au niger , @ECA SROWA , @UNHCRNiger , @OIM Niger etc.	
UNICEF Niger	https://bit.ly/2Pt7AXw	https://bit.ly/31mzUxe
DUE Niger	https://bit.ly/39hw24S Retweets : @LouiseAubinUN , @Unicefniger , @DenisaloneteEU @SNUNiger , @OIM Niger , @ECA SROWA etc.	



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Nana Natitia (Paneliste)	https://bit.ly/3stt0IG Retweets : @SNUNiger , @LouiseAubinUN , @oumou_kane etc.	https://bit.ly/2PzpZ4E
Oumou Kane (Paneliste)	https://bit.ly/3sCqs4I Retweets : @SNUNiger , @NNatitia , etc.	

- Par ailleurs, une vidéo d'engagement a été réalisée avec le profil de l'Officier de police Maimouna Coulibaly qui partage son expérience dans la prévention et la gestion des cas de VBG dans la région de Tahoua : <https://bit.ly/3IUd0H4>; La vidéo a également été partagée via les réseaux sociaux :

Profil	Twitter	Facebook	Instagram
Secrétariat de l'Initiative Spotlight	https://bit.ly/3w1XqxF	https://bit.ly/3fkk3HI	https://bit.ly/3IU6Eav
UNFPA	https://bit.ly/3IRpDCG	https://bit.ly/3rxYPc5	

Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Les jeunes activistes du Niger ont mobilisé la toile pour dire Non à la violence à l'égard des femmes et des filles. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

Dans une **vidéo d'engagement** « *Orangeons le monde, Orangeons les cœurs* », un collectif de neuf jeunes femmes et filles engagées - Amina, Nana, Amanda, Latifa, Mimi, Aiya, Marie, Nafissa et Oumou - ont plaidé pour un Niger avec zéro violence à l'égard des femmes et des filles et ont appelé les femmes et les filles à libérer leur potentiel, tous les jours.

La video est disponible via ce lien : https://youtu.be/1EA_oBGZ1x8

La campagne a également été marquée par un **match de football féminin** entre d'une part, une équipe mixte des étudiantes de l'Université de Niamey et de l'Institut national de la jeunesse Sport



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



et de la culture et d'autre part une équipe mixte de la Police Nationale et de la Garde Nationale du Niger. Ce moment de convivialité, de solidarité et de cohésion a également été une opportunité pour les femmes et les filles d'exprimer leur talent et dépasser les préjugés en matière de sport.



Les équipes féminines de la Police Nationale, de la Garde Nationale et de l'Université ont offert un match sans violence. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« L'Union européenne se réjouit de travailler avec les jeunes filles et les femmes pour la lutte contre les violences basées sur le genre, toute l'année et particulièrement durant ces 16 jours de campagne. Nous continuerons à apporter des solutions aux questions de fond comme l'éducation des filles, l'accès et l'amélioration des services pour les femmes et filles qui sont victimes de violence ; et en général pour travailler sur le dialogue et sur la cohésion sociale qui est une des grandes forces du Niger. C'est avec sa jeunesse, ses jeunes femmes et filles qui font sa force, que le Niger va réussir. »

Son Excellence Docteur Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure, Chef de Délégation de l'Union européenne au Niger





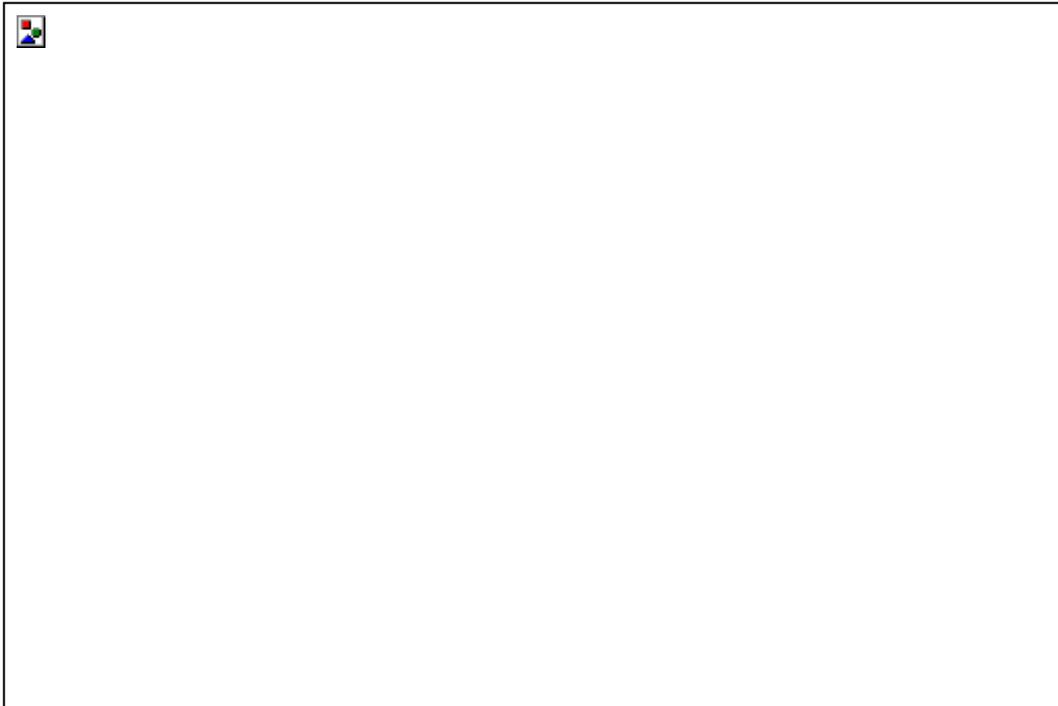
**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« C'est l'implication de toute une société qui permet de faire évoluer et de mettre en pratique les droits de la femme et de la fille. Avec le soutien de l'Union européenne, le Système des Nations Unies met en œuvre un programme multi sectoriel à l'échelle du pays avec la participation de communautés entières. Nous avons aussi à travers le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant - l'apport de tout un appareil étatique au soutien des jeunes filles et des jeunes femmes au Niger. Il y a un véritable enthousiasme pour voir évoluer et s'épanouir la jeunesse du Niger. C'est ensemble, en équipe, que nous vaincrons la violence à l'encontre de la femme. »

Madame Louise Aubin, Ambassadeur, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Niger



L'équipe des étudiantes a remporté le Trophée Spotlight End violence a l'issue du match de gala avec les filles de la Police et de la Garde nationale du Niger. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Nous avons assisté à un match dans un total esprit de cohésion. J'en profite pour vraiment féliciter nos grands partenaires dans la lutte pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles à savoir l'Union européenne et le système des Nations Unies qui depuis des années nous accompagnent et à partir de 2019 avec l'arrivée de l'Initiative Spotlight. Ce match nous montre que l'on peut éviter les violences. C'est vraiment une belle prestation, un grand chapeau vraiment aux organisateurs. Nous venons d'être édifié que pendant ces 16 jours d'activisme, si l'on me demande, c'est l'activité la mieux réussie, car cela a regroupé des différences et on s'est retrouvé ensemble. Chapeau ! »

Monsieur Hachimou Abdoukarim, SG MPFPE



L'équipe des étudiantes a remporté le Trophée Spotlight End violence à l'issue du match de gala avec les filles de la Police et de la Garde nationale du Niger. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

Les contenus et photos sont disponibles via <https://bit.ly/3xY75qI>

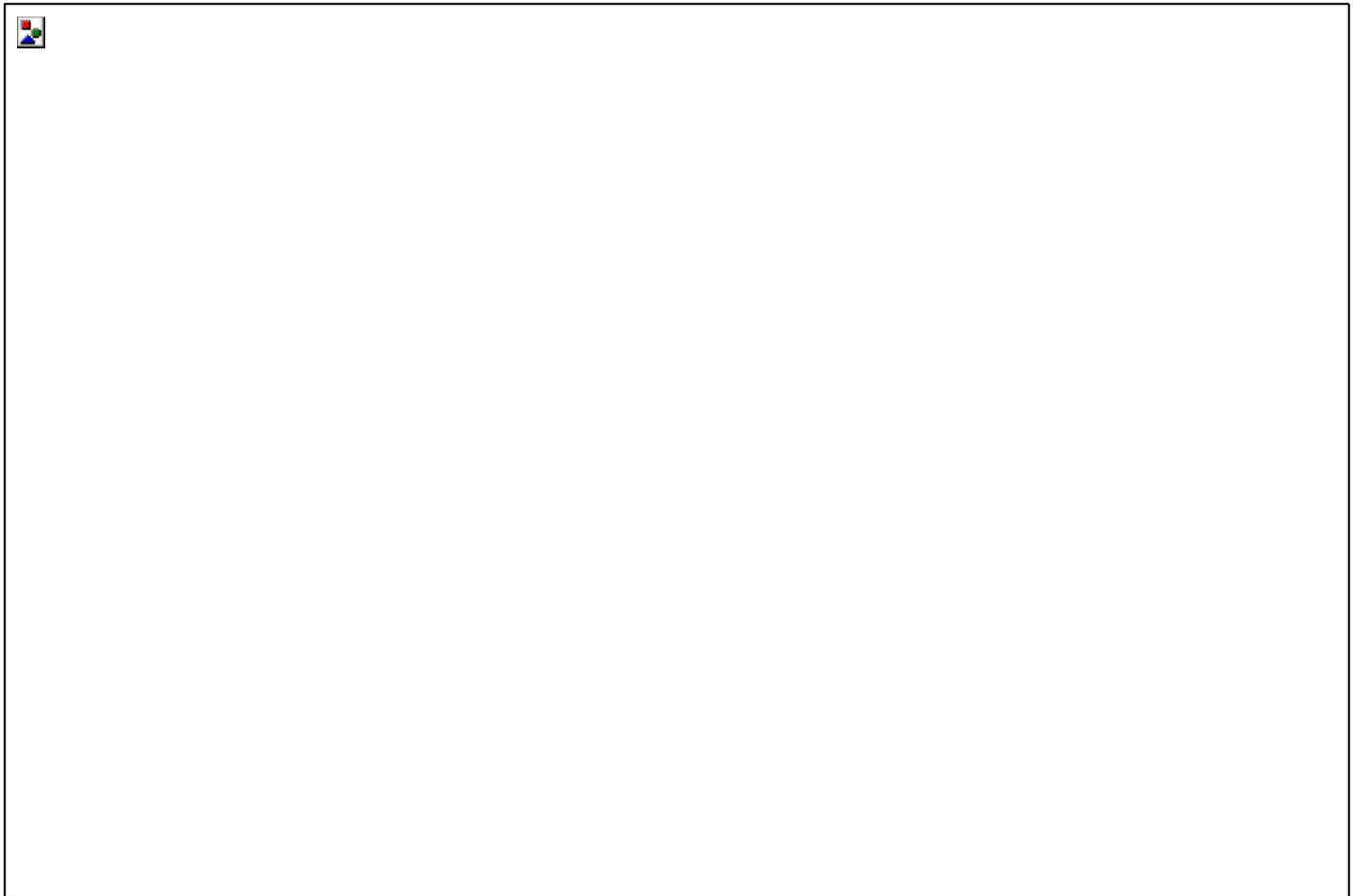


**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Enfin, à l'invitation de l'Ambassadeur, Coordonnatrice Résidente SNU Niger, **l'équipe pays des Nations Unies et la SRSV VAC Madame Najat Maalla M'jid se sont jointes à la campagne des 16 jours** et les agences du SNU ont été encouragées à amplifier les contenus via leurs plateformes digitales. Le compte Twitter de la Coordination SNU Niger a posté le tweet <https://bit.ly/373nsbY>



L'équipe pays Niger aux côtés de Madame l'Ambassadeur, Coordonnatrice résidente du SNU et la SRSV VAC Madame Najat Maalla M'jid démontrent leur engagement pour la campagne des 16 jours d'activisme. Photo: Rafik Photography/Spotlight Initiative Niger

A titre d'engagement, le **European External Action Service - EEAS** à utiliser des profils des Spotlight Girls Activists produits en 2020 par le programme Niger, pour partager des tweets dans une série intitulée : **16 reasons to act now against gender-based violence. #16Days**



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Nana Natitia: <https://bit.ly/3IlfeDW>; avec un retweet de l'Ambassadeure de la DUE Niger <https://bit.ly/3hCclsr>
- Fadji Maina: <https://bit.ly/3vz2tle>
- Yasmina Mohammed : <https://bit.ly/3sHckjF>

a) **Messages**

- Exiger que les femmes et les filles soient respectées et traitées sans violence, quels que soient leur âge, leur origine et leurs opportunités sociales c'est maintenant et tous les jours après les 16 jours d'activisme !
- Les femmes et les filles doivent se sentir en sécurité quel que soit leur choix de carrière.
- Nous devons combattre - par la promotion de leurs droits et leur inclusion - les nombreuses discriminations dont elles sont victimes dans certains domaines professionnels perçus comme traditionnellement réservés aux hommes (le sport, les forces de défense et de sécurité).
- Les femmes et les filles peuvent exprimer leur talent et dépasser les préjugés que la société assigne traditionnellement à un genre défini. Le Football féminin en est l'exemple.
- Ensemble, donnons un carton rouge à la violence sous toutes ses formes, car elle limite et freine le potentiel des filles dans tous les domaines socio-professionnels.

b) **Médias et visibilité**

Les plateformes de la Coordination SNU Niger et des agences récipiendaires ont été mises à profit pour partager des contenus sur le programme et les activités en 2021:

Via RCO Niger:

Les programmes conjoints mis en œuvre par le @SNUNiger + partenaires en appui au Gouvernement du #Niger visent à améliorer le bien-être de toutes et tous. @GlobalSpotlight permet de mutualiser les diverses interventions pour mettre fin aux violences faites aux femmes/filles. <https://bit.ly/3DKwhD5>



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



La Direction régionale du @ministerepfpe à Maradi a reçu des motos dans le cadre partenariat @GlobalSpotlight pour éliminer les violences faites aux femmes/filles. Ce don permettra d'assurer un meilleur suivi des cas, au niveau des communes d'interventions du programme. #WithHer <https://bit.ly/3cHZgeA>

Via Global Spotlight <https://bit.ly/3y49boT>

16 jours d'activisme via YouTube : https://youtu.be/1EA_oBGZ1x8 video 16 jours
<https://bit.ly/3pN4nAe>

c) Campagnes

Avec l'appui de l'Initiative Spotlight, et tout au long des 16 jours qui ont eu pour thème « **Orangeons-le monde : Mettons fin à la violence contre les femmes maintenant** », des activistes, influenceurs et artistes nigériens connus pour leur engagement social ont lancé à travers les réseaux sociaux, une mini campagne qui est un appel aux jeunes et à toute la société à s'engager pour mettre fin individuellement et collectivement aux violences dont sont victimes de trop nombreuses femmes et filles. Ils ont réalisé un fort engagement auprès des jeunes, des artistes et des femmes: @oumou_kane <https://bit.ly/35PesX4> ; @IMT1212 <https://bit.ly/3KgR83v>; @Alfari227 <https://bit.ly/3sGB2Kw>; @BarazeOfficiel <https://bit.ly/3hCrWbk>, <https://bit.ly/3HJhw4D>; @loulou_vero <https://bit.ly/35qSkCS>, <https://bit.ly/3MoxZ1y>; @AbdoulRafik <https://bit.ly/3txZw7V>; @ibhkarim <https://bit.ly/3INlgCc> ; @msaid_227 <https://bit.ly/3MA2nGv>; @NNatitia <https://bit.ly/3HKd0CC>

La vidéo d'engagement de la campagne postée a reçu plus de 1700 vues à travers les différentes plateformes : Youtube : <https://bit.ly/34dlcxC>; Instagram <https://bit.ly/3CIVunh>; Twitter <https://bit.ly/3HCIX0U> ; <https://bit.ly/3HCIX0U> et Facebook <https://bit.ly/3sDVrQy>

d) Histoires de vie

- N°1: [In Niger, civil society groups are helping to 'put women and girls in the driving seat'](#)



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



N°2 : Cas d'agression sexuelle sur Mineure

Melle OUBEIDA, âgée de 14 ans, élève en classe de 3^{ème} vivant avec ses parents à Niamey au Niger est rentrée en contact à travers WhatsApp avec une dénommée NAZIFA, qui lui rendit une première visite le 9 décembre 2021 vers 17h voulant même passer la nuit chez sa victime, mais la mère de OUBEIDA informée s'y opposa.

Pour couper leur relation, la maman a confisqué le téléphone de sa fille dès le lendemain, malgré tout, la fille arriva à rester en contact avec NAZIFA. Le 10 décembre 2022 à partir de 13 heures 30 la maman de OUBEIDA constata la disparition de sa fille qui ne réapparaîtra que 5 jours après. En effet le lendemain l'auteur de l'enlèvement est revenu au domicile de Melle OUBEIDA. Elle a pris son sac d'école, avec quelques habits et elles sont parties pour un autre quartier de la ville chez le complice de l'auteur, un homme qu'elles trouvent avec un autre homme et deux autres filles, avec lesquelles elles s'installèrent.

A partir de là c'est le tour de lieux suspects, de personnes inconnues pendant 5 jours, aussi un soir, l'ami de Mlle NAZIFA a profité de l'absence de sa copine pour tenter d'avoir des rapports sexuels avec OUBEIDA mais sans succès. Au cinquième jour la survivante se rendant compte qu'elle est entrée dans un monde dangereux, car se retrouvant avec des personnes inconnues et plus âgées qu'elle et qui sont hors la loi, elle a décidé de rentrer chez elle à l'insu de ses bourreaux. Avec l'appui de l'oncle de NAZIFA les parents ont pu découvrir la maison où leur fille vivait pendant cette période avec NAZIFA, et son copain.

Après consultations et sur les conseils d'une haute personnalité, la maman de la survivante a décidé dans le but de ***punir les auteurs et protéger d'autres potentielles victimes*** de porter plainte à la gendarmerie. Les services des enquêtes et investigations de la gendarmerie, après audition de la maman et de sa fille, dans le respect des normes de sécurité, de confidentialité ont procédé aux enquêtes et auditions des présumés auteurs de l'enlèvement de la fille. Une réquisition à expert concernant la victime, a été établie et adressée à Monsieur le Médecin chef Gynécologue de la Maternité Centrale Issaka Gazobi de Niamey. Les examens nécessaires ont été effectués par les services de santé après quoi, un procès-verbal notifiant que les faits relatés constituent des infractions prévues et réprimées par les articles 255 et 291 du code pénal Nigérien a été établi. Il a été déclaré à l'auteur son arrestation au nom de la loi pour être conduit devant Monsieur le Procureur Délégué près le Tribunal d'Arrondissement I de Niamey.

Le Vendredi 17 Décembre 2021 à 10 heures, la dénommée NAZIFA, est mise en route pour être présentée devant Monsieur le Procureur Délégué près le Tribunal d'Arrondissement I de Niamey. Le procès initialement prévu le 03 janvier 2022 a eu lieu le 17 janvier 2022 (la mineure ayant droit à un avocat, cette condition n'était pas remplie au premier rendez-vous).



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Le jour du procès l'Officier de Police Judiciaire de la gendarmerie a assisté au Procès conformément à la réglementation en vigueur. A l'issue du procès, les auteurs ont été condamnés à deux ans et six mois d'emprisonnement dont six mois fermes et deux ans de sursis.

A la fin du processus, la maman de la survivante a rendu le témoignage suivant

« J'encourage tous les parents et toute la population à ne plus taire de violences faites aux filles et femmes, car il existe des services de prise en charge respectueux de la dignité humaine, confidentiels et disposant de personnel qualifié. ».

N°3 : le cas d'agression sexuelle sur personne à faculté réduite (Discrimination croisée)

Mlle ATOU âgée de 20 ans célibataire et sans enfants ne disposant pas de toutes ses facultés mentales vivant dans le village KK région de Tillabéri, se rendait à un site de distribution de vivres, le 02 janvier 2022 quand elle croisa sur son chemin Monsieur BODO âgé de 45 ans, divorcé sans enfant demeurant dans le même village. Celui-ci l'informât que les donateurs (distributeurs de vivres) ne sont pas venus, mais de venir avec lui pour retourner à la maison. Sans son accord il l'a amenée derrière des hangars sous un arbre où après lui avoir posé plusieurs questions inconfortables, fini par tenter de la pénétrer.

« Il a commencé à me demander si je parle la langue bambara, peulh, haoussa j. Il m'a ensuite demandé si j'ai déjà été mariée, ou si j'ai des enfants, avant de me proposer de prendre de l'argent que j'ai refusé. Il m'a invitée à venir sous l'arbre je l'ai suivi pensant que c'était une bonne personne, si j'ai une fois vu mes règles, il m'a fait coucher avec force » a rapporté Mlle ATOU. Après avoir tenté sans succès, il finit par la libérer. Arrivée à la maison, elle informe ses parents.

Le même jour, les parents informent un gendarme qui les met en contact avec la cellule de protection des femmes et des Mineurs de la gendarmerie Nationale à Niamey. Après échanges, les parents acceptent de se rendre à Niamey avec leur fille. Arrivés à la cellule ils ont été écoutés par les Officiers de Police Judiciaire de la Gendarmerie.

La survivante a été auditionnée dans les normes de dignité, confidentialité et de sécurité ; une réquisition à expert a été établie et la survivante référée à la maternité Issaka Gazobi. La famille ne disposant pas de moyens financiers pour la prise en charge des frais de l'expertise médicale, l'ONG APBE un maillon de la chaîne de prise en charge a intervenu en payant les frais (dans les délais des 48/72 heures) mais en mettant également à disposition une psychologue et un gestionnaire de cas pour le reste du processus de prise en charge psychosocial jusqu'à clôture du



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



dossier. Le Procès-Verbal d'audition et les résultats de l'expertise ont été transmis pour la tenue du procès.

e) Témoignages

« Dans chacune de nos tournées de sensibilisation en communauté, nous informons les populations de l'existence du centre de prise en charge holistique qui est un centre régional. J'ai insisté pour qu'on dise comités villageois de protection de l'enfant/VBG » **Madame Barma Asmaou - Point focal Spotlight - Direction Régionale promotion de la Femme et protection de l'enfant, région de Zinder.**

« Dans la région, les violences sur les femmes et les filles sont généralement perpétrées par un membre de la famille. Pour le cas des agressions sexuelles et du viol surtout, il est fréquent de constater que l'auteur est un récidiviste. Pour lutter efficacement contre les VBG, nous mettons l'accent sur le dialogue communautaire en faisant beaucoup d'actions de communication pour un changement de comportement de tous et la lutte contre l'impunité y compris au sein même des familles. Mais dans la majorité des cas, la médiation se fait entre les familles de l'auteur et celle de la victime. Or l'insistance de la famille de l'auteur pousse la famille de la victime à retirer leur plainte. Tant que les auteurs de viol ne sont pas punis, ils continueront à commettre le pire sans considération pour l'âge de leur victime. Mon combat aux côtés de toute l'équipe de travail Spotlight, est de nous assurer que chaque cas qui nous est notifié puisse bénéficier d'une assistance de qualité au niveau de nos services (PSS), et si nécessaire, référé sans délai, avec un suivi par les services de la Police, de la Gendarmerie et de la justice. Dieu merci, aujourd'hui, nous disposons du centre holistique de prise en charge des VBG avec ses 4 guichets même si son opérationnalisation est en cours. » **Madame Abdoulaziz Rabi, Directrice régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant – Région de Zinder.**

« Je n'ai pas connu le mariage des enfants mais à 18 ans, j'ai eu la chance d'épouser un homme que j'aimais. Malheureusement, il est décédé peu après le mariage alors que je portais une grossesse et j'ai aussi perdu le bébé. Être impliquée dans la communauté et discuter avec les femmes et les autres filles pour ensemble trouver des solutions à nos problèmes, me fait me sentir utile. Grâce aux causeries sous le hangar, je sais par exemple, qu'il est important pour une personne d'avoir des papiers (d'état civil) car cela sert même en cas de décès. » **Sabi'a, 20 ans. Fille correspondante depuis 2019 – commune de Magaria, région de Zinder**

« Nous sommes fiers de la prise de conscience de la communauté quant aux questions de violences faites aux femmes et aux filles. Maintenant, tout le monde collabore pour dénoncer les auteurs, même si c'est un proche parent. Les prêches et les séances de sensibilisations que nous organisons, ont contribué à favoriser le dialogue dans les ménages et la violence domestique a baissé a Magaria. » **Souley Abdou Malan Abba, Président du comité villageois de protection**



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



de l'Enfant/VBG – Commune de Magaria, région de Zinder

« En tant que femme et membre du comité villageois de protection de l'Enfant/VBG - nous profitons des baptêmes, des mariages, de toute cérémonie qui rassemble les gens, pour parler de violence. En 2021, nous avons tenu 16 réunions, et chacune est l'occasion de demander à la communauté de dénoncer tout cas viol qui survienne. Nous leur disons que le viol est un crime ! »
Hadiza Alassane, membre du comité villageois de protection de l'Enfant/VBG – Commune de Magaria, région de Zinder

« Il est plus difficile d'inviter les adolescents garçons aux causeries d'animations qui sont organisées beaucoup parmi ceux qui sont dans notre cible sont partis en exode au Nigeria dont la frontière est seulement à quelques kilomètres. La majorité de ceux qui sont restés dans la commune sont des conducteurs de taxi-motos qui n'ont pas le temps de venir sous le hangar. C'est à nous de nous déplacer et d'aller dans leurs fadas (groupe d'amis réunis pour partager le thé et discuter de sujets et d'autres) pour les sensibiliser. Nous devons établir un réseau des jeunes adolescents de nos communes d'intervention, pour un partage d'expérience et échanger des idées sur des actions de développement pouvant bénéficier à leurs communautés. » **Ichaou Idi Ousmane, Facom a Tibiri (région de Zinder)**

« Avant les causeries, on célébrait le mariage de nos filles dès 12 ans mais maintenant on demande d'attendre. L'imam est membre du comité villageois de protection de l'enfant et il refuse de célébrer des unions quand la fille est trop petite ou non consentante. » **Idy Ali, le chef du village Sabon Gari Abara, région de Maradi**

« Certains cas que nous recevons au centre d'écoute sont très difficiles et leur suivi demande du temps, mais je fais tout pour que les femmes qui viennent au centre d'écoute ressortent soulagées en croyant à un début de solution à leur problème. Pour moi, le centre symbolise l'espoir pour elles et cela m'encourage. Je me dis que je contribue à aider les survivantes à ma manière. » **Hanatu Moumouni, gestionnaire de cas au sein du Centre d'écoute des victimes de VBG logé au sein de la Direction régionale de Promotion de la Femme et de la protection de l'enfant, région de Maradi.**



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Dans la région de Tahoua, le mariage des filles est la forme la plus visible de violence à l'égard des femmes et des filles mais les VBG, ont toujours été un sujet tabou. Le programme Spotlight couvre 15 communes, avec une présence effective des quatre agences du SNU à travers les partenaires de mise en œuvre, tous ces acteurs travaillent en coordination avec la Direction Régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant. D'autres Directions Régionales des ministères sectoriels sont également dans la mise en œuvre des activités couvrant le WASH, la santé ou l'éducation. Le programme nous a véritablement permis de nous retrouver entre acteurs, à travers la plateforme et les réunions de coordination régulières que nous tenons. C'est véritablement en 2021 que nous avons commencé un travail de collecte des cas et nous avons constaté que plus on parle des cas, plus on en découvre de nouveaux et cela est un point très positif. Les communautés sont très impliquées dans les activités d'approches communautaires -notamment le rôle des filles relais dans les villages. » **Monsieur Alassane Issa, DRPE Tahoua**

« Récemment, dans la commune de Kalfou, c'est l'imam d'un village qui a épousé une jeune fille de 17 ans et élève en 3eme et première de sa classe. Comme cela arrive souvent, l'union avait été décidée par les parents sans le consentement de la jeune fille. C'est le chef du village qui a écrit au préfet pour signaler ce cas de mariage précoce et les deux parties ont été convoquées devant la justice. L'imam nous a menacé que nous porterions la responsabilité de la répudiation mais nous n'avons pas reculé! Nous avons fait annuler ce mariage et aujourd'hui la fille poursuit ses études. Nous n'interdisons pas le mariage mais nous demandons aux hommes d'accompagner les hommes dans leur scolarité. » **Mme Aichatou Sidibe Directrice Départementale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. »**

b) **Photos:** include only 3-4 photos with captions (photo credit and a description) here in the report, and please upload all photo submissions (including the ones included here in the report) to [PHOTO SUBMISSION PLATFORM](#).

c) **Videos:** please include active links to any videos that have been produced during the reporting period, including any that document the contributions/results of Spotlight, here in the narrative. Please submit the videos themselves via the [VIDEO SUBMISSION PLATFORM](#)

Prochaines étapes

Les prochaines étapes sont :

Au niveau managérial,

- Renforcer la coordination régionale en rendant fonctionnel toutes les plateformes régionales de concertation dans les régions Spotlight ;
- Renforcer le fonctionnement des mécanismes de coordination par pilier et créer un cadre de coordination inter-pilier sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ;
- Poursuivre le renforcement de la coordination entre la DUE, le RC et les RUNOs;
- Renforcer l'implication du MPFPE dans la mise en œuvre des activités du Programme (PTA NEX, DEX).

Au niveau Programmatique,

- Renforcement de l'engagement du secteur privé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger ;
- Prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées en créant les conditions de leur accessibilité aux activités ;
- Poursuivre la mise en œuvre de l'outil Advocacy Scorecards et renforcer l'engagement de la société civile

Au plan opérationnel,

- Organiser les missions conjointes de terrain (Agences, RC, MPFPE, DUE) ;
- Elaborer la matrice RASCI ;
- Rendre fonctionnel les trois centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG restant (Maradi, Tahoua, Zinder) ;
- Organiser un atelier pour définir l'implication des leaders religieux dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ;
- Renforcer la qualité de la cartographie des acteurs de VBG et utiliser les outils développés par les ONG.



**Initiative
Spotlight**

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



ANNEXES

Annexe A: Cadre de résultats

Reporting against the Results Framework will be captured through SMART (the Spotlight Monitoring and Reporting Tool – previously named “Jotform”). Based on the reporting data you’ve submitted to SMART (along with the baseline forms), the Secretariat will generate Annex A for your programme and your review.

Annexe B: Matrice des risques

Please fill in Annex B and share it with us when submitting your annual report; please include a link to Annex B in the report, as well.

Annexe C: Rapport d’Engagement de la Société Civile

Please fill in Annex C and share it with us when submitting the report; please include a link to Annex C in the report, as well.

Annexe D: Modèle de rapport sur les bonnes pratiques ou les bonnes pratiques

Please fill in Annex D and share it with us when submitting the report; please include a link to Annex B in the report, as well.

Annexe E: Plan de travail annuel

Please share (and include a link here) the Annual Work Plan corresponding to the reporting period and for the coming year. Programmes that have a Phase I carry-over period until June 2022 are asked to submit an AWP for 2021 and covering the first six months of 2022. Programmes with Phase II approval (or those that expect Phase II approval soon) are asked to submit a full 2021-2022 AWP. If already approved by your Steering Committee, please include the relevant signed minutes. No other details are required. For further guidance on AWP, kindly refer to Chapter 7 of our [Operations Manual](#).